

POLITIQUE ET GUERRE DANS

L'ŒUVRE DE RAYMOND ARON

---

François Messier

Thèse soumise à la  
faculté des études supérieures et postdoctorales  
dans le cadre des exigences  
du programme de doctorat en science politique

École d'études politiques  
Faculté des sciences sociales  
Université d'Ottawa

© François Messier, Ottawa, Canada, 2013

## SOMMAIRE

---

Messier, François, doctorat (Ph.D.) en science politique, Université d'Ottawa, septembre 2012, Politique et guerre chez Raymond Aron, Professeur Gilles Labelle

« La guerre est simplement la poursuite de la politique par d'autres moyens » : c'est la formule la plus célèbre de Clausewitz. Veut-elle dire que la guerre est un instrument du politique, un de ses moyens, comme le soutiennent certains ? Ou plutôt, comme le soutiennent d'autres, veut-elle dire que la guerre doit, par nécessité, être soumise au politique afin d'en contenir les débordements ? La réponse tient, c'est l'hypothèse principale qui se situe au cœur de ce travail, dans la conception aronienne du politique qui unit une forme de réalisme politique (les rapports entre les hommes et les sociétés sont fondés sur les conflits d'intérêts et d'idées, sur la puissance et la force) et une forme d'idéalisme à consonance kantienne (par-delà la puissance et la force, la raison demeure une fin ou un idéal régulateur qui demeure à l'horizon de la coexistence des êtres humains). Si, pour Aron, la guerre est inévitable, elle n'abolit pas –sauf les cas où elle devient « totale » – le politique car, selon lui, elle n'occupe pas tout l'espace.

Le primat du politique est donc réaffirmé même en situation de guerre. Mais plutôt qu'une véritable « continuation » de la politique par la guerre, faisant de celle-ci un instrument de celui-là, il faudrait envisager ici une autre manière d'affirmer ce primat, fondé sur une sorte de « lien de nécessité » : l'inévitable phénomène qu'est la guerre ne peut être laissé à lui-même, il doit nécessairement être encadré par le

politique afin d'éviter tout débordement. Toutefois, cet encadrement n'offre aucune garantie et, à la fin, cette absence de garantie, qui n'a rien à voir avec un scepticisme désespéré, propose un pari sur une raison incertaine mais résiliente : «si nous ne parions pas sur la raison, sur quoi allons-nous parier ? »

Mots-clés : Aron, Politique, Guerre, Idéalisme, Réalisme, Republicanisme, Libéralisme, Clausewitz, Relations Internationales, État.

## DEPUIS SIX MILLE ANS LA GUERRE

---

*Depuis six mille ans la guerre  
Plait aux peuples querelleurs,  
Et Dieu perd son temps à faire  
Les étoiles et les fleurs.*

*Les conseils du ciel immense,  
Du lys pur, du nid doré,  
N'ôtent aucune démence  
Du cœur de l'homme effaré.*

*Les carnages, les victoires,  
Voilà notre grand amour ;  
Et les multitudes noires  
Ont pour grelot le tambour.*

*La gloire, sous ses chimères  
Et sous ses chars triomphants,  
Met toutes les pauvres mères  
Et tous les petits enfants.*

*Notre bonheur est farouche ;  
C'est de dire : Allons ! mourons !  
Et c'est d'avoir à la bouche  
La salive des clairons.*

*L'acier luit, les bivouacs fument ;  
Pâles, nous nous déchaînons ;  
Les sombres âmes s'allument  
Aux lumières des canons.*

*Et cela pour des altesses  
Qui, vous à peine enterrés,  
Se feront des politesses  
Pendant que vous pourrirez,*

*Et que, dans le champ funeste,  
Les chacals et les oiseaux,  
Hideux, iront voir s'il reste  
De la chair après vos os !*

*Aucun peuple ne tolère  
Qu'un autre vive à côté ;  
Et l'on souffle la colère  
Dans notre imbécillité.*

*C'est un Russe ! Égorge, assomme.  
Un Croate ! Feu roulant.  
C'est juste. Pourquoi cet homme  
Avait-il un habit blanc ?*

*Celui-ci, je le supprime  
Et m'en vais, le cœur serein,  
Puisqu'il a commis le crime  
De naître à droite du Rhin.*

*Rosbach ! Waterloo ! Vengeance !  
L'homme, ivre d'un affreux bruit,  
N'a plus d'autre intelligence  
Que le massacre et la nuit.*

*On pourrait boire aux fontaines,  
Prier dans l'ombre à genoux,  
Aimer, songer sous les chênes ;  
Tuer son frère est plus doux.*

*On se hache, on se harponne,  
On court par monts et par vaux ;  
L'épouvante se cramponne  
Du poing aux crins des chevaux.*

*Et l'aube est là sur la plaine !  
Oh ! j'admire, en vérité,  
Qu'on puisse avoir de la haine  
Quand l'alouette a chanté.*

Victor HUGO (1802-1885)

## TABLE DES MATIÈRES

---

Politique et guerre dans l'œuvre de Raymond Aron.....	0
Sommaire .....	1
Depuis six mille ans la guerre .....	3
Table des matières .....	5
Dédicace .....	7
Remerciements .....	8
Préface.....	9
Introduction.....	13
Première partie – Politique .....	21
Chapitre 1 : La conception aronienne du politique.....	22
1.1 Dialectique ou rationalisme historique ? .....	24
1.1.1 La critique du rationalisme historique et des philosophies de l'histoire .....	26
1.1.2 Historicité, contingence et sens .....	33
1.2 La philosophie critique de l'histoire .....	41
1.2.1 Mise en rapport des politiques de l'entendement et de la raison.....	58
1.3 La politique aronienne entre republicanisme et libéralisme .....	63
1.3.1 Héritage républicain : le commun et le conflit .....	63
1.3.2 Héritage libéral : puissance, pouvoir, autorité et commandement .....	71
1.4 État, souveraineté et démocratie.....	78
1.5 Conclusion : Le primat du politique.....	86
Chapitre 2 – Les Relations internationales sont des relations interétatiques .....	94
2.2 Système international et équilibre des puissances .....	99
2.3 Entre idéalisme et réalisme.....	103
2.3.1 Aron et l'idéalisme.....	105
2.3.2 Aron et le réalisme .....	108
2.4 Rôle de l'État dans la société internationale.....	111
2.5 Les moyens de l'État : diplomatie et stratégie .....	116
Deuxième partie – Guerre.....	118

Chapitre 3 – De Clausewitz à Aron : Une étude de <i>Vom Kriege</i> .....	119
3.1 Éléments de contexte .....	120
3.1.1 Éléments biographiques et rédaction de <i>Vom Kriege</i> .....	120
3.1.2 Contexte philosophique et historique .....	124
3.2 Politique et Guerre – Selon Clausewitz .....	132
3.2.1 Le politique .....	134
3.2.2 La guerre .....	138
Chapitre 4 – La guerre dans la pensée aronienne .....	146
4.1 Raymond Aron : pourquoi Clausewitz ? .....	147
4.2 Guerre limitée et guerre totale .....	157
4.2.1 La guerre à l’âge nucléaire : totale ou limitée ? .....	165
4.3 Raymond Aron, Penseur de la stratégie moderne .....	168
4.3.1 Finalité politique et finalité militaire dans la stratégie .....	172
4.3.2 Difficultés inhérentes au contrôle politique : du politique au militaire .....	176
4.3.3 Difficultés inhérentes au contrôle politique : du militaire au politique .....	181
Conclusion .....	185
Bibliographie .....	193
Sources primaires - Ouvrages de Raymond Aron .....	195
Ouvrages sur Raymond Aron .....	199
Ouvrages généraux .....	202

---

---

## DÉDICACE

---

---

---

---

*À mon épouse Linda,  
Sans qui cette thèse ne serait qu'un rêve*

---

---

## REMERCIEMENTS

---

Cette thèse n'aurait jamais vu le jour si je n'avais pas bénéficié du soutien de plusieurs personnes. Je suis profondément reconnaissant de la confiance que m'a témoignée madame Moriarty de la Faculté des études supérieures et postdoctorales. Je remercie également madame Mineault, de même que le personnel administratif de l'École d'études politiques, pour leur patience et leur appui continu.

Ma profonde gratitude va à mes parents. Ils ont été un exemple d'amour et de dévotion qui ont fait germer en moi le plaisir et le désir d'apprendre.

Je suis profondément endetté envers le professeur Gilles Labelle pour avoir accepté la direction de cette thèse. Son dévouement de même que la générosité de ses conseils combinés à ses encouragements continus ont rendu cette aventure possible.

Finalement, je suis infiniment redevable à mon épouse qui a porté le poids de cette thèse et à qui elle est dédiée.

## PRÉFACE

---

La relation entre la guerre et le politique a été depuis longtemps une préoccupation tant sur le plan personnelle que professionnelle. Au cours de plus de vingt-huit années passées avec les Forces canadiennes, j'ai été témoin en Somalie, en Bosnie Herzégovine, au Rwanda et ailleurs des conséquences dévastatrices et de l'inhumanité de la violence exercée par l'être humain contre lui-même, qu'elle soit légitime ou non. Comment expliquer qu'un être qui démontre compassion, générosité et altruisme envers ses semblables puisse être capable d'autant de cruauté, de barbarie et d'atrocité ? Certes, la violence se retrouve partout dans la nature, tant dans le monde animal que végétal. Toutefois, seul l'être humain semble planifier systématiquement l'extermination d'une partie importante de son espèce et de son environnement. La guerre, la soumission de l'autre par la violence collective systématique et organisée, s'avère être une activité typiquement humaine. Malgré les avancés technologiques, les chefs-d'œuvre artistiques et culturels, malgré l'interdépendance croissante des sociétés, la barbarie de la guerre demeure une constante.

Initialement j'avais cru, à la lumière de ma compréhension de la pensée de Hannah Arendt, que la guerre ne pouvait constituer « la continuation de la politique par d'autres moyens » mais représentait plutôt une rupture du phénomène politique. Une conception républicaine, et peut-être aussi quelque peu utopique et naïve, du politique m'apparaissait alors fournir une avenue permettant de

solutionner les conflits avant que la violence n'intervienne : le politique n'est-il pas un espace permettant le dialogue et les compromis ? Certes les mécanismes permettant de régler la dynamique politique sur la scène internationale n'ont pas la même portée que ceux qui existent au sein de l'État, étant donnée l'absence d'autorité centrale. Malgré tout, je ne pouvais concevoir que l'usage de la guerre puisse être légitime et ainsi constituer un outil du politique au même titre que l'économie ou la diplomatie.

La décision d'examiner cette relation au moyen d'une étude de la pensée de Raymond Aron n'a pas été spontanée. J'étais en effet plus familier avec les penseurs anglo-saxons des relations internationales. C'est de là que j'avais pris connaissance de Raymond Aron, que j'associais alors à la pensée d'auteurs réalistes tel Hans Morgenthau. Aron était aussi synonyme d'une conception politique de puissance, d'autorité et d'intérêt national. Un autre facteur m'éloignait de Raymond Aron : il a été un penseur des plus prolifiques, son œuvre me semblait, tant par sa complexité que par son étendue, particulièrement intimidante. On pourrait appliquer à Raymond Aron ce que Augustin disait du païen Varron<sup>1</sup> : il « a tant lu qu'on s'étonne qu'il ait eu le loisir d'écrire, et il a plus écrit qu'il n'est peut-être possible de lire » (Augustin : 1994, vol. I, livre VI, 261). Alors qu'il suffit de consulter seulement quelques ouvrages afin de prendre connaissance de la conception politique de plusieurs penseurs, dans le cas de Raymond Aron il faut parcourir une quantité impressionnante et variée d'ouvrages. La seule lecture d'ouvrages isolés non

---

<sup>1</sup> M. Terentius Varro, écrivain romain (116-27 av. J.-C) – source Wikipedia.

seulement ne rend justice à Aron mais, en fait, risque de fausser la compréhension de sa pensée politique.

« How is one to begin to approach the writings of Raymond Aron? For the individual who is interested in a particular aspect or theme in Aron's corpus, the answer is fairly straightforward: Simply find the relevant articles and/or books, supplemented perhaps by a general understanding of the circumstances surrounding Aron's writing and publication of them. But for the individual who wishes to confront Aron's thought as a whole – who wishes to know the way in which he reasoned and the conclusions he drew – then the task facing the would-be student is both daunting and discouraging » (Frost: 2007, 285).

Raymond Aron n'est pas seulement un penseur du politique, il est aussi philosophe, sociologue, historien, économiste et journaliste ; c'est un observateur et un commentateur de son temps. Son œuvre n'est donc pas seulement théorique mais elle a aussi une dimension pratique, elle se définit et se raffine au fil de l'analyse des événements. Ainsi, pour comprendre la pensée politique de Raymond Aron, il faut, il me semble, non seulement naviguer à travers un volume impressionnant (sinon déroutant) de textes, mais aussi comprendre le contexte historique dans lequel ils ont été écrits. Finalement, contrairement à des penseurs qui lui sont contemporains, tels Hannah Arendt, il y a peu d'ouvrages secondaires permettant de guider et d'informer l'étude de l'œuvre de Raymond Aron. Certes les deux dernières décennies semblent témoigner d'un intérêt accru pour la pensée de Raymond Aron – des colloques lui sont dédiés, une certains nombres d'essais ont été écrits, ou quelques pages d'ouvrages généraux lui sont consacrés ; toutefois il y a encore peu d'ouvrages qui offrent un analyse systématique de sa pensée. En somme, la décision d'étudier la relation entre

les phénomènes de la guerre et de la politique par l'entremise de la pensée de Raymond Aron me semblait présenter non seulement certains risques mais aussi des difficultés certaines.

Au moment de soumettre cette thèse, j'ai l'impression de n'avoir rencontré Raymond Aron que tout récemment, de n'avoir effectué qu'un survol de son œuvre. Toutefois, malgré cette brève rencontre, la richesse des enseignements qu'elle m'a procurés, la pluridisciplinarité de son œuvre, de même que la combinaison d'une pensée fondée tant sur la théorie et que sur le commentaire de « l'histoire-se-faisant », font, selon moi, de Raymond Aron une force intellectuelle incontournable permettant non seulement de mieux comprendre le vingtième siècle, mais aussi de penser la guerre dans un rapport à la politique. En outre, Raymond Aron est aussi un de ceux qui ont compris que bien que la raison permette de résoudre d'innombrables défis techniques et scientifiques, les relations entre sociétés, ou au sein de celles-ci, doivent faire une place importante aux passions humaines qui ne sont pas toujours rationnelles. L'analyse de la pensée politique de Raymond Aron s'est donc avéré un défi mais aussi une grande richesse.

Ce choix n'aurait été possible sans les encouragements incessants, le soutien continu et les enseignements du professeur Gilles Labelle, envers qui je suis infiniment redevable.

François Messier

Ottawa, septembre 2012

## INTRODUCTION

---

On peut dire que la vie de Raymond Aron (1905 – 1983) s’est déroulée durant une période trouble et violente. Né l’année qui a vu l’échec d’un premier soulèvement révolutionnaire en Russie, Aron a vécu ses années de jeunesse dans une France encore en proie aux soubresauts occasionnés par l’Affaire Dreyfus. Trop jeune pour prendre part à la Première guerre mondiale, il sera néanmoins profondément marqué par l’ampleur du carnage. Cette guerre a certes eu une influence majeure sur l’itinéraire intellectuel qu’empruntera le jeune Aron. Mais c’est un stage d’étude en Allemagne, où il sera le témoin de la prise de pouvoir par le Parti national-socialiste et de la naissance d’un régime totalitaire d’une brutalité sans précédent dans l’histoire européenne moderne, qui constituera un moment véritablement décisif pour lui.

Jusque-là, son éducation l’avait préparé essentiellement à l’entrée dans le monde académique ; le jeune Aron avait fait la rencontre de la philosophie à la fin du lycée et, par l’intermédiaire d’amis, celle d’Émile Chartier, dit Alain. Son stage en Allemagne contribuera à lui faire adopter une démarche intellectuelle fondée non sur l’abstraction mais plutôt sur « l’histoire-se-faisant », par laquelle il s’agit de « penser notre existence au lieu de la subir » (Aron : 1982, 27). Comme Aron lui-même le dit dans ses *Mémoires*, c’est sur les rives du Rhin, dans les rue de Cologne et de Berlin qu’il prendra conscience de la force de l’événement. Tzvetan Todorov fait remarquer :

« les personnages importants pour son orientation politique se nomment, non Kant ou Hegel, mais Staline et Hitler. C'est parce qu'il voit personnellement, en 1932-1933, la montée du nazisme en Allemagne qu'il choisit ce chemin rare et difficile : ne pas fermer les yeux devant le monde qui l'entoure, ne pas mettre rêves et abstractions à la place des réalités, faire de l'expérience la pierre de touche des théories » (Todorov : 2009, 60).

Dès lors, il s'agira pour Aron de toujours « confronter les idées aux réalités qu'elles traduisent, déforment ou transfigurent »<sup>2</sup> (Aron : 1982, 809).

Ce séjour en Allemagne permettra à Aron non seulement d'être témoin de la montée du nazisme mais aussi de faire la rencontre de l'œuvre de Max Weber chez qui il trouvera un penseur combinant la réflexion théorique et « l'histoire-se-faisant » ; pour Aron, Weber a su jumeler « le sens de la durée et celui de l'instant » (Aron : 1982 : 95). C'est donc sur les rives du Rhin que Aron fera le choix, lui aussi, de vivre le présent, de vivre l'histoire, parce qu'il « entend le bruit, voit la fureur et cherche le sens » (Aron : 1982, 1028). Cela voulait dire tenter de penser les plus grands phénomènes qu'il avait alors sous les yeux et qui allaient marquer le siècle : le totalitarisme et la guerre – sur laquelle ce travail se concentrera plus particulièrement.

\*

---

<sup>2</sup> Bien qu'Aron n'ait pas encore fait la rencontre de l'œuvre de Machiavel, il est intéressant de relever les similitudes entre les approches des deux penseurs. Dans le *Prince*, Machiavel dit en effet que « mon intention étant d'écrire chose utile à qui l'entend, il m'a paru plus pertinent de me conformer à la vérité effective de la chose qu'aux imaginations qu'on s'en fait. Et beaucoup se sont imaginé des républiques et monarchies qui n'ont jamais été vues ni connues pour vraies. En effet, il y a si loin de la façon dont on vit à celle dont on devrait vivre, que celui qui laisse ce qui se fait pour ce qui devrait faire apprend plutôt à se détruire qu'à se préserver [...] » (1992 : 131).

« La guerre est simplement la poursuite de la politique par d'autres moyens » : c'est la formule la plus célèbre de Karl von Clausewitz. Depuis la publication de l'œuvre de ce dernier, *Vom Kriege (De la guerre)*, cette formule a été citée à maintes occasions, souvent hors contexte. Veut-elle dire que la guerre est un instrument du politique, un de ses moyens, comme le soutiennent certains ? Ou plutôt, comme le soutiennent d'autres, veut-elle dire que la guerre doit, par nécessité, être soumise au politique afin d'en contenir les débordements ?

Il s'agit là de la question organisatrice de cette thèse : la guerre est-elle essentiellement un acte politique ou constitue-t-elle une rupture du tissu politique ? Afin de répondre à de telles questions, il importe, dans un premier temps, de comprendre ce qu'Aron entend par le politique, considérée du point de vue de son essence. On pourra ainsi, par la suite, chercher à comprendre la nature de la relation qui unit la guerre au politique.

L'analyse de l'essence du politique n'est pas l'étude de l'activité pratique et contingente qui s'exprime dans des institutions et par des événements historiques, mais consiste plutôt à essayer de comprendre ce qui caractérise en propre le politique.<sup>3</sup> Cela nous permettra de faire valoir que la conception du politique qu'on trouve chez Raymond Aron est enracinée dans sa compréhension de la violence, de

---

<sup>3</sup> La délimitation de l'objet politique dans ce travail appelle des précisions afin d'éviter des confusions avec d'autres approches. Nous excluons ainsi l'étude historique des institutions, des idées et des doctrines politiques ; il ne s'agira pas non plus de comparer les divers régimes et systèmes entre eux afin de choisir celui qui serait le meilleur. Enfin, il ne sera pas question ici d'analyser les décisions prises par les décideurs politiques dans le cadre d'une guerre en particulier ou encore d'étudier des batailles et des campagnes.

la guerre et de leur signification politique (ce que la littérature secondaire sur la pensée politique d'Aron a généralement sous-estimé). La relation qu'Aron a établie dans son œuvre entre le politique et la guerre se révèle des plus complexes, dans la mesure où la réflexion sur la violence et la guerre n'est pas simplement superposée chez lui à la réflexion sur le politique. Pour dire les choses en peu de mots : le politique, selon Aron, se révèle indissociable d'une réflexion sur la violence et la guerre –alors même que cette réflexion ne se sépare pas d'une analyse menée en termes politiques (c'est en cela que l'œuvre de Clausewitz est si importante pour lui).

L'une des hypothèses de lecture que je propose prend ainsi pour point de départ qu'Aron, à la fois lecteur attentif et critique de Clausewitz, estime que la guerre, inévitable, ne peut être laissée à elle-même, qu'elle doit ainsi être subordonnée au politique. La guerre, en effet, menace constamment d'échapper au décideur politique, du fait qu'elle possède une logique propre, qui n'est pas celle du politique et même, on le verra, qui la contredit. La guerre, selon Aron, doit donc être maîtrisée et contenue par le politique.

Il importe évidemment de se demander comment cela pourrait être possible. La réponse tient, c'est l'hypothèse principale qui se situe au cœur de ce travail, dans la conception aronienne du politique, qui unit, certes malaisément mais sans jamais céder sur cette question, une forme de réalisme politique (les rapports entre les hommes et les sociétés sont fondés sur les conflits d'intérêts et d'idées, sur la puissance et la force) et une forme d'idéalisme à consonance kantienne (par-delà la

puissance et la force, la raison demeure une fin ou un idéal régulateur qui demeure à l'horizon de la coexistence des être humains). Si la guerre est inévitable, elle n'abolit pas –sauf les cas où elle devient « totale » – le politique, selon Aron, elle n'occupe pas tout l'espace.

\*

La première partie de ce travail portera sur la conception que se fait Raymond Aron du politique ; la deuxième traitera de sa conception de la guerre.

Raymond Aron fait une distinction entre les relations politiques qui prévalent au sein de l'État et celles qui se manifestent entre les États. Héritier avoué de Max Weber, Aron estime que l'espace politique interne est régi par la loi et que l'État, disposant du « monopole de la violence légitime », peut faire face aux conflits inévitables entre les divers éléments composant la communauté politique. Toutefois, à l'externe, il n'y a pas d'autorité permettant l'exercice d'un tel « monopole de la violence légitime » entre les différents États souverains. On passe ainsi d'un espace politique interne régi par la loi et permettant de régler les conflits de façon pacifique, à un espace politique où règne l'état de nature décrit, entre autres, par Hobbes et où les conflits peuvent, ultimement, être résolus par l'usage de la violence. Cette distinction entre politique interne et externe est particulièrement importante afin de comprendre la conception aronienne du rapport entre guerre et politique.

Le chapitre 1 sera consacré à l'analyse de la conception du politique que se fait Aron à l'intérieur de l'État. Cette conception s'ancre, selon la lecture proposée

ici, dans une critique de la philosophie de l'histoire qui peut mener à l'établissement de régimes totalitaires et au refus du relativisme. Ni lieu d'un « Sens » transcendant les êtres humains et les événements ni non-sens, Aron cherche à tenir le juste milieu en faisant de l'histoire le lieu d'un sens qui loge quelque part entre les conflits qui divisent les êtres humains et leur appartenance à une commune humanité. Cette antinomie, qui est aussi une complémentarité, entre le réalisme (les rapports humains sont des rapports de force) et l'idéalisme (les rapports humains sont conditionnés par l'appartenance à une même humanité), résonne avec une autre, qu'on peut associer au républicanisme (importance du commun pour penser la société) et au libéralisme (importance de la différence qu'incarne l'individu pour penser la société).

Le chapitre 2 est également consacré à la conception aronienne du politique ; toutefois, il est orienté vers ce qui est externe à l'État – soit les « relations internationales ». On constatera alors que les dimensions réalistes et idéalistes, qui ressortent de la conception que se fait Aron de la vie politique « interne », telles qu'elles sont décrites au chapitre précédent, sont à la fois conservées et modifiées quand il est question des relations internationales, qui oscillent inlassablement entre le déploiement de la force et la négociation.

Le chapitre 3 présente la conception clausewitzienne de la guerre. La compréhension de la guerre au XXe siècle, et particulièrement celle de Raymond Aron, a été en effet particulièrement sensible à la conception défendue par Clausewitz. Il m'a donc paru nécessaire de présenter un tableau des principaux

concepts déployés par celui-ci dans son grand ouvrage *Vom Kriege* avant d'aborder la lecture aronienne à proprement parler.

Finalement, le chapitre 4 explore la place qu'occupe la guerre dans la pensée de Raymond Aron. La conception aronienne de la guerre est ancrée dans la réflexion qu'il a consacrée à l'œuvre de Clausewitz, d'abord dans *Paix et guerre entre les nations*, en 1962, mais surtout dans *Penser la guerre, Clausewitz*, en 1976.

\*

En 1951, dans *Les Guerres en chaîne*, Aron indiquait la direction qu'il allait donner à ses réflexions : comprendre la situation internationale en analysant, dans l'ordre politique et économique, les éléments essentiels et les causes principales de événements qui la conditionnent. Au cours des trente années qui ont suivi, il s'est « efforcé de répondre à une question », explique-t-il : « [c]omment évoluera une conjoncture qui rend la paix impossible, et la guerre totale provisoirement improbable ? » (Aron : 1951a, 7-8). L'intention première d'Aron en matière de relations internationales a donc été de comprendre comment prévenir ou contenir les conflits, particulièrement ceux qui pourraient conduire à la guerre nucléaire. Pour en arriver à cela, pas question pour Aron de se laisser aller à présenter des constructions purement théoriques sur l'avenir des relations internationales (il n'y a pas de théorie pure de la guerre chez Aron); toute sa démarche méthodologique consiste à lier l'exposé et l'examen des concepts à une attention au présent « se faisant » : car si l'« étude de l'immédiat passé ne permet pas de prévoir l'avenir, elle aide, du moins, à interpréter le présent » (Aron : 1951a, 8). Ce qui intéresse Aron

est de comprendre comment l'État, qui est l'acteur principal et majeur, bien qu'il ne soit pas le seul, sur la scène internationale, est celui qui à la fois favorise l'usage de la violence en même temps qu'il est celui par qui elle peut être contenue.

L'importance du politique chez Aron ne peut pas être surestimée car c'est là ultimement, que peuvent être maîtrisées, sinon totalement enrayerées, la violence et la guerre. À l'intérieur des États, la violence est maîtrisée sans pour autant être éliminée, l'État possède en effet le monopole légitime de son usage. Il n'en va pas de même dans les relations entre États, où la violence et la guerre sont toujours possibles et menaçantes. Hanté après 1945 par la possibilité d'une autre guerre, Aron estime que les principes pacifistes ne parviendront jamais à contenir ou à éviter un cataclysme nucléaire. Un regard même succinct sur certains de ses principaux écrits – *Paix et guerre entre les nations*, *Penser la guerre*, *Les dernières années du siècle* – permet de constater l'importance qu'il accorde au politique et la prédominance qu'il prête à celui-ci afin de contenir la guerre. Le politique tel qu'il existe dans les démocraties libérales, bien qu'imparfait, constitue le compromis prisé par Aron ; et c'est parce qu'il s'agit d'un compromis imparfait que Aron n'est pas qu'un simple spectateur, mais, ainsi qu'il se décrit lui-même, un « spectateur engagé ».

---

## PREMIÈRE PARTIE – POLITIQUE

---

## CHAPITRE 1 : LA CONCEPTION ARONIENNE DU POLITIQUE

---

Raymond Aron, « spectateur engagé » d'une scène politique nationale et internationale trouble, chaotique et confuse, a consacré la majeure partie de son entreprise intellectuelle à l'analyse de l'action politique. Il n'était pas un pur théoricien du politique pas plus qu'il n'était un historien des idées politiques ; ses intérêts n'étaient en rien orientés vers l'établissement théorique, en vase clos, d'une société conceptuel et idéale. Raymond Aron était bien plus « un penseur politique qu'un penseur du politique ». Puisant dans la tradition occidentale, non à des fins historiographiques mais afin d'informer et de façonner ses réflexions sur les phénomènes politiques contemporains, on peut dire qu'Aron a cherché à combiner la sagesse des Anciens à l'esprit scientifique, particulièrement celui des sciences sociales.

Dans ses *Mémoires*, Aron considère ses premiers pas dans le domaine politique comme étant fondés sur des opinions incertaines :

« J'affirmais des opinions politiques, en fait je préférais certains hommes à d'autres ; ma sympathie allait aux humbles et aux opprimés, je détestais les puissants, trop assurés de leurs droits, mais entre la philosophie et mes émotions se creusa un vide – l'ignorance de la société telle qu'elle est, telle qu'elle peut être et telle qu'elle ne peut pas être » (Aron : 1983, 22).

À ses débuts, Aron se sentait près de la pensée politique d'Alain, de laquelle il s'éloignera plus tard, car, jugera-t-il, « si la politique d'Alain me tentait, c'est qu'elle m'épargnait la peine de connaître la réalité, d'imaginer à la place des dirigeants une solution aux problèmes posés » (Aron : 1983, 42). C'est seulement après son séjour en Allemagne et la rédaction de sa thèse qu'Aron estimera avoir pleinement compris la « condition historique du citoyen ou de l'homme lui-même » (Aron : 1983, 53), qui est incontestablement une condition politique. C'est en effet sur le plan politique que les êtres humains manifestent ce qu'ils sont ; de sorte que, comme pour Machiavel, penser la politique, pour Aron, revient à « penser les acteurs, leurs moyens, leur univers mental » (Aron : 1983, 79).

En amont de la pensée politique de Raymond Aron se trouve une critique des philosophies de l'histoire qu'il élaborera au début des années '30. S'appuyant entre autres sur la pensée de Max Weber, Aron propose une critique sans concession du déterminisme historique d'inspiration hégéliano-marxiste. Sa thèse d'État, *Introduction à la philosophie de l'histoire : essai sur les limites de l'objectivité* (1938), qui constitue le socle sur lequel s'édifie sa pensée et ses réflexions sur le politique (Anderson : 1997, 21), présente plusieurs des concepts qu'il développera dans des ouvrages subséquents, en particulier la réfutation du déterminisme historique et de l'idée d'un moteur premier du mouvement historique global et, en conséquence, le pluralisme interprétatif des actions et des activités humaines.

Par ailleurs, si la conception aronienne de la politique est indéniablement d'inspiration libérale, elle est également héritière et tributaire de la longue tradition

républicaine. Comme Machiavel, Aron insiste sur la nature conflictuelle des communautés, qui tient à la différence des intérêts et des projets. Mais le conflit n'empêche pas de vivre ensemble et de résoudre les oppositions qui surgissent par le dialogue et le compromis. Cette dernière dimension témoigne de l'intérêt d'Aron tant pour l'action et la vertu civique que pour la liberté.

Afin de saisir la conception aronienne de la politique, ce chapitre se concentrera sur les deux dualismes identifiés ci-dessus : d'une part déterminisme et historicité et d'autre part libéralisme et républicanisme.

### 1.1 DIALECTIQUE OU RATIONALISME HISTORIQUE ?

---

Puisque la pensée de Raymond Aron s'est exprimée dans une œuvre qui a touché à la philosophie, à la sociologie, à l'histoire, à la science politique, à l'étude des relations internationales et même au journalisme, son unité n'est pas immédiatement évidente. Cette diversité d'intérêts et d'approches méthodologiques est déroutante à prime abord : Comment donc lire Aron ? Comme un philosophe, un sociologue, un historien ? Pour Stephen Launay, il y a bel et bien une unité de la pensée aronienne par-delà son apparent manque de cohésion :

« [S]i S. Mesure met à jour la logique de la connaissance dans le cadre de la philosophie critique et [si], de son côté, D. Mahoney insiste plutôt sur la dimension politique de la philosophie aronienne, ils ne font pas la part des *vecteurs* et des *idées*, et trouvent une « aporie » ou un échec là où il y a continuité de la pensée. De la philosophie critique de l'histoire à l'étude politique le passage se fait par la politique historique [...] qui englobe les deux précédentes parce qu'elle est fondée en raison sur la première et développée dans la seconde »

(Launay : 1995, 46 ; voir aussi Mesure : 1984, 108-112 et Mahoney : 1992, 1-2).

Le point de départ et le fil conducteur de l'œuvre aronienne serait donc sa réflexion sur l'histoire. À l'instar de la pensée de Hobbes et de celle de Rousseau, la pensée politique de Raymond Aron repose au départ sur une anthropologie ou une conception historique de la nature humaine. Cependant, contrairement à ces penseurs, Raymond Aron n'oppose pas l'être humain vivant à l'état de nature et celui vivant au sein de la Cité. En effet, chez Aron l'être humain vit dans un continuum sa vie durant et il est attaché à une conception historique de l'humanité, qu'il qualifie de « dialectique » et de « dramatique » :

« L'existence humaine est dialectique, c'est-à-dire dramatique, puisqu'elle agit dans un monde incohérent, s'engage en dépit de la durée, recherche une vérité qui fuit, sans une autre assurance qu'une science fragmentaire et une réflexion formelle » (Aron : 1986b, 350).<sup>4</sup>

Selon Aron, l'être humain ne peut se comprendre que par l'existence d'une contradiction entre sa « vocation rationnelle » et son animalité.<sup>5</sup> Ainsi,

---

<sup>4</sup> Dans les dernières pages des *Mémoires* (1983, 740-741), Aron s'interroge et se demande s'il convient de dire « dramatique » ou « tragique » : « À certains égards, oui, tragique vaut mieux que dramatique. » Il est intéressant de noter que, lors de la soutenance de la thèse d'Aron, le 26 mars 1938, Léon Brunschvicg, après avoir exprimé son admiration pour l'auteur, ne cache pas son désenchantement : « Ainsi vous opposez aux idéologies la dialectique qui signifie pour vous un processus dramatique sans unité, alors qu'à mon sens elle est une unité sans drame » (Fessard : 1980, 44).

<sup>5</sup> Dès 1944, Aron nous met ainsi en garde contre les risques associés au dogmatisme que peut représenter l'une ou l'autre de ces deux vocations, la « vocation rationnelle » de l'humain et son animalité. Toutes les pensées politiques ahistoriques ou antihistoriques ont selon lui une tendance à devenir dogmatiques voire fondamentalistes, comme l'illustre au mieux l'hitlérisme. « Toute pratique politique est liée à une certaine psychologie des humains [...] Dès lors, la condition première pour triompher du mal hitlérien, c'est de surmonter le nihilisme biologique et de réaffirmer la

contrairement à l'appellation conventionnelle, qui en fait un *homo sapiens sapiens*, il conviendrait sans doute mieux de qualifier l'être humain d'*homo sapiens fervens*. L'humanité ne constitue pas un tout harmonieux ; aux dires de Aron elle ressemblerait plutôt à un champ de bataille, parcouru de conflits et de tensions. Cela n'empêche pas que sa conduite peut être traduite « en termes de moyens et de buts, pourvu que l'acte ne soit pas un simple réflexe et que l'acteur ne soit pas insensé » (Aron : 1962a, 97).

Cela met en lumière les deux orientations qui se trouvent au cœur de l'appréhension de l'histoire par Aron : d'abord, négativement, si l'on peut dire, la critique du rationalisme historique et des philosophies de l'histoire ; ensuite, la contrepartie positive de cette critique, soit une conception de l'historicité qui cherche à associer la contingence et le sens.

Je traiterai de la critique du rationalisme historique d'abord et de la conception aronienne de l'historicité ensuite.

---

### 1.1.1 LA CRITIQUE DU RATIONALISME HISTORIQUE ET DES PHILOSOPHIES DE L'HISTOIRE

---

Se référant à l'*Introduction*, Aron nous dit dans ses *Mémoires* que « puisque je me vouais au rôle de spectateur engagé, je me devais de mettre au clair les rapports entre l'historien et l'homme d'action, entre la connaissance de l'histoire-se-faisant et

---

mission spirituelle de l'humanité. [...] Mais il est indispensable d'opposer à l'idée hitlérienne de l'humain, inférieur ou supérieur, l'idée de la présence, en chaque individu, d'une âme ou d'un esprit, présence qui fonde la dignité et le droit au respect » (Aron : 1944, 107).

les décisions que l'être historique est condamné à prendre » (Aron : 1983, 115). Le sens de cette conception s'éclaire si on la contraste avec la pensée française prépondérante au cours des années '30 qui, pour Aron, était représentée au mieux par le philosophe Léon Brunschvicg.<sup>6</sup> La conception historique de ce dernier supposait un progrès continu de la rationalité et de la connaissance, associées à la science (Gutting : 2001, 44-48). Aron redoutait une telle approche qui ne pouvait,

---

<sup>6</sup> Nous ne pouvons comprendre aujourd'hui le courage intellectuel d'Aron sans se représenter ce qu'était, à l'époque, le cadre philosophique français. Dans un article de 1915, Henri Bergson suggère que la philosophie française a été largement influencée par, entre autres, le rationalisme de Descartes et la pensée évolutionniste de Lamarck. Les sciences positivistes ont, depuis Descartes, eu une importance marquée pour les penseurs français des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles selon Bergson : « La philosophie française a toujours été étroitement liée à la science positive. [...] Il est de l'essence de la philosophie française [...] de s'appuyer sur la science. Chez Descartes, l'union est si intime entre la philosophie et les mathématiques qu'il est difficile de dire si sa géométrie lui fut suggérée par sa métaphysique ou si sa métaphysique est une extension de sa géométrie. [...] La philosophie française du XVIII<sup>e</sup> siècle se recruta principalement parmi les géomètres, les naturalistes et les médecins (d'Alembert, La Mettrie, Bonnet, Cabanis, etc.). Au XIX<sup>e</sup> siècle, quelques-uns des plus grands penseurs français, Auguste Comte, Cournot, Renouvier, etc., vinrent à la philosophie à travers les mathématiques ; l'un d'eux, Henri Poincaré, fut un mathématicien de génie. [...] Ceux mêmes des philosophes français qui se sont voués pendant le dernier siècle à l'observation intérieure ont éprouvé le besoin de chercher en dehors d'eux, dans la physiologie, dans la pathologie mentale, etc., quelque chose qui les assurât qu'ils ne se livraient pas à un simple jeu d'idées, à une manipulation de concepts abstraits : la tendance est déjà visible chez le grand initiateur de la méthode d'introspection profonde, Maine de Biran. En un mot, l'union étroite de la philosophie et de la science est un fait si constant en France qu'il pourrait suffire à caractériser et à définir la philosophie française » (Bergson : 1915, 236-256). Léon Brunschvicg était l'un des principaux représentants de ce courant de pensée. Professeur de philosophie à la Sorbonne, il a eu une influence importante sur des penseurs tels Sartre et Merleau Ponty. Au cœur de sa pensée se trouve un idéalisme critique. Brunschvicg ne peut concevoir que nous puissions avoir connaissance de quelque chose qui existe indépendamment et complètement en dehors de sa relation à notre connaissance. La connaissance n'est pas un accident qui provient de l'extérieur de l'être, mais constitue plutôt un monde qui est le monde pour nous ; une chose qui existe en dehors de notre connaissance serait par définition inaccessible, indéterminable, c'est-à-dire l'équivalent pour nous de rien. Aron opère indéniablement un déplacement par rapport à cette tradition en se tournant vers la philosophie allemande, alors méconnue en France. Il s'engage ainsi dans une double critique de ce qu'il envisage comme les métaphysiques de l'histoire héritées du XIX<sup>e</sup> siècle : il rejette en effet les philosophies qui postulent une unité historique du devenir humain, tel que le matérialisme historique, ultime incarnation de l'historicisme hégélien, tout comme celles qui affirment la pluralité inéluctable des histoires humaines, inspirées des conceptions nietzschéennes, comme chez Oswald Spengler, par exemple. Il s'agit alors de penser l'histoire autrement que comme un processus linéaire strictement rationnel orienté vers une fin, et autrement que comme un processus cyclique irrationnel et sans but.

selon lui, que mener à une sorte de déification de l'histoire, censée conduire inéluctablement au progrès. Pour lui, le progrès, et singulièrement le progrès technologique, n'était qu'un moyen pour des fins imparfaites ; il suffisait en effet d'ouvrir les yeux pour constater que la « la technique [pouvait] marque[r] de son sceau la barbarie moderne » (Aron : 1951a, 492).

Mais par-delà le néo-kantisme tranquille et assuré de lui-même de Léon Brunschvicg, la véritable cible d'Aron était la philosophie de l'histoire hégélienne. Dès les premières lignes de l'introduction de sa thèse complémentaire, *Philosophie critique de l'histoire : Essai sur une théorie allemande de l'histoire*, Aron affirme sans équivoque : « La philosophie traditionnelle de l'histoire trouve son achèvement dans le système de Hegel. La philosophie moderne de l'histoire commence [donc] par le refus de l'hégélianisme » (Aron : 1969, 15). Or l'hégélianisme, selon Aron, se manifeste essentiellement dans la vie politique et sociale sous la forme du marxisme, qui trouve un prolongement pratique dans l'existence du mouvement communiste international. Critiquer le rationalisme historique hégélien revient donc à critiquer le marxisme, qui constitue une des constantes de la pensée d'Aron tout au cours de sa vie intellectuelle.

La lecture de Marx que propose Aron emprunte une voie médiane entre celles qui font de Marx un philosophe normatif (privilégiant surtout ses écrits dits de jeunesse) et celles qui font de l'auteur du *Capital* un penseur positiviste ou un économiste scientifique (Aron : 1967 (b), 147, 156 ; Mahoney : 2007, 37).

Contrairement à Joseph Schumpeter, Aron maintient que Marx n'est pas un économiste classique. Les partisans de l'approche « scientifique » ignorent, selon lui, ce que Marx a vraiment tenté de faire : il a voulu écrire une « critique de l'économie politique » et non simplement décrire le fonctionnement du capitalisme (Aron : 2002, 22 ; Mahoney : 2007, 37). L'idée de la « critique » fournit à Aron la clé permettant de concilier les vérités partielles qui constituent selon lui les lectures univoquement scientifiques et philosophiques ou normatives de Marx. Pour Aron, la marche du *Capital*, qui va de la valeur – concept que l'on trouve exposé dans le premier livre – au prix – qui est discuté dans le troisième livre –, repose sur l'opposition philosophique de l'essence et de l'apparence, qui n'a aucun sens pour un économiste (Aron : 2002, 305). Dans le même sens, l'argument de Marx qui veut que le capitalisme soit condamné en raison des contradictions qui lui sont inhérentes, suppose une interprétation à la fois économique et philosophique du capitalisme (Aron : 2002, 306).

Si on peut identifier deux sources au fondement du projet de Marx, l'une proprement philosophique ou normative et une autre qui procède d'une analyse économique et sociale, c'est l'inspiration proprement philosophique qui, selon Aron, a été à la base de la notoriété du marxisme au XXe siècle, plutôt que les analyses économiques complexes du *Capital*. La clé de l'autorité du marxisme, écrit Aron dans son étude de 1954, *Les guerres en chaîne*, réside au vrai dans ce qu'il constitue une sorte d' « hérésie chrétienne » (Aron : 1954, 137). Le marxisme est en effet une « forme de millénarisme », où l'avènement du Royaume de Dieu est « prévu après une révolution apocalyptique dans lequel l'ancien système sera englouti » (Aron :

1954, 137). Cette révolution catastrophique sera le résultat des contradictions fatales qui hantent la société capitaliste ; le prolétariat atteindra ainsi le salut.

Aron distingue trois thèmes qui forment l'ossature de l'idéologie marxiste. Le premier et le principal est le thème chrétien : les religions du salut appellent inévitablement à la vengeance des humbles et des opprimés, en leur offrant une compensation dans ce monde ou dans l'autre. Comme le relève Aron, le marxisme imite de façon frappante la structure traditionnelle des religions du salut :

« Le marxisme confère à la victoire des esclaves une sorte de vraisemblance. Les travailleurs d'industrie ne sont-ils pas les véritables créateurs de la richesse ? L'élimination des parasites et des monopoleurs, qui prélèvent une dîme exorbitante sur le revenu collectif, n'est-elle pas appelée irrésistiblement par une logique immanente ? Insérée dans une dialectique matérialiste, l'idée du renversement de la hiérarchie dissimule sa véritable origine : aspirations chrétiennes que l'athéisme n'a pas étouffées ou ressentiments, plus ou moins sublimés, de ceux qui sont relégués au bas de l'échelle » (Aron : 1951, 137).

L'idée de religion séculière a été avancée par Aron pendant la Seconde Guerre mondiale afin de capturer ce qui était historiquement sans précédent dans les phénomènes du nazisme et du communisme. Dans son essai de 1944, *L'avenir des religions séculières*, il est possible de discerner plus clairement ce qu'il entend par cette catégorie philosophique et politique. Il la définit de la manière suivante : « je propose d'appeler 'religions séculières' les doctrines qui prennent dans les âmes de nos contemporains la place de la foi évanouie et situent ici-bas, dans le lointain de l'avenir, sous la forme d'un ordre social à créer le salut de l'humanité. » (Aron : 1985 (b), 370). Les religions séculières sont donc des substituts aux religions

traditionnelles, puisant dans les mêmes énergies, faisant appel aux mêmes espoirs à la base de la révélation juive et chrétienne. Pour Aron, le jeune Marx avait vu dans la religion une source d'aliénation : une fois que la maîtrise des humains sur leurs propres œuvres aura été affirmée, il ne sera plus nécessaire de reporter l'atteinte du bonheur sur une autre vie, leurs aspirations, longtemps frustrées, seront réalisées dans ce monde. Cependant, comme Aron le souligne, cet impératif antireligieux, en cherchant sur Terre l'espoir et le salut autrefois logés dans l'au-delà, se transforme dialectiquement en religion, quoique sans transcendance. Les religions séculières, considérées comme un produit de la modernité, ont comblé un vide spirituel avec leurs enseignements fabuleux promettant une communauté entièrement renouvelée à des millions de personnes désespérées. Aron met dès lors en garde : « Toute crise, économique ou politique, qui déracinera [les] multitudes, les livrera, une fois encore, aux tentations jointes du désespoir et de l'enthousiasme » (Aron : 1985 (b), 377). Mais ce ne sont pas seulement les masses qui ont entendu le chant des sirènes : les intellectuels confrontés à la complexité du monde moderne ont souvent succombé au désir de systématisation, le marxisme représentant pour eux un principe suprême d'autorité par-delà l'effondrement de tous les autres schèmes de pensée.

Deuxièmement, indique Aron, le marxisme a systématisé un « thème prométhéen ». Le prométhéisme est, comme l'affirme souvent Aron, une partie constitutive de l'essence de la modernité. Le marxisme a ceci de propre qu'il associe l'extension potentiellement illimitée de la puissance humaine sur les forces naturelles à la maîtrise de la société sur elle-même :

« L'homme a découvert le secret du feu. À un rythme accéléré, il étend sa maîtrise sur les forces naturelles. À l'horizon, se dessine le règne de l'abondance, que Trotsky tenait pour un objectif accessible et même relativement proche. La pauvreté ancestrale s'enfoncé peu à peu dans le passé, la malédiction du travail n'est que superstition de sociétés qui disposent de moyens de production dérisoires. L'édification du socialisme exige encore des efforts et privations, mais, au-delà du purgatoire de l'industrialisation, science et techniques, démiurges de notre temps, rendront inutile l'inégalité (condition jadis de la culture), scandaleuse l'oppression. Loisir et richesses ne seront plus réservés à quelques-uns, aux dépens du grand nombre, mais acquis à tous, grâce au génie de l'espèce » (Aron : 1951, 137).

L'élargissement de la notion de prométhéisme s'associe à un troisième thème, dont Aron estimait qu'il était au cœur du succès du marxisme : le rationalisme. Aron écrit d'une manière succincte : « Les sociétés se développent spontanément : elles ont besoin d'être reconstruites rationnellement [...] » (Aron : 1951, 137). Parce que le marxisme révèle les lois du devenir historique, l'avenir et la rédemption de l'humanité pourraient être connus à l'avance : « [...] grâce à la connaissance des lois de leur propre histoire, les hommes deviennent capables d'agir en toute lucidité » (Aron : 1951, 137). La société sera refaite de fond en comble et l'ensemble des contingences de l'histoire, des différences sociales indésirables, seront éliminées par le nouveau sujet collectif souverain, enfin maître de son destin.

Pour Aron, la combinaison de ces trois thèmes – le thème chrétien, le thème prométhéen et le thème rationaliste – forme la base du marxisme considéré comme idéologie. Chacun, pris isolément, n'aurait pas suffi à faire du marxisme une « religion séculière ». Le prométhéisme et le rationalisme conduisent seulement à

une forme d' «espérance messianique» – à une croyance selon laquelle, au fil du temps, la science moderne triomphera de l'injustice et de la pauvreté ; la révolte, prise isolément, ne peut que « ressuscite[r] des illusions qui se sont si souvent révélées fausses » (Aron : 1951, 138). Afin que le marxisme devienne une religion de substitution, ces trois éléments constitutifs devaient être réunis et synthétisés dans une vision globale du développement historique. L'idéologie marxiste, dès lors, peut donner une consistance concrète aux philosophies de l'histoire du XIXe siècle, celles de Hegel et de Comte, demeurées au stade de l'abstraction.

---

### 1.1.2 HISTORICITÉ, CONTINGENCE ET SENS

---

Je l'ai précédemment relevé, cette critique du rationalisme historique peut être associée à une conception alternative de l'histoire, où il s'agit de lier la contingence et le sens.

Cela ne va pas de soi. En effet, l'un des risques du rationalisme historique est, selon Aron, de nourrir une position qui se veut en tous points opposée à lui, et qui constitue ainsi une forme d'irrationalisme. Pour Oswald Spengler, par exemple, il convient d'opposer à l'histoire déterminée telle que la conçoit le matérialisme historique la thèse nietzschéenne qui postule, à l'inverse, une pluralité inéluctable des histoires humaines.<sup>7</sup> Comme l'écrit Serge Audier :

---

<sup>7</sup> Aron écrit de Spengler « que son œuvre principale, ..., annonçait déjà les grandes guerres et les vastes empires, en même temps que la diffusion d'une pensée critique, positiviste, matérialiste, avec des réactions mystiques, encore marginales » (Aron : 1983, 671).

« Le propos d'Aron sera précisément de porter au jour la complémentarité qui unit secrètement le positivisme le plus scientifique et le nietzschéisme le plus débridé. Autrement dit, il s'agira de montrer que le nihilisme absolu des tyrannies modernes n'est que l'autre face d'une conception scientifique de la société et de l'histoire » (Audier : 2005, 42).

Pour Aron, il faut plutôt tenir les deux bouts de la chaîne, si l'on peut dire : d'un côté, il faut constater, contre le rationalisme historique, que rien n'est déterminé et qu'il y a donc une contingence indépassable de l'histoire; de l'autre, il faut aussi constater que le hasard ne fait pas disparaître le sens, mais que celui-ci, sans pointer en direction d'une fin heureuse de l'histoire, peut être déchiffré partout où les êtres humains agissent en commun.

Lorsqu'il décrit sa propre aventure intellectuelle, Aron insiste ainsi sur l'inspiration qu'il a puisée, en réaction au rationalisme, chez deux auteurs en particulier : Machiavel<sup>8</sup> et Max Weber. Du premier, Aron retient que l'histoire n'est

---

<sup>8</sup> *A priori*, mentionner les noms de Machiavel et de Raymond Aron dans une même phrase peut sembler inapproprié puisque ce dernier a élaboré une critique âpre de Machiavel au cours des années trente (Audier : 2004, 44). Bien que Aron ait initialement associé Machiavel à la tyrannie (Aron : 1993), l'héritage reçu de ce dernier est essentiel au cheminement de pensée qu'il a fait au cours des années '40 et '50, dans la mesure où elle jalonne la route qui le mène à la conception de la politique qu'il présentera dans ses écrits d'après-guerre. « Quand une nation est sur le point de se désagréger dans la guerre civile et dans le terrorisme, ce qui, pour beaucoup de philosophes de la politique, est le mal absolu, il faut bien reconstituer l'État, et on ne reconstitue pas l'État sans la Police, sans l'Armée et donc sans un certain nombre de 'bavures'. Dans ces situations extrêmes, il y a une part de vérité dans la sagesse terrible de Machiavel : pour sauver une nation, il faut quelquefois perdre son âme » (Aron : 1985, 514). Si, au dire de Serge Audier, la réinterprétation de Machiavel est en partie dûe à l'analyse offerte par James Burnham – Audier suggère que Raymond Aron « se réfère, souvent implicitement, à l'interprétation de Burnham » afin d'expliquer pourquoi il ne perçoit plus Machiavel comme un « des inspirateurs des tyrannies modernes » mais bien plus comme l'initiateur d'un courant qu'il qualifie de 'machiavélien'. (Audier : 2004, 44) – il faut aussi y voir une conséquence directe des événements qui ont marqué la fin des années trente. Alors que Machiavel voit la nécessité d'employer des moyens qui lui ont valu une réputation scandaleuse, afin d'expulser la France et l'Espagne des terres italiennes, Aron, quatre siècles plus tard, fait lui aussi face à une situation extrême requérant des moyens extrêmes, au risque d'y perdre lui aussi son âme. Et si, en ce

pas un continuum progressif et rationnel mais bien un ensemble d'événements contingents qui ne sont liés en rien à une expérience cumulative.<sup>9</sup> Comme le dit Stephen Launay, « Machiavel décèle la constance sous l'inconsistance des hommes [mais il] ne voit pas de progrès dans l'histoire » (Launay : 1995, 40). Cependant, c'est surtout de Max Weber qu'Aron s'inspire, comme cela est manifeste dans son travail au cours des années '30, dont le « projet majeur » était de

« comprendre son temps à la lumière de l'histoire universelle, ou encore de rendre intelligible l'histoire universelle dans la mesure où celle-ci tend à la situation présente comme à son aboutissement » (Aron : 1987(a), 554).

Ce travail devait culminer dans la rédaction de la thèse de 1938, *Introduction à la philosophie de l'histoire : Essai sur les limites de l'objectivité*. Celui-ci est fondé sur un ensemble d'interrogations posées, directement ou indirectement, par Weber : que puis-je savoir de manière universellement valable sur la société dans laquelle je vis, en fonction des limites de ce que je puis savoir ? Quel est le rôle des valeurs ou de la décision ? Que puis-je me donner comme objectif ? Quelle est la capacité de

---

qui concerne la politique intérieure des États, Aron se distance de Machiavel, préférant un système démocratique aux procédés machiavéliques, il en va tout autrement dans le cas de la politique extérieure. « Pourquoi l'Europe pendant des siècles a-t-elle vécu selon les règles du machiavélisme modéré ? C'est que, aussi longtemps qu'il y a des États souverains, des États armés, des États en conflits les uns avec les autres, il ne peut y avoir autre chose qu'un machiavélisme modéré [...] » (1985: 516). Ainsi, à l'instar de Machiavel, Aron ne peut concevoir la politique sans tensions, sans conflits, sans autorité ou sans pouvoir. La relecture que propose Aron de Machiavel tient davantage d'une perspective réaliste et libérale que d'une interprétation néo-républicaine, telle que celle offerte par J.G.A. Pocock. Aron retient de Machiavel le pluralisme conflictuel et la critique du dogme alors que Pocock privilégie la participation des citoyens à la vie communautaire (interprétation qui n'est toutefois pas complètement étrangère à la pensée aronienne). Ainsi, la perception aronienne de Machiavel ne conduit pas aux enseignements antilibéraux d'un penseur tel Pocock, mais davantage à une théorie pluraliste des sociétés contemporaines. Nous y reviendrons.

<sup>9</sup> D'ailleurs Machiavel avait une conception cyclique et non linéaire de l'histoire (Viroli : 1998, 18).

l'individu ou de l'humanité prise globalement de transformer l'organisation sociale ?  
Que pouvons-nous espérer de ce monde (Aron : 1989, 223-224) ?

Aron présente une première analyse des textes de Weber en 1935, dans *La sociologie allemande contemporaine*, où il exprime une admiration quasiment sans réserve. Pour Aron, Max Weber est sans aucun doute le plus grand sociologue allemand. Par l'ampleur de son érudition, la variété des questions posées, la rigueur de la méthode, la profondeur de la philosophie qui l'inspire, son œuvre s'impose comme le modèle d'une sociologie historique et systématique à la fois. De même, Aron considère que «l'originalité et la grandeur» de Weber résident dans le fait qu'il était à la fois «homme politique et savant». S'il les distinguait soigneusement, faisant valoir que la science devait être indépendante des préférences et des jugements de valeur, il les combinait également, au sens où il concevait la science comme indispensable à l'action. Weber a ainsi préconisé une « science d'homme politique et une politique de savant » (Aron : 1935, 81-82) :

« [C]'est l'homme tout entier qui apparaît dans l'œuvre de Weber : homme dans un monde déchiré où il lui faut choisir entre les dieux, homme aux prises avec le destin contre lequel sa foi vient de se briser. Tels seraient donc les deux thèmes derniers de l'aventure humaine dont l'histoire est le récit : la rivalité des dieux, les conflits de la foi et de la nécessité » (Aron : 1935, 82).

Pour Aron, la distinction wébérienne entre « l'intention scientifique » et « la volonté philosophique » est à la base de l'opposition fondamentale entre « [...] fait et [...] devoir, [...] jugement de réalité et [...] jugement de valeur, [...] science et [...] morale » (Aron : 1935, 98-99). Raisonnant de cette façon, Weber rejette à la fois le

point de vue durkheimien voulant qu'une nouvelle moralité puisse être établie sur la base de la sociologie et la croyance kantienne selon laquelle la conscience morale et les impératifs moraux peuvent surplomber les réalités sociales concrètes. Pour Weber, explique Aron :

« Agir, c'est, placé dans une conjoncture unique que l'on n'a pas voulue, prendre une décision, répondre aux circonstances et viser un but. La philosophie de la politique ne peut donc être qu'un approfondissement de l'idée même d'action dans le temps, une prise de conscience des conditions dans lesquelles nous avons à vouloir, une analyse des choix politiques dans leur double rapport au réel et à notre idéal.

[Il s'agit] de saisir les moments où la volonté est susceptible d'intervenir efficacement. En chaque occasion, [Weber] jugeait ce qui, en fonction des faits et de ses valeurs, devait être tenté. [...] Ainsi, acceptait-il la loi de la politique et choisissait-il une moralité de la responsabilité, la seule conforme à l'essence de la politique, la seule qui ne fût pas condamnée à de perpétuelles contradictions (Aron : 1935, 102-104).

Une telle conception de l'histoire, qui la fait reposer sur la contingence sans accepter ou consacrer pour autant l'arbitraire, amène Weber à une vue idéalisée et à une « haute idée » du « chef », de même qu'à présenter une idée de « l'héroïsme » qui ne s'accordait pas nécessairement avec les conditions de l'existence. Il avait, pourrait-on dire, de la vérité un besoin qui s'opposait parfois aux nécessités de la politique démocratique. En même temps Aron écrit que les contradictions de la pensée politique de Weber n'étaient « pas sans grandeur », et font la richesse de sa pensée.

Ce nationaliste avait avant tout le sens de l'individu, il défendait les revendications ouvrières et il secourait tous ceux qui étaient victimes des institutions collectives. Il acceptait la guerre entre les dieux, entre

les peuples, entre les hommes. Mais il avait horreur d'un 'monde où tout le monde triche'. Que chacun choisisse son idéal et combatte drapeau déployé. Cette rivalité de héros ou de nations lucides, telle est l'utopie de la politique de Weber (Aron : 1935, 109-110).

En 1938, dans sa thèse complémentaire Aron poursuit sa réflexion sur Weber en insistant sur le fait que contrairement à Dilthey, Simmel et Rickert qui ont cherché une théorie générale de la connaissance historique, la contribution de Weber permet de définir les limites de l'objectivité historique. Chez ce dernier, la question visant à connaître dans quelles conditions la science historique peut être universellement valable est remplacée par un questionnement sur les frontières du domaine qui relève de la sociologie compréhensive.

Aron insiste : la préoccupation de Weber, si elle est scientifique, vise au même moment à «élucider de façon définitive les caractéristiques de la connaissance historique exigées par l'action». Tout en refusant le droit de porter des jugements de valeur à ceux qui font œuvre scientifique, Weber engage la lutte avec la même intransigeance « contre les idéologues et les moralistes ». En fait, souligne Aron, Weber vise l'objectivité en sciences sociales et historique « *à cause de, et non, comme on pourrait le penser, en dépit de la politique* ». Chez lui, par conséquent, la science et la politique sont à la fois distincts et unis, car il s'agit de «demande[r] aux sciences de la culture les connaissances dont l'homme d'action a besoin : l'historien interroge le passé et, de la même manière, l'homme pense le réel et médite sa conduite » (Aron : 1938, 219).

Weber, relève Aron, ne croit pas en la possibilité de combiner la science et la métaphysique. Il estime que les différentes visions du monde constituent des

expressions subjectives, émotives et, par conséquent, qu'elles sont essentiellement invérifiables. L'historien doit choisir entre des faits et il ne peut décider lesquels de ceux-ci sont d'intérêt ou d'importance sur la base d'une perspective métaphysique. Il faut admettre le caractère subjectif de la sélection des faits et, « du même coup, le caractère partiel de la science historique » :

*« La sélection doit être arbitraire, parce que les visions du monde sont contradictoires et les concepts inadéquats à la richesse réelle. Les liens de causalité entre les faits doivent être objectifs, parce que, autrement, la reconstitution du passé se décomposerait en une multiplicité de perspective inconciliables, parce que le monde n'est pensable que si le déterminisme y règne » (Aron : 1938, 222).*

Cela conduit à ce qui constitue pour Aron l'idée centrale de la méthodologie de Weber : la conviction que seules les relations entre les faits choisis librement sont susceptibles de vérité universelle. Ainsi, poursuit Aron, Weber fait une place tant à la subjectivité qu'à l'objectivité, à la volonté de l'historien de même qu'à la nécessité des choses. Et la polémique que nous présente Weber est passionnée contre ceux qui nient l'une ou l'autre. En ce sens, les «idées directrices» à la base de la sociologie de Weber ont été à la fois la «négation de la métaphysique et [l'] affirmation de la causalité, subjectivité de la sélection et objectivité des rapports » (Aron : 1938, 221-222).

\*

Au final, ce que retient Aron de Weber, c'est une certaine philosophie politique et une philosophie de vie qui combinent

*« une connaissance impartiale et une politique de la volonté. La science elle-même rend nécessaire la décision dans l'ordre de l'action, à condition qu'elle ne sorte pas des limites de l'objectivité. Et la*

science doit respecter ces limites, afin d'éviter l'arbitraire des métaphysiques ou des préférences sentimentales » (Aron : 1938, 262).

Certes, la science ne pourra jamais nous dire comment agir : elle est partielle, il n'y a pas de précepte qui définisse *a priori* les mouvements de l'ensemble, il n'y a pas de devenir inévitable, même les lois traduisent des règles de succession fréquente des enchaînements nécessaires. Les grandes orientations de l'évolution ne sont, tout au plus, que des modèles typiques qui laissent place dans les choses à d'autres possibilités, et pour les humains à d'autres volontés (Aron : 1938, 263).

Mais la philosophie et la morale ne peuvent pas plus établir une hiérarchie de valeurs qui soient valables universellement. La décision se prend ainsi «sans autre témoin que sa conscience». En fait, les êtres humains sont assiégés de toutes parts par des contradictions fondamentales qui ne peuvent être surmontées que par ce que Weber a appelé le «dieu». Dans la sphère politique, par exemple, est-ce que la justice est constituée par l'attribution des biens selon le mérite ou par la tentative de réduire les inégalités ? Doit-on favoriser le développement d'une élite ou donner la préférence à l'égalité sociale ? Tous les concepts fondamentaux – liberté, égalité, justice – sont l'objet d'oppositions aussi irréductibles que les rivalités entre les groupes et les luttes entre les individus. Pour Weber, il y a une «lutte inexpiable» entre les dieux rivaux ; de ceci surgit la nécessité de choix qu'on doit toujours chercher à justifier en fonction des faits, mais qui ne sont jamais entièrement justifiables. «Être un homme, c'est se donner librement un dieu. La vie est une chaîne de choix derniers par lesquels l'homme choisit son destin» (Aron : 1938, 267).

Il en découle qu'en histoire, toute synthèse est impossible. De toute évidence, selon Aron, une telle philosophie encoure le risque d'un certain irrationalisme. Pour Aron, Weber a évité le désespoir par «une espèce d'héroïsme ascétique », qu'incarne la recherche scientifique, avec le résultat que l'humain n'est «réconcilié ni avec lui-même, ni avec son milieu» - un thème que Weber partage avec Marx même s'il juge cette situation, à la différence de ce dernier, indépassable. Cela conduit-il à une forme de relativisme ? Certes, Weber semble parfois se raidir « dans une attitude désespérée, comme pour éprouver sa patience : 'Wieviel *ich aushalten kann*' »<sup>10</sup>. Mais, selon Aron, l' « individu accidentel » doit

«être capable de regarder, après coup, son choix comme valable et de surmonter la relativité de la décision par la conscience qu'il prend. [L]a philosophie est précisément cette prise de conscience, qui ne supprime pas les conflits à travers lesquels les hommes font leur histoire, mais sauve les individus de la solitude, puisque la relativité comprise est déjà dépassée » (Aron : 1938, 272-273).

Les questions du choix, de la décision, du relativisme, sont précisément au cœur du travail d'Aron effectué dans le cadre de sa thèse sur l'objectivité historique.

---

## 1.2 LA PHILOSOPHIE CRITIQUE DE L'HISTOIRE

---

Aristote avait défini l'humain comme un animal politique, les Lumières le concevaient comme un animal rationnel et moral. Chez Aron, l'être humain est certes un être social et politique gouverné par sa raison mais il est aussi mû par ses

---

<sup>10</sup> Combien puis-je supporter.

passions et ses désirs ; ses choix dépendent, sans être déterminés par lui, d'un contexte historique spatio-temporel spécifique. Si certains membres du jury de son travail de thèse ont cru apercevoir en Raymond Aron un « esprit négateur », voire « satanique ou désespéré » (Fessard : 1980, 40), c'est plutôt dans la tradition du rationalisme critique qu'il faut inscrire son travail ; car Aron persiste à croire en la raison — une raison modeste, non dogmatique —, en dépit du tragique de l'histoire<sup>11</sup> :

« L'humanité n'a d'autre espoir pour survivre que la Raison et la technologie. Tout le reste est indispensable pour vivre aussi, mais la condition pour que l'humanité continue son aventure [...] c'est de faire confiance à la manière de penser qui donne sa chance à la vérité. [...] En politique, on ne peut pas démontrer la vérité, mais on peut essayer, à partir de ce que l'on sait, de prendre des décisions raisonnables » (Aron : 1981, 316).

Ce rationalisme critique s'exprime encore dans le fait qu'Aron n'a jamais abandonné l'horizon kantien de l'« Idée de la Raison », c'est-à-dire la possibilité d'une « fin heureuse » d'une histoire humaine au cours tragique (Aron : 1983, 1027). C'est pour cela que Nicolas Baverez dira que « l'œuvre d'Aron [...] est composée d'une suite de points de vue que relie une forte logique ; mais les éléments de cette galaxie gravitent autour d'un astre noir, l'idée de la Raison, horizon et exigence morale de l'action » (Baverez : 1993, 146). Aussi l'*Introduction* se termine-t-elle sur un aperçu d'une philosophie politique qui fonde un jugement et une action

---

<sup>11</sup> Chez Aron l'histoire est tragique car elle est sanglante et meurtrière. Toutefois, elle n'est pas nécessairement et irrémédiablement dominée par l'irrationalité et la violence. Plus qu'un principe d'explication et d'investigation, il s'agit là d'une doctrine pour l'action.

politiques éclairés. S'il est vrai que « les hommes font l'histoire, ils ne savent pas l'histoire qu'ils font » : aussi le philosophe doit-il tenter de circonscrire les paramètres de l'action humaine raisonnable, de manière à sauvegarder les chances de la liberté. C'est là la position de « spectateur engagé », qui demeurera la position de Raymond Aron jusqu'à sa mort.

La politique de la raison modérée par le réalisme que nous propose Aron repose sur trois piliers, exposés dans *l'Introduction* : la critique du déterminisme historique, la notion de pluralité et la nécessité du choix. Aron insiste d'abord sur le fait qu'il n'y a pas de déterminisme historique ; l'énoncé suivant lequel « [i]l n'y a pas de premier moteur du mouvement historique total » (Aron : 1986b, 316) aurait pu, indique-t-il, servir de conclusion d'ensemble à son étude sur l'objectivité historique. On ne peut, au mieux, que faire des prévisions prudentes en histoire, déterminer certaines tendances ou certains scénarios sans jamais être certain s'ils se concrétiseront un jour :

« Il y a des grands mouvements de l'histoire qui, en gros, sont prévisibles ; il y a ce que l'on appelle 'les mouvements lourds' ; on peut naturellement prévoir approximativement quelle sera la population française d'ici à vingt ans, trente ans, en laissant de côté l'accident de la guerre. Mais il n'y a pas un déterminisme global des événements historiques. Par conséquent ce qui nous concerne le plus, la qualité des institutions, la nature de l'État, la qualité de l'homme, tout cela, dans une large mesure, est imprévisible. Oui, je reprendrais la formule que j'aime assez : 'L'histoire est imprévisible comme l'homme pour lui-même' » (Aron : 1981, 57-58).

Pour Aron, il y a certes une causalité en histoire, mais elle n'induit aucun déterminisme d'ensemble :

« On pourrait dire, en un sens général, que toutes les relations causales sont, en sociologie, partielles et probables, mais ces caractères prennent, selon les cas, une valeur différente. Les causes naturelles n'impliquent jamais aux sociétés humaines telles ou telle institution exactement définie. Les causes sociales sont plus ou moins adéquates, et non nécessaires, parce que rarement un effet dépend d'une seule cause, parce que, en tout cas, le déterminisme parcellaire ne se déroule régulièrement que dans une constellation singulière qui ne se reproduit jamais exactement » (Aron : 1986b, 281).

En conséquence, Aron se méfie on ne peut plus des « ruses de la raison » qui portent à croire que l'ordre du monde peut réconcilier nos aspirations avec la réalité. Cette dimension supprime le dialogue, puisque le dialecticien confond un camp, un parti, un régime, avec la fin de l'histoire. Pour Aron, l'ascendant des philosophies pluralistes de l'histoire justifie, contre le providentialisme et déterminisme, le bien fondé à la fois d'une analyse de l'événement, dans le style de Thucydide, et le recours à une idée de la raison, purement régulatrice, et projetée vers un avenir infini, dans le style de Kant. Ainsi, si le drame humain semble parfois accélérer le processus apparent d'unification de l'humanité, celui-ci n'abolira jamais le drame humain. Alors que les divisions de l'humanité changent et se déplacent, il serait tout simplement utopique pour Aron d'escompter un monde sans division.

Cela amène ensuite Aron à affirmer, avec Max Weber, le pluralisme des interprétations des actes humains. Cette conception a conduit certains membres du jury de 1938 à conclure que la thèse d'Aron n'était qu'une profession de foi relativiste. On a dit que l'interprétation des événements historiques conduisait à légitimer la multiplication des points de vue sans permettre de trancher entre eux. La connaissance historique serait alors essentiellement incertaine voire impossible.

Mais Aron cherchait plutôt à défendre l'idée, aujourd'hui banale, de l'immersion du sujet connaissant dans l'histoire. En cela, Aron adoptait une position « antiscientifique ou antipositiviste », rattachée directement selon lui à la question de la possibilité de l'action. Au cœur de cet antipositivisme se trouve l'expression, qu'Aron a par la suite qualifiée de « gratuitement agressive [et] paradoxale » (1983 : 122) de « dissolution de l'objet ». Résumant une section sur la compréhension intitulée « Les univers spirituels et la pluralité des systèmes d'interprétation », il écrivait :

« Il n'existe pas une réalité historique, toute faite avant la science, qu'il conviendrait simplement de reproduire avec fidélité. La réalité historique, parce qu'elle est humaine, est équivoque et inépuisable. Équivoque, la pluralité des univers spirituels à travers lesquels se déploie l'expérience humaine, la diversité des ensembles dans lesquels prennent place les idées et les actes élémentaires. Inépuisable la signification de l'homme pour l'homme, de l'œuvre pour les interprètes, du passé pour les présents successifs » (Aron : 1986b, 147).

Ceci conduit au dernier pilier de *l'Introduction* : la nécessité du choix, inspirée de Weber, et en particulier de la question soulevée par ce dernier de la capacité du jugement historique à atteindre une validité universelle. Néo-kantien, Weber ne croyait pas en la possibilité de combiner la science et la métaphysique. Il pensait que les visions du monde étaient l'expression de sentiments et d'affirmations de la volonté et, par conséquent, qu'elles étaient essentiellement invérifiables. Pour lui, la connaissance historique et la compréhension devaient donc être libres de toute métaphysique. Cependant, l'historien devait choisir entre des faits et il ne pouvait décider lesquels étaient d'intérêt ou d'importance que sur la

base de certains points de vue métaphysiques. En conséquence, fait valoir Aron, le scepticisme philosophique de Weber implique le caractère subjectif de la science historique. Cela a conduit à ce qui est pour Aron l'idée centrale de la méthodologie de Weber : sa conviction que seules les relations entre les faits librement choisis peuvent prétendre à la vérité universelle. De cette manière, Weber fait une place à la fois à la subjectivité et à l'objectivité, à la volonté de l'historien et à la force des circonstances.

De la sorte, bien qu'il ait conclu que l'histoire ne soit pas déterminée, Aron affirme que si l'on accepte les règles de la logique formelle, de l'expérience et de la probabilité, il est possible de parvenir à une certaine généralité qui écarte à la fois le fatalisme et le scepticisme (Aron : 1986b, 431-437). Pour lui, cela rend légitime un effort afin de dégager, de l'étude des sociétés, les objectifs que l'on peut se proposer et les moyens susceptibles, selon la probabilité, de conduire au but. Il reste entendu que cette recherche du possible est orientée par des désirs ou des préférences, lesquels sont modifiés par la recherche elle-même. L'aboutissement n'est jamais un impératif moral ou politique mais plutôt l'indication de possibilités diverses (en ce qui concerne les objectifs) et de probabilité plus ou moins fortes (en ce qui concerne les moyens) qui se présentent à l'être politique et historique qu'est l'humanité (Aron : 1955, 176).

La question du choix conduit au cœur de « la condition historique du citoyen ou de l'homme lui-même » (Aron : 1983, 53). Pour comprendre cette condition, il faut ainsi d'abord établir les paramètres épistémologiques permettant de

déterminer les limites de la connaissance objective de l'histoire (Anderson : 1997, 32). Ce terrain circonscrit un important débat philosophique : quelle est la part de la liberté dans l'histoire, est-ce que l'agent historique possède la capacité d'orienter le cours des événements par ses décisions ? C'est cette question qui a amené certains penseurs à estimer que le cours de l'histoire obéit à une autre logique que celle des choix humains ; d'autres, par ailleurs, proposeront que la succession des faits n'obéit à aucune raison, humaine ou transcendante. Cette dernière conception s'exprime par la célèbre formule de Macbeth :

“Life's but a walking shadow, a poor player  
That struts and frets his hour upon the stage  
And then is heard no more: it is a tale  
Told by an idiot, full of sound and fury,  
Signifying nothing” (Shakespeare: 1952, 309).

Une telle conception de l'historicité, privilégiant le caractère irréductible – et, à vrai dire, incompréhensible – de l'événement, conduit à une mise en question radicale de la vision téléologique propre à une Raison historique s'accomplissant dans un sens déterminé. Nietzsche affirmait ainsi qu' « il n'y a pas de faits, rien que des interprétations » (Nietzsche : 1995, 265), faisant ainsi de l'histoire une collection d'événements et de faits s'accroissant sans cesse. La critique du positivisme formulée par Nietzsche le conduit dès lors à un subjectivisme radical. Cette conception s'opposait aux thèses avancées alors par Leopold von Ranke, selon lequel les faits historiques sont non pas construits, mais plutôt donnés et doivent permettre de comprendre « *wie es eigentlich gewesen* [comment les choses sont arrivées] » (1915). Pour sa part, Wilhelm Dilthey, qui fut l'élève de Ranke, a cherché

à établir les bases d'une « théorie allemande de l'histoire » qui, s'opposant au positivisme, mettait l'accent sur la situation de l'historien. L'historien devait inévitablement choisir, selon lui, certains événements du passé, les mettre en perspective, adoptant ce faisant un point de vue sur les faits à interpréter.<sup>12</sup>

Bien qu'obsédée par « la soif de vérité objective », cette « critique allemande de la raison historique » n'a pas pu éviter les pièges du relativisme dans la mesure où le point de vue à partir duquel l'historien interprète est lui-même situé historiquement, et est donc contaminé de subjectivité. La « critique de la raison historique » a ainsi tracé la voie d'un relativisme qui paraît ruiner les bases de l'universalisme. Est-ce à cela que mène fatalement la critique du déterminisme ? Peut-on en rester à la réplique de Weber à ses critiques, insistant sur l'héroïsme à la fois du savant (qui cherche la vérité envers et contre tout) et de l'acteur (qui décide en dernière instance dans l'incertitude) ?

La formule perspectiviste « il n'y pas de faits [...] » a joui des faveurs de plusieurs au cours des années '60, constate Aron : l'«intelligentsia des années '60 avait pour Dieu non plus le Sartre de l'après-guerre, mais un mélange de Lévi-Strauss, Foucault, Althusser et Lacan » (Aron : 1968, 136), composant un milieu cultivant un « scepticisme de fin lettré [...] à la nouvelle mode », soutenant que « les faits n'existent pas et qu'ils dépendent d'une juste opinion en matière de sens de l'histoire » (Veyne : 1971, 211). Par exemple, l'intérêt foucauldien porté à « la

---

<sup>12</sup> Dilthey, Wilhelm, *Der Aufbau der geschichtlichen Welt in den Geisteswissenschaften*, publié en 1910 ; trad. française : *L'édification du monde historique dans les sciences de l'esprit*, Paris, Cerf, 1988.

discontinuité anonyme du savoir » détachée de tout appui sur une subjectivité fondatrice, conduit à la « dissolution de l'objet » historique et à une sorte de « refus de l'Histoire » elle-même. N'est-ce pas sur cette idée qu'ont proliféré « les nouveaux philosophes », de « jeunes essayistes » « en dehors des normes universitaires », qui utilisent une « méthodologie » (l'« érudition de pacotille », « l'usage erratique » et biaisé des citations, le contresens historique) au service d'« interprétations » souvent farfelues de faits maintes fois débattus auparavant (Aron : 1983, 705-709) ? Sans doute convient-il dès lors de se demander ce « que vaut la répétition irréfléchie d'un nietzschéisme de salon : n'y a-t-il vraiment pas de faits, seulement des interprétations ? » (Ferry/Renaut : 1985, 23).

La pensée de Raymond Aron suppose une double critique de ce qu'il envisage comme des métaphysiques de l'histoire héritées du XIX<sup>e</sup> siècle. Il rejette tout autant les philosophies qui postulent une unité historique du devenir humain, que celles qui affirment la pluralité irréductible des histoires humaines : le matérialisme historique, ultime avatar de l'historicisme hégélien d'un côté ; la philosophie d'Oswald Spengler, inspirée des conceptions nietzschéennes de l'autre. Il recherche alors une *via media* entre une conception de l'histoire comme processus strictement rationnel orienté vers une fin, et une conception de l'histoire comme processus cyclique irrationnel et sans but. Selon Pierre Manent,

« entre l'universel que vise la philosophie et le particulier dans lequel est immergé l'homme réel, s'étend un territoire que l'on pourrait dire philosophiquement neutre ; et l'attitude aronienne se définit peut-être le mieux par le refus de succomber à deux enchantements : enchantement de la quête philosophique qui vise à fonder l'universel, à atteindre l'Inconditionné d'une part, enchantement de l'idolâtrie

historique qui voit dans tel peuple ou telle classe ou tel moment historique l'incarnation de l'universel d'autre part » (1985 : 160).

Aron critique sans ménagement le positivisme naïf qui domine l'histoire et la sociologie de son temps, particulièrement en France, tout en cherchant à éviter de sombrer par réaction dans l'écueil relativiste. Là encore, il présente une double critique : d'un côté, critique du positivisme d'inspiration durkheimienne qui présuppose naïvement l'existence d'une réalité historique qu'il suffirait de retrouver et de décrire ; de l'autre, critique du perspectivisme d'inspiration nietzschéenne et de l'historicisme qui aboutissent finalement à la « dissolution de l'objet historique ». Aron propose de considérer cette antinomie – le matérialisme historique hérité de la pensée de Hegel d'un côté, et le relativisme d'inspiration nietzschéenne, de l'autre – en prenant en compte l'inscription historique du savant et la relativité des valeurs sans pour autant faire le deuil d'une objectivité entendue non comme impartialité, mais comme accès possible à des propositions valables universellement. C'est donc en investissant le champ de la méthodologie de la science historique qu'Aron cherche le moyen de sortir de cette antinomie : ces métaphysiques de l'histoire sont en effet les déformations de deux principes de connaissance, l'explication causale et la compréhension, qu'elles radicalisent et qu'elles opposent alors qu'ils doivent plutôt être considérés comme complémentaires. En s'inspirant de la théorie wébérienne de la science et notamment du concept d'« explication compréhensive », Aron propose ainsi d'associer une compréhension qui est première mais qui, ne pouvant être totale, doit être relayée par l'explication causale, avant que les limites de celles-ci ne ramènent finalement à la compréhension. La critique des

philosophies dogmatiques de l'histoire débouche ainsi en quelque sorte naturellement sur l'épistémologie de la science historique.

Aron en arrive par là à une distinction entre la « pensée engagée » et la « réflexion », entre une connaissance s'exerçant dans l'existence (donc partielle et partielle) liée à l'engagement politique (Dumouchel, 2007, 306) et un savoir réflexif qui « me révèle ce que je suis dans l'histoire, moi parmi d'autres » et qui vise à libérer l'esprit des limites imposées par l'individualité. Aron écrira ainsi que « le relativisme historique a pour fruit le scepticisme, tandis que la critique historique de la connaissance en histoire nous conduit à admettre, sinon la validité objective, du moins la valeur personnelle de la pensée » (Aron : 1986, 442). Ainsi, la réflexivité de la connaissance historique permet le détachement de l'historicité du sujet connaissant et son orientation vers une pensée empreinte d'une universalité libératrice possible « en droit » (Aron : 1986b, 379). En effet, « l'universalité de la connaissance historique exige [...] de l'historien et de l'histoire une désindividualisation, la présence de la vérité - acquis commun - dans la conscience de l'historien, interprète de tous » (Aron : 1986b, 191). Aron suppose ainsi que l'histoire s'humanise parce que l'être humain cherche sa vocation, parce qu'il oppose « sa destination à sa destinée ». En ce sens, Aron conserve la notion de l'Idée de la Raison au sens kantien, une fin heureuse, située cependant très au-delà de l'horizon politique (Aron : 1983, 518-520 et 735-736).

Le problème fondamental reste l'usage qu'on fait de la notion de finalité (d'une « fin de l'histoire ») qu'il ne faut pas confondre avec un but particulier, qu'il

s'agisse de la prévision marxiste d'une disparition finale des classes et de l'État (Aron : 1965, 30-34) ou du *credo* des sociétés industrielles fondées sur le progrès ininterrompu de la science, de la richesse et de la puissance. La notion de « fin de l'histoire » ne peut avoir qu'une fonction méthodique, régulatrice selon Aron. On peut continuer à « songer, à rêver, ou à espérer, à la lumière de l'idée de la Raison, une société humanisée » (Aron : 1981a, 315). Nous découvrons par-là la possibilité d'une vérité universelle de l'homme conçue comme principe opératoire, une vérité au-delà de l'émergence historique des hiérarchies de valeurs, qui varient selon les époques (Aron : 1986b, 374). Le refus du relativisme, du « conflit des perspectives », pourrait dès lors être envisagé comme la découverte, « dans la nature de l'homme et de l'esprit », d'une « vocation inévitable » (Aron : 1986b, 306), celle de l'homme conçu comme être raisonnable ; « décision philosophique » qui, précise Aron, n'est certainement pas partagée en fait par tous, mais qui est admissible du moins en droit par chacun.

Cela dit, le sujet de la pensée philosophique – comme celui de la connaissance historique – n'est pas un sujet pur, abstrait, il est « dans l'histoire », il est « historique », il a « une histoire », et la réflexion sur l'histoire, en tant qu'expression des « droits de la philosophie », est ainsi également soumise à la relativité. D'où « le nécessaire redoublement de la réflexion sur elle-même » (Aron : 1986b, 378, 429, et 430), « cercle vertueux » duquel on peut espérer sortir par l'association de la pensée historique au schéma philosophique de l'Idée de la Raison comme « destination de l'homme » et à l'idée d'une intelligibilité immanente à la réalité complexe du monde historique dans sa diversité :

« Chaque moment de l'histoire a des sens. L'histoire entière peut-elle n'en avoir qu'un ? La pluralité qu'il faudra surmonter est triple [...]. La pluralité des civilisations serait surmontée le jour où les hommes appartiendraient à une seule et immense société ; la pluralité des régimes le jour où l'on aurait organisé l'ordre collectif selon le "projet" de l'Humanité ; la pluralité des activités, enfin, le jour où une philosophie universellement valable aurait fixé la destination de l'homme » (Aron : 2002, 170).

Certes, puisque toute connaissance historique suppose une philosophie de l'histoire, puisque la philosophie est immanente à l'activité propre de l'historien, « nous sommes tous des philosophes de l'histoire », même si cela pourrait nous échapper, « comme à l'ouvrier la nature de son travail » (Aron : 1986b, 444 et 453). Mais, nous dit Aron, aucune philosophie ne saurait éliminer ni la pluralité des considérations, ni la relativité des perspectives. C'est sur un autre plan que la philosophie domine cette multiplicité sans la supprimer, qui est précisément le plan de la « vérité d'une considération philosophique ou raisonnable de l'histoire » : non pas la vérité « du devenir qui, par sa progression, crée la vérité du passé », mais la « vérité qui dépasserait la particularité des perspectives et la pluralité des considérations, en déterminant la signification finale du devenir humain » (Aron : 1986b, 99, 396, 397).

Pour réfuter le relativisme, Aron essaie donc « de rétablir une sphère de validité pour l'homme concret » (Aron : 1986b, 452). Mais la validité aronienne n'est pas cette « vérité de l'histoire dans l'histoire », qui n'existe pas ; elle est synonyme d'une « vérité formelle », elle renvoie à Kant et au concept de « Idée de la Raison ». La fin de l'histoire est une idée de la Raison, elle caractérise non l'individu,

mais l'effort de l'ensemble des êtres humains et des groupes à travers le temps. Elle est le projet de l'humanité, en tant que celle-ci se veut raisonnable. On peut donc dire qu'Aron essaie de sortir du relativisme par un « optimisme épistémologique » (Mesure : 1984, 111) qui cherche à « réconcilier » le souci hégéliano-marxiste du devenir de l'humanité considérée dans son ensemble et la dissociation spenglerienne de l'histoire en « histoires de civilisations », le réalisme positiviste et le scepticisme perspectiviste. Cette sortie s'effectue par l'Idée de la Raison » comme « destination de l'homme », et par l'appel à l'intelligibilité immanente à la réalité historique.

C'est du projet de Kant d'un accord des consciences ou le projet de « paix perpétuelle » dont il est ici question, c'est-à-dire d'une Idée de la raison « qui ne saurait jamais être entièrement réalisée, mais qui anime l'action et indique le but » (Aron : 1962a, 721). Ainsi, pour Raymond Aron, contre les idéologies de notre siècle il s'agit toujours de « faire confiance à la raison », qui donne un sens à l'engagement dans l'histoire, c'est l'hypothèse de travail du « spectateur engagé ». « Le spectateur de l'histoire se faisant », est « aussi objectif que possible à l'égard de l'histoire qui se fait », avec le souci « de ne pas être totalement détaché, d'être engagé » dans le sens d'un dialogue raisonnable mené sous le signe d'« un pari sur l'humanité, de l'existence d'une marge de manœuvre pour l'homme » (Aron : 1981, 315 et 323).

Cette réponse philosophique au relativisme est indissociable d'une réponse circonstanciée, qui loge, elle, sur le plan proprement politique. Pour la comprendre, il faut partir de ce qu'Aron considère qu'il existe au fond une parenté inavouée entre

le déterminisme historique et le relativisme. En effet, en énonçant que tout est le produit d'une structure sociale singulière, on substitue un déterminisme à un autre : au lieu d'être l'expression d'un sens de l'histoire, les règles, les pensées, les institutions, etc., d'une société donnée ne seraient rien d'autre que l'expression de cette société elle-même considérée comme un tout. Apparaît ainsi une même «résignation au destin anonyme» : en effet, on en arrive alors à une sorte de «sociologisme» selon lequel la société apparaît comme une valeur absolue, appelant à une «soumission» des sociétaires tout aussi « sacrée » que la « divinité nouvelle » à laquelle on aurait ainsi donné naissance. De cela, Aron tire la conclusion suivante, qui est fondamentale : se libérer du relativisme revient à « surmonter le fatalisme ». Il écrit :

« La totalité historique n'existe pas en soi, mais pour nous. Nous la comprenons avec des fragments rassemblés et organisés rétrospectivement par l'unité de notre intérêt et l'unité que nous prêtons aux époques et aux cultures. L'observation immédiate nous montre des activités multiples et, dans l'objet, les lacunes de la nécessité. La discontinuité de la trame causale laisse place à l'action, l'inachèvement de la diversité des univers aux décisions des personnes.

La puissance de l'histoire, il est vrai, n'est pas toute mythologique. Dans les transformations sociales, l'homme ne joue pas seulement son confort ou sa liberté, il joue son âme même [...]. Malgré tout, la dissolution de la totalité historique permet de surmonter la résignation, en révélant la liberté et l'obligation du choix, de triompher du nihilisme par la connaissance objective et la réflexion philosophique » (Aron : 1986b, 377-378).

Le rejet du fatalisme a des incidences politiques très concrètes, qui apparaissent quand on entreprend d'analyser «les conditions dans lesquelles, en fait et en droit,

l'individu choisit, adhère, agit », c'est-à-dire les conditions de ces « deux démarches décisives : le *choix* et l'*action*» (Aron : 1986b, 405-406).

Le choix politique, suivant Aron, implique deux étapes distinctes. La première, qui consiste dans le choix d'une politique à proprement parler, « exige que je reconnaisse, au sein de la société actuelle, les objectifs accessibles et désirables, ou encore, le régime autre qui pourrait succéder au régime présent ». La deuxième étape, qui consiste en l'adoption d'une option partisane, « suppose que j'accepte les membres d'un parti ou de classe pour compagnons, que je m'engage entièrement, au lieu de formuler un souhait ou d'exprimer une préférence » (Aron : 1986b, 410-411). Or, dans les démocraties libérales, on doit constater que le choix politique peut s'opérer entre trois options essentiellement : le conservatisme, la réforme et la révolution — même si, insiste Aron, un conservateur avec un certain degré d'intelligence est « toujours plus ou moins un réformiste ». En ce sens, l'option révolutionnaire apparaît constituer un cas à part, puisqu'elle se rattache, plutôt qu'à un programme fondé sur des opinions incertaines et donc discutables, à une idéologie, c'est-à-dire à la présentation d'un autre système, transcendant au présent et probablement irréalisable. Aron écrit :

« Si donc on s'en tenait aux idéologies, on se joindrait spontanément aux révolutionnaires qui normalement promettent plus que les autres. Les ressources de l'imagination l'emportent nécessairement sur la réalité, même défigurée ou transfigurée par le mensonge. Ainsi s'explique le préjugé favorable des intellectuels en faveur des partis dits avancés. Il n'est pas besoin d'invoquer la foi au progrès. À n'en pas douter, les sociétés que nous avons connues jusqu'à ce jour ont été injustes (mesurés aux représentations actuelles de la justice). Reste à savoir ce que serait une société juste, si elle est définie et réalisable. [...] »

Entre les prévisions fragmentaires et la totalité future, il subsiste une marge immense, celle de l'ignorance, et peut-être de la liberté » (Aron : 1986b, 411, 412).

Le danger pour la liberté que suppose l'option révolutionnaire fonde ainsi en raison, selon Aron, le choix, auquel il donne son adhésion, d'une « politique de l'entendement », modeste et non dogmatique, de loin préférable à la pseudo-omniscience de la « politique de la raison » des marxistes, ces soi-disant « confidents de la Providence ». Comment raisonnablement envisager l'objet de l'engagement politique comme relevant d'une «révélation»? Cela supposerait la fin de la liberté de faire des choix – paradoxalement, cela impliquerait le choix de ne plus faire de choix, le choix d'être gouverné par des lois implacables, fatales. Il faut plutôt raisonner, selon Aron, en termes de choix fondés sur des probabilités (ce qui évitera d'ailleurs de mener à la division de la société et du monde en deux camps résolument adverses). Au caractère absolu des engagements politiques, il faut ainsi préférer le caractère toujours incertain des opinions, car tant qu'il y a une place pour la discussion, rien n'est perdu, la possession de la vérité absolue n'étant accordée à personne.

Aron affirme donc que nul ne peut surmonter la relativité de l'histoire par l'absolu de la décision. Mais il est possible, néanmoins, de s'orienter dans l'histoire en choisissant la liberté, qui peut amener à reconsidérer les décisions à condition d'accepter d'être tempérée par le réalisme :

« La liberté, possible pour la théorie, effective dans et par la pratique, n'est jamais entière. Le passé de l'individu délimite la marge dans

laquelle joue l'initiative personnelle, la situation historique fixe la possibilité de l'action politique » (Aron : 1986b, 437).

Si elle est indéniable, l'opposition entre politique de l'entendement et politique de la raison n'appelle pas moins des nuances, voire sa relativisation, à mesure, selon Aron qu'on en explore les tenants et les aboutissants.

---

### 1.2.1 MISE EN RAPPORT DES POLITIQUES DE L'ENTENDEMENT ET DE LA RAISON

---

La critique de la philosophie de l'histoire et la détermination d'une pensée politique se conditionnant l'un l'autre<sup>13</sup>, Aron en vient donc dans *l'Introduction* à poser une distinction antinomique fondamentale entre la politique de la Raison et la politique de l'entendement. Si « dans l'une, la stratégie n'est faite que d'une tactique indéfiniment renouvelée, dans l'autre, la tactique est subordonnée à une stratégie, elle-même accordée à une image du devenir » (Aron : 1986b, 413). La politique de l'entendement a comme fonction première la préservation et la sauvegarde de certains biens, principalement la liberté et la paix ; celui qui l'embrasse est dès lors « comme le pilote qui naviguerait sans connaître le port », écrit Aron (Aron : 1986b, 414). La politique de la Raison trouve, elle, sa plus complète expression dans le marxisme ; ici, l'acteur politique prétend entrevoir l'étape subséquente du processus du changement historique : le « marxisme sait la disparition inévitable du

---

<sup>13</sup> Aron dira d'ailleurs de *l'Introduction* : « Théorie de la connaissance historique, mon livre est en même temps une introduction à la science politique. Il invite à renoncer aux abstractions du moralisme et des idéologies pour chercher à déterminer le contenu véritable des choix possibles qui sont limités par la réalité même » (Aron : 1986, 453).

capitalisme et le seul problème est d'adapter la tactique à la stratégie, l'accommodement avec le régime actuel à la préparation du régime futur » (Aron : 1986b, 413).

Or, ces deux modèles politiques ne se rencontrent pas dans la réalité historique ; on doit plutôt les concevoir comme des types idéaux :

« Ces deux types sont, il va sans dire, des types idéaux, ils marquent les deux attitudes extrêmes. Celle-ci risque de dégénérer en résignation, celle-là en aveuglement, celle-ci devient impuissance à force de se fier à l'histoire, celle-là à force de l'oublier, celle-ci est plus sage, celle-là plus héroïque. C'est dire aussi que toute politique est à la fois l'une et l'autre. Il n'est pas d'action instantanée qui n'obéisse à un souci lointain ; pas de confident de la Providence qui ne guette les occasions uniques. Les qualités du prophète et de l'empiriste ne devraient pas être incompatibles. La politique est à la fois l'art des choix sans retour et de longs desseins [...] » (Aron : 1986b, 414).

Les postures et les pensées politiques réelles combinent donc toujours, à des degrés divers, des éléments de l'une et de l'autre des deux modèles politiques. Dans ses *Mémoires*, Aron note ainsi que « l'interprétation de l'événement ne vaut que dans la mesure où elle en saisit à la fois l'originalité et la place dans un ensemble, système ou devenir » (Aron : 1983, 126). La question politique, dès lors, revient à trouver concrètement la meilleure façon de concilier les éléments propres à la politique de l'entendement et à la politique de la raison (Anderson : 1997, 55-54).

Aux dires de Brian C. Anderson, il est ainsi manifeste que la philosophie de l'histoire d'Aron est indissociable d'une théorie de l'action et que l'*Introduction* est une introduction à la raison politique (Anderson : 1997, 55). L'être humain étant un

être historique, il ne peut transcender la vie politique afin de formuler un jugement moral à distance ; ce jugement ne peut être que circonstancié et associé à la connaissance immanente, donc imparfaite, des institutions, des circonstances, des possibilités et des acteurs. Lorsqu'une conception déterministe sous-tend un projet politique, la raison politique telle qu'entendue en ce sens est perdue : la contingence du choix, le drame humain, le libre-arbitre et la liberté ont été balayés par une pseudoscience du politique.<sup>14</sup>

La philosophie historique et politique d'Aron cherche particulièrement à éviter cet écueil. Cela est difficile, puisque tant dans le cas de l'observateur historique que dans celui de l'acteur politique, on fait inévitablement référence à des considérations morales ; dans les deux cas on recherche la « transcendance dans l'immanence » (Renault : 1989, 63). Et dans les deux cas, par le fait même, il y a un risque de subjectivisme, un risque de confondre espoir et réalité (Mesure : 1989, 14). Raymond Aron écrit ainsi de la pensée politique qu'elle

« [...] est, par essence, impure, équivoque. Elle est déjà moralisante quand elle se prétend scientifique. Elle est influencée par le réel quand elle se prétend normative.

Il n'est pas impossible de concevoir, à une extrémité, une politique de pure et simple constatation, à l'autre une politique de pur et simple idéal, chacun de ces deux termes marquant, pour ainsi dire, la limite d'un effort soit vers l'objectivité soit vers l'utopie. Mais l'observation brute est peu instructive et l'utopie difficilement utilisable dans l'action.

---

<sup>14</sup> Par ailleurs, lorsque la raison est perçue comme un obstacle, par exemple lorsque la politique est réduite à l'expression de la pure puissance, ici encore la raison politique est écartée.

C'est dans la zone intermédiaire que se développe la pensée politique, qui exprime à la fois le conditionnement et la liberté de la réflexion humaine. La situation laisse toujours une marge de choix, et la marge n'est jamais illimitée » (Aron : 1955, 175).

La pensée politique n'est donc ni affranchie du contingent ni soumise à une réalité transcendante qui l'écrase ; Aron refuse d'imaginer un régime particulier et de négliger celui qui existe ; il refuse de partir à la découverte de celui qui devrait être à partir de celui qui est. Aron qualifie la démarche à laquelle il s'identifie de « politique progressiste ». Elle se refuse à affirmer exclusivement soit la fin soit la constance de l'histoire et elle admet les transformations, irrégulières mais indéfinies, vers un terme situé à l'horizon, lui-même justifié par des principes abstraits (Aron : 1955, 191). En ce sens, pour Aron la pensée politique cherche la synthèse entre les désirs de l'acteur politique permettant de concevoir une gamme de régimes politiques et la réalité qui ne permet pas la réalisation de toutes les conceptions.

Étant donné ce qui précède, on comprend qu'Aron refuse de s'éloigner de la scène des acteurs politiques concrets et tente ainsi de comprendre les grands événements historiques tels que la Grande Guerre, l'Holocauste, le conflit entre l'Est et l'Ouest, la persistance du spectre de la guerre, etc. En même temps, l'analyse des événements n'est pas seulement circonstancielle, elle suppose forcément le recours à des schémas d'ensemble. C'est cela qui a fait dire à Pierre Manent que contrairement à ce qui est couramment convenu (Sirinelli : 1984, 15-30) et à ce qu'Aron a lui-même parfois évoqué, l'œuvre de ce dernier n'est pas circonstancielle

et changeante au gré des événements, mais bien « caractérisé[e] par l'unité et la fermeté d'un propos poursuivi avec constance, et même, pourrait-on dire, avec obstination, pendant plus de quarante ans » (Manent : 2007, 249). Il n'y aurait donc pas de rupture entre la pensée du doctorant Aron et celle qu'il déploie après la guerre. Certes, sa pensée a évolué et s'est épanouie et il est passé de la thèse au commentaire politique incluant le commentaire éditorial ou journalistique ; mais sa configuration persistante ne peut être pleinement comprise si on néglige les bases établies dès 1938 par Aron.<sup>15</sup> Ce lien est d'ailleurs illustré par le titre de deux séries de conférences (*Gifford Lectures*) qu'Aron a présentées à Aberdeen entre 1965 et 1966 : *Conscience historique dans la pensée et dans l'action*.<sup>16</sup>

---

<sup>15</sup> Pour certains, comme Franciszek Draus, la pensée politique d'Aron ne repose pas sur des bases philosophiques, mais bien sur des bases analytiques. « Le point central de la sociologie aronienne de la société moderne consiste en l'affirmation de la primauté politique et de l'autonomie du domaine politique dans l'ensemble des rapports sociaux. Par cette affirmation, R. Aron se rapproche de la tradition de la philosophie politique ; mais il faut souligner d'emblée que ce rapprochement est seulement partiel, car la démarche par laquelle R. Aron arrive à cette affirmation est analytique ou scientifique au sens de la méthodologie des sciences sociales modernes, et non philosophique comme chez les auteurs classiques, depuis Aristote jusqu'à Rousseau. R. Aron ne déduit pas la primauté du politique à partir d'une conception philosophique de la nature humaine ou à partir d'une conception substantialiste des rapports humains et sociaux. Sans être insensible à l'argumentation de nature philosophique, il appuie ses considérations sur l'histoire, sur les expériences politiques de l'humanité. » On peut estimer que c'est une erreur de croire que la pensée aronienne ne repose que sur des bases sociologiques. De telles affirmations ne tiennent pas compte des bases établies par la philosophie de l'histoire que propose Aron (Draus : 1989, 47).

<sup>16</sup> Ces deux conférences sont reproduites dans 1989 : 389-427.

### 1.3 LA POLITIQUE ARONIENNE ENTRE REPUBLICANISME ET LIBÉRALISME

---

Où doit-on situer Raymond Aron dans la tradition de pensée contemporaine ? Pour cerner la complexité et l'originalité de sa pensée il faut, comme le suggère Serge Audier (2008), l'approcher de deux directions différentes : Aron est certes un penseur libéral mais il est aussi l'héritier d'un courant républicain. Ainsi, l'antinomie entre la Raison et l'entendement – qui est aussi une complémentarité –, étroitement dépendante de la philosophie critique de l'histoire à laquelle arrive Aron, n'est pas seule à circonscrire ce qui est désigné par « politique » par celui-ci. Si la défense par Aron – avec toutes les nuances qu'il convient de faire – d'une politique de l'entendement par opposition à une politique de la raison paraît le situer sur le terrain de l'héritage du libéralisme, il n'en demeure pas moins que la conception aronienne emprunte autant à l'héritage républicain qu'à celui-ci.

---

#### 1.3.1 HÉRITAGE RÉPUBLICAIN : LE COMMUN ET LE CONFLIT

---

D'autre part, supposer un apport de la tradition républicaine à la pensée de Raymond Aron peut, à prime abord, sembler inusité voire insolite. D'une façon générale, selon l'école dite de Cambridge et le « néo républicanisme » (John Pocock, Quentin Skinner, Philip Pettit, Maurizio Viroli) la tradition républicaine met l'accent sur la participation citoyenne active ainsi que sur une conception de la liberté

définie comme « non-domination ». Certes Aron ne peut être considéré comme étant un penseur républicain en ce sens. La notion de pluralisme le porte à conclure, par exemple, qu' « il n'existe pas de volonté générale » et que « l'intérêt commun est une notion que les mathématiciens ne peuvent calculer à partir des préférences individuelles et que les sociologues ou les philosophes maintiennent malgré tout » (Aron : 1980, 18). Toutefois, ceci ne le conduit pas à exclure la notion républicaine de « bien commun » ; en fait, Aron cherche à l'arrimer à sa conception du pluralisme libéral.

Plus spécifiquement, Aron s'inscrit dans la tradition républicaine française du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette tradition, complexe, peut être déterminée par la centralité du suffrage universel et de la laïcité de l'État, le rôle de la société civile, etc. Aron a personnellement connu plusieurs des penseurs au fondement de cette tradition, notamment Alain et Célestin Bouglé. En ce sens, la différence entre le libéralisme et le républicanisme chez Aron ne circonscrit pas une opposition, elle est relative, pourrait-on dire. Les traditions libérale et républicaine ne renvoient pas à deux conceptions de la « vie bonne » (intérêts privés versus bien commun) et pas plus à des conceptions opposées de la liberté (négative/positive, non-interférence/non-domination) ou à des conceptions opposées de l'État (neutre/engagé). Il s'agit plutôt pour Aron, insistons-y, d'arriver au bien commun par des méthodes libérales (exercice de la liberté selon ses multiples facettes).

Pour comprendre de quoi il s'agit ici, on peut partir de ce qu'Aron propose de définir le terme « politique » en se référant à la distinction faite dans la langue anglaise entre « *policy* » et « *politics* » (Launay : 1995, 69-73) :

« [L]e mot politique sert à traduire deux mots anglais qui ont chacun une acception précise. [...] »

On appelle *policy* une conception, un programme d'action ou une action elle-même d'un individu, d'un groupe ou d'un gouvernement. [...]

En un autre sens du mot politique, *politics* en anglais, s'applique au domaine dans lequel rivalisent ou s'opposent les politiques diverses (au sens de *policy*). La politique-domaine est l'ensemble où sont aux prises individus ou groupes qui ont chacun leur *policy*, c'est-à-dire leurs objectifs, leurs intérêts, leur philosophie parfois » (Aron : 1965, 21-22).

Si le mot « politique » désigne en français « un secteur particulier de l'ensemble social » (la « scène politique »), on doit aussi considérer qu'il renvoie à « l'ensemble social lui-même, observé à un certain point de vue » (Aron : 1965, 24). Dans ce dernier cas, la politique circonscrit un espace qu'on désigne classiquement comme « régime » :

« La politique-*politics* désigne, au sens large, dans tous les domaines de l'existence sociale, les plans d'action, conçus par des hommes en vue d'organiser ou de commander d'autres hommes. La politique-*politics* s'achève donc dans la recherche du régime, c'est-à-dire du mode selon lequel sont déterminées les règles d'organisation et de commandement. On peut parler du régime politique des grandes corporations (le régime en est autoritaire, en ce sens que ceux qui commandent n'ont pas besoin de consulter ceux auxquels ils donnent des ordres ni d'être approuvés par eux). Mais le régime de la cité importe avant tout, au moins aux yeux des Grecs, parce que les chefs, en ce cas, président non à une activité partielle (le travail) mais à l'activité constitutive de l'existence de l'homme libre, c'est-à-dire à la politique » (Aron : 1961, 128).

Selon cette compréhension, la politique-*politics* (on pourrait aussi l'appeler « le » politique) est l'espace qui permet aux êtres humains de vivre ensemble. Pris en ce sens, le politique renvoie à une formule simple : pas de politique, pas de vie en commun ; pas de vie en commun, pas de politique. En même temps, cet espace commun est indissociable de la compétition et des conflits qui naissent de la multiplicité des intérêts et des perspectives qui se manifestent dans la société. On pourrait dire en ce sens que pour Aron la nature conflictuelle des relations humaines constitue la toile de fond du politique (Aron : 1961, 304) : il n'y a de politique que sur fond de divergences d'idées et d'intérêts, qui nourrissent un désaccord continu sur les finalités.<sup>17</sup> Aron rejoint ici d'autres analystes qui lui sont contemporains : le politique désigne la « vie en commun et conflictuelle » (Comte-Sponville : 1998, 11), il « traite de la communauté et de la réciprocité d'êtres différents » (Arendt : 1995, 40).

Le concept de conflit ne doit donc aucunement être nié ou évité, puisqu'il fait partie intégrante, selon Aron, de la vie politique. Plus encore, selon ce dernier les conflits sociaux sont non seulement inévitables mais aussi bénéfiques. Ainsi, à l'instar de Machiavel qui dit dans les *Discours* que les conflits sociaux dans la Rome républicaine entre plébéiens et le Sénat ont été la source première de la liberté à

---

<sup>17</sup> Serge Audier souligne qu'Aron réhabilite le rôle du conflit et de la délibération dans le politique à une époque dominée par la primauté de l'économique (2004).

Rome<sup>18</sup>, Aron voit dans le conflit (qu'il ne faut pas confondre avec la violence) une source de renouveau. Comme l'explique Audier (2004 : 31- 34), Aron considère ainsi les groupes de pression comme s'inscrivant parfaitement dans l'espace commun, malgré leurs revendications particularistes. Dans *La lutte des classes*, Aron relève notamment la contribution du conflit aux décisions économiques :

« Si les grandes décisions relatives au développement économique ne sont pas prises consciemment par un bureau de plan, elles sont le résultat *ex post* d'événements dans lesquels interviennent la rivalité des partis, la concurrence sur le marché, la lutte entre les organisations professionnelles, phénomènes multiples et divers qui doivent être regardés comme normaux et acceptés comme tels » (Aron : 1964, 119).<sup>19</sup>

Mais si le conflit est inévitable, cela suppose que le politique s'appuie également sur une logique fondée sur le compromis, comme l'exemplifie au mieux le régime démocratique :

« La vertu essentielle de la démocratie, le principe de la démocratie au sens de Montesquieu, ce n'est pas la vertu, c'est l'esprit de compromis. [...] Pour que ce système de compromis marche, il ne faut pas seulement que des hommes acceptent que les problèmes puissent être réglés par des moyens pacifiques : il faut aussi qu'ils respectent les règles de concurrence qu'ils ont eux-mêmes posées » (Aron : 1997, 52).

---

<sup>18</sup> *Che la disunione della Plebe e del Senato romano fece libera e potentia quella repubblica* (Machiavel: 1952, chap. 4, 390-391).

<sup>19</sup> Si Aron convient de l'importance du conflit dans le politique, il n'en fait pas pour autant aveuglément l'apologie comme en témoigne notamment sa critique du corporatisme dans *Plaidoyer pour l'Europe décadente* (1977).

Aron insiste pour distinguer compromis et consensus. Un consensus est un accord général, tacite ou manifeste, parmi les membres d'un groupe. Le consensus met l'accent sur la validité de l'opinion de chaque participant et se refuse à entériner un choix qui n'aurait pas l'assentiment au moins passif de tous. Il serait certes utopique de croire qu'il est possible de gouverner sur cette base. Un compromis, par contre, est le résultat de discussions entre diverses parties afin d'en arriver à une solution qu'elles devront toutes respecter. Aron prend le compromis dans son acception latine ou romaine, *compromittere*, qui implique le dialogue ainsi qu'un engagement mutuel entre les parties à s'en remettre à l'arbitrage d'un tiers, celui, en l'occurrence, de l'État. C'est pourquoi l'espace politique constitué d'une pluralité d'êtres différents ne peut reposer que sur le dialogue, qui constitue à la fois le milieu et le moyen fondamental de l'action politique. Cela fait que l'espace politique est un espace public et délibératif : « par les institutions représentatives, le dialogue entre les classes, les partis, les individus devient constitutif du corps politique lui-même » (Aron : 1960a, 289).

Le politique suppose ainsi inévitablement un ensemble de règles communes qui doivent faire l'objet d'une adhésion par-delà les intérêts et les finalités opposés. Ce qui différencie les régimes est la manière d'obtenir cette adhésion : est-elle volontaire, c'est-à-dire compatible avec la liberté, ce qui suppose la pluralité des partis, ou est-elle forcée, imposée, ce qui, dans le cas des régimes totalitaires, suppose l'existence d'un seul parti à visée monolithique (Aron : 1965) ? Dans le cas d'un régime politique libre, le politique présume un espace sans domination, un espace où la liberté de chacun est garantie par la loi.

Ce qui précède indique que l'espace politique requiert que chacun de ses membres s'y investisse de façon active. Un membre passif est celui qui subit l'action des autres et ne peut ainsi prétendre à la liberté au sein de l'espace politique. C'est ici que le concept de liberté chez Aron prend toute sa force : plus que la non-interférence évoquée par Isaiah Berlin (1969) ou que la non-domination dont parle Philip Pettit (1997), la liberté rime pour Aron avec la participation active à la vie politique dans un régime libre : « J'appelle liberté celle des libertés formelles qui assure au citoyen une participation à la chose publique [...] » (Aron : 1998b, 138). Pour lui, la liberté n'est donc pas donnée mais constamment conquise par nos décisions et nos actions politiques, thèse qu'il défend à la fin de *l'Introduction*. Paul Dumouchel écrit à ce sujet :

« La liberté pour [...] est premièrement dans l'action, dans la durée vécue dont elle constitue une donnée immédiate, peu importe la vérité métaphysique du monde. [...] [L]a liberté [...] est dans l'action et la décision. [...] la liberté [...] est toujours collective » (Dumouchel : 2007, 308-309).

Serge Audier affirme également que pour Aron la démocratie ne peut exister sans un espace délibératif (Audier : 2004, 17), c'est-à-dire sans un espace où les citoyens prennent part activement à la vie politique. Aussi, le politique suppose-t-il la vertu civique des citoyens, c'est-à-dire leur désir et leur capacité à servir le bien public (Virolli : 1998, 69). Pour Aron, les pires ennemis d'un gouvernement libre et démocratique sont les citoyens dociles qui ne recherchent que leurs intérêts personnels, se préoccupant davantage de la richesse et du luxe sur une base individuelle que du bien commun. L'amour de l'opulence, du luxe et de la vie facile,

associé à l'indifférence pour les affaires publiques, voilà ce que Machiavel appelait la « corruption ». Aron s'accordera ainsi avec Hannah Arendt pour dire qu'une attitude bourgeoise et égocentrique contribue à l'institution d'un régime non libre, autoritaire ou totalitaire par exemple. Là où la vie publique a créé un vide ou lorsque celle-ci est devenue une moquerie, les forces de la barbarie peuvent combler cet espace (Arendt : 2002, 618-624).

À une telle corruption, Aron oppose, ce qui relève indéniablement de l'héritage républicain, une valorisation du commun qui, plutôt que d'être fondé sur l'annulation des différences, se conçoit comme la patiente construction d'un rapport où on apprend à vivre avec autrui :

« Les coutumes sont diverses et le mépris pour les coutumes des autres est une marque d'inculture philosophique autant qu'historique. Il n'en résulte pas que les persécutions des minorités raciales, religieuses ou politiques puissent être justifiées comme une expression de la diversité institutionnelle. Ces persécutions sont violation d'une règle formelle — respect de l'autre — que l'on peut tenir pour éternellement valable, bien que les modes d'application en soient changeants » (Aron : 1961, 304).<sup>20</sup>

Face aux désaccords, aux conflits, aux mécontentements, face à la multitude des perspectives, des opinions et des interprétations, il n'y a donc pas pour Aron de solution unique, de remède universel. En dernier instance, le politique suppose la modération :

---

<sup>20</sup> Il est intéressant de noter ici que, sans en faire un philosophe-roi comme Platon, Aron confie un rôle majeur au philosophe dans le maintien de l'harmonie sociale, dans l'enseignement du respect de la différence.

« Les savants qui enjoignent de créer l'État universel demain, à peine de tous périr dans un monstrueux holocauste, n'animent pas notre volonté : ils nous acculent au désespoir. La sagesse politique ne propose rien de plus que la survie par la modération » (Aron : 1957a, 344).

---

### 1.3.2 HÉRITAGE LIBÉRAL : PUISSANCE, POUVOIR, AUTORITÉ ET COMMANDEMENT

---

Premièrement, qu'est-ce que le libéralisme pour Raymond Aron. Chez lui la doctrine libérale présente certaines caractéristiques : droits individuels, constitutionalisme, différenciation de la société civile de l'État, tolérance, pluralisme politique et sociale. Doctrine de la liberté et du pluralisme qui admet la légitimité des conflits sociaux et politiques, le libéralisme est aussi une théorie économique, une théorie du marché. Toutefois, Aron ne partage pas l'approche d'un « néolibéral » tel Friedrich Hayek. Sa conception du libéralisme est avant tout politique, il estime même que la « grande erreur des libéraux » a été d'avoir cru que « le libéralisme politique et le libéralisme économique allait de pair ». Il poursuit disant que :

Je pense que le libéralisme politique, si on définit ainsi le système électoral parlementaire de compétition pour l'exercice du pouvoir, conduit de manière presque fatale à un système d'économie partiellement dirigé et partiellement socialiste. Personnellement, je crois que si l'on voulait, à l'époque moderne, avoir un système économique libéral tel que le souhaitaient M. von Hayek ou M. Jacques Rueff, il faudrait une dictature politique » (1997 : 127).

Aron souligne ainsi l'aspect pluraliste et conflictuel du libéralisme. Le libéralisme intègre la légitimité des luttes sociales, et se situe aux antipodes du

discours traditionnel de l'ordre. La pensée libérale, nous dit Aron, est « sans illusion mais non sans volonté, sans perspective du paradis sur terre, mais non sans espoir d'améliorer peu à peu, à travers les luttes des individus et des partis, le sort du plus grand nombre » (1969 : 945). Ainsi, chez Aron, il y a un lien entre le libéralisme et la démocratie, par essence conflictuelle.

Si le politique est identifié au pluralisme et au compromis, il leur est cependant irréductible, puisqu'il doit aussi être associé, pour Aron, au déploiement de la puissance :

« Au sens le plus général, la puissance est la capacité de faire, produire ou détruire ; un explosif a une puissance mesurable et, de même, une marée, le vent, un tremblement de terre. La puissance d'une personne ou d'une collectivité n'est pas mesurable rigoureusement en raison même de la diversité des buts qu'elle s'assigne, et des moyens qu'elle emploie. Le fait que les humains appliquent leur puissance essentiellement à leurs semblables donne au concept, en politique, sa signification authentique. La puissance d'un individu est la capacité de faire, mais, avant tout, celle d'influer sur la conduite ou les sentiments des autres individus. [...] En bref, la puissance politique n'est pas un absolu mais une relation humaine » (Aron : 1962a, 58).

Puissance n'est pas pouvoir ; Raymond Aron insiste pour dissiper la confusion entre ces deux termes, qu'on rencontre chez plusieurs penseurs du politique. Comme pour le concept de politique, Aron s'aide ici d'un parallèle qu'il établit entre l'acception lexicale allemande, anglaise et française :

« Prenons désormais pour concept le plus général non pas le terme de pouvoir, comme les sociologues d'aujourd'hui le font d'ordinaire, mais celui de puissance. Ce mot a le double avantage d'être utilisable dans la plupart des cas où les Allemands disent *Macht* et les Américains ou Anglais *power*. De plus, en tant que, selon la formule de Littré, il désigne quelque chose de permanent et de durable, et non pas

seulement l'acte ou l'exercice, il a une extension plus large que celui de pouvoir » (Aron : 1964 (b), 176).

La puissance, selon Aron, est donc durable parce qu'elle est une potentialité ou une capacité (c'est l'une des raisons qui fait qu'elle n'est pas susceptible d'une mesure précise), qui s'exerce dans l'espace commun :

« En tant que concept politique, la puissance désigne un rapport entre des hommes mais comme, simultanément, il désigne un potentiel non un acte, on peut définir la puissance comme le potentiel que possède un homme ou un groupe d'établir des rapports conformes à ses désirs avec d'autres hommes ou d'autres groupes » (Aron : 1964 (b), 176).

En revanche, le concept de pouvoir politique a une application plus restreinte ; il renvoie à l'idée d'un acte ponctuel et limité qui, en quelque sorte, actualise la puissance :

« Le pouvoir politique au sens étroit se définit par la capacité de prendre des décisions, les unes concernent les relations avec les collectivités étrangères, les autres portent sur la matière qui ne ressortissent pas à une législation (par exemple le choix des personnes qui occuperont des positions déterminées) et enfin la détermination ou la modification des lois elles-mêmes » (Aron : 1965, 73).

Certains contemporains d'Aron ont perçu la puissance comme un bien, comme un instrument dont la possession permet l'établissement d'une hiérarchie coercitive, d'une relation entre dirigeants et dirigés.<sup>21</sup> Ainsi, pour Hans Morgenthau,

---

<sup>21</sup> Nous pouvons noter ici l'héritage de Max Weber pour qui politique signifie: « Striving for a share of power or for the influence on the distribution of power, whether it be between the states or groups of people contained within a single state. Essentially, this corresponds to ordinary usage. If one says

la puissance est soit un objectif à atteindre, soit un moyen choisi afin d'atteindre un objectif (Morgenthau : 1993, 29-40). Cette conception se retrouve, sous une forme ou une autre, à la source de plusieurs écoles de pensée et est liée à l'idée que la domination et l'autorité forment la base conceptuelle de la politique (Lebow : 1995, 26-33). Certains commandent et les autres obéissent ; même en démocratie, le gouvernement est un système de commandement.

Aron n'adhère pas à ces interprétations : « une telle interprétation, à mes yeux, fausse le sens de la politique qui est recherche de l'ordre équitable en même temps que lutte entre les individus et les groupes pour l'accession aux postes de commande et pour le partage de biens rares » (Aron : 1962a, 62). On le constate, la lutte pour la puissance et le pouvoir et les avantages que procure ceux-ci constituent pour Aron une dimension du politique mais ce dernier ne peut leur être univoquement identifié (Aron : 1955, 49 ; voir aussi 1962b : 167) :

« On ne comprend ni la politique réelle ni les hommes politiques ni les philosophes politiques si l'on décrète que la lutte pour le Pouvoir ou la lutte pour la participation aux bénéfices du Pouvoir en constitue l'essence, en révèle la signification permanente ou en découvre le mécanisme. [...] Je crois la tâche de la théorie exactement contraire : maintenir le sens de la pluralité des considérations auxquelles obéissent les hommes politiques, éviter l'erreur dans laquelle sont tombés les philosophes, précisément parce qu'ils réagissaient à ce qu'Éric Weil appelle le mal fondamental de leurs temps, erreur qui consiste à tout rapporter à un centre unique de référence, à faire la théorie du Pouvoir absolu [...]. En d'autres termes, l'élaboration

---

that a question is a 'political' question, or that a minister or official is 'political', what is meant in each case is that interests in the distribution, preservation, or transfer of power play a decisive role in answering that question. Anyone engaged in politics is striving for power, either power as a means to attain other goals (which may be ideal or selfish), or 'for its own sake,' which is to say, in order to enjoy the feeling of prestige by power » (Weber: 1994, 311).

théorique, à mes yeux, devrait aiguïser la conscience de la pluralité (des objectifs et des motivations) et non favoriser le penchant à l'interprétation mono conceptuelle, toujours partielle et arbitraire » (Aron : 1962b, 167 ; voir aussi Aron : 1955, 49).

Loin de pouvoir être ramené à la simple lutte pour la puissance, le politique doit en outre être considéré comme la tentative d'exercer un contrôle légal sur son exercice (Aron : 1962a, 58). Il s'agit pour Raymond Aron d'un élément fondamental de la nature du politique : « Par politique, on entend l'ensemble qui établit, entre individus et groupements animés de désirs contradictoires, des relations stables d'autorité et de dépendance. L'instinct que [...] la politique a pour fin de discipliner est la volonté de puissance » (Aron : 1937, 85). Mais pour en arriver à cela, il se pourrait qu'il faille multiplier la puissance, afin de l'opposer à elle-même –ce qui n'est pas sans rappeler la leçon de Montesquieu. En 1944, Aron avait exposé cela : « La paix suppose non la négation mais le bon usage de la puissance » (Aron : 1944, 114). Pour Aron le déploiement dans le III<sup>e</sup> Reich « d'une politique de puissance indéfinie » (Aron : 1944, 299 ; voir aussi 292-293) appelait ainsi, afin de la limiter, la puissance elle-même. L'usage de la puissance dans les rapports humains n'est donc pas à proscrire, puisqu'elle est un élément essentiel à la stabilité de toutes les relations politiques qui, sans elle, seraient empreintes de tensions et de violence.

« La paix nous est apparue, jusqu'à présent, comme la suspension plus ou moins durable, des modalités violentes de la rivalité entre unités politiques. [...] Les paix sont fondées sur la puissance, c'est-à-dire sur le rapport entre les capacités d'agir les unes sur les autres que possèdent les unités politiques » (Aron : 1962, 158).

Lorsqu'elle est institutionnalisée, la puissance qui freine la puissance devient un pouvoir ; or, le pouvoir ne peut pas ne pas être associé à la notion d'autorité. Bien que dans le langage courant et souvent également dans le langage savant, tous ces concepts soient confondus, il importe selon Aron de les distinguer. Pour lui il est dérisoire de croire qu'un jour le politique sera exempt d'autorité. Dans sa théorie du politique, Aron part de la constatation que toute coopération entre les hommes exige une autorité, c'est-à-dire une certaine organisation de l'obéissance. Il estime que la manière d'organiser le rapport autorité-obéissance, ce qui signifie le mode d'organisation des pouvoirs, est la caractéristique fondamentale des collectivités humaines (Draus : 1989, 47). Aussi pour Aron faut-il établir une dialectique entre ces deux concepts :

« Le problème que l'on s'est toujours posé, sous le nom de problème politique, est de justifier simultanément l'autorité et l'obéissance. Hobbes a justifié admirablement l'obéissance en mettant l'accent sur le côté sombre de la nature humaine. Ainsi le pouvoir accordé aux gouvernements trouve un fondement. Mais il ne convient pas de justifier n'importe quelle obéissance, n'importe quel pouvoir. Est-il possible de justifier simultanément l'obéissance et le refus de l'obéissance ? L'autorité et les limites de l'autorité ? Tel est le problème éternel de l'ordre politique dont tous les régimes, en fait, sont des solutions, toujours imparfaites » (Aron : 1965, 50-51).

L'obéissance ne peut être aveugle ; il faudrait plutôt parler d'une obéissance qui n'est jamais acceptée que conditionnellement. C'est d'Alain, dont il s'est pourtant montré très critique, qu'Aron reprend cette conception : « le centre de la pensée de Alain est la distinction entre l'obéissance et la critique, en d'autres termes

la distinction entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. En ce sens, il me paraît qu'Alain a touché l'essentiel » (Aron : 1952b, 194).

C'est le concept de commandement qui fait le lien, selon Aron, entre l'autorité et l'obéissance :

« [Il] reste vrai que le secteur social qui, au sens limitatif, est appelé politique est celui dans lequel sont choisis ceux qui commandent et les procédés selon lesquels ils commandent. [...] [Il] n'y a pas de vie sociale sans une autorité organisée, le style de l'autorité est caractéristique de l'humanité des relations sociales. Les hommes ne sont humains que s'ils obéissent et commandent humainement » (Aron : 1965, 34).

Se référant à Weber, Aron suggère qu'un individu exerce de la puissance (il l'actualise) dès qu'il peut commander à d'autres individus. Le concept de commandement tend à délimiter, à l'intérieur du vaste champ des relations de puissance, le domaine circonscrit par la rencontre de la volonté de commander et de l'obéissance d'autrui. Une telle relation suppose une stabilisation, c'est-à-dire une institutionnalisation : il faut que le détenteur de la puissance s'assure de son droit ou de sa capacité d'exiger et, aux yeux de ceux à qui il s'adresse, d'obtenir l'obéissance. C'est pourquoi la conception aronienne de l'exercice de la puissance implique une réciprocité entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent : « les uns ne sont pas purs sujets et les autres ne sont pas purs objets » (Aron : 1964 (b), 176). Alors que dans une tyrannie le commandement ne sert que celui qui l'exerce, le gouvernement d'une Cité juste est un service et non une exploitation (Platon : 2004, 98-99, 342e) : le commandement vise le bien commun des citoyens au sein de la Cité.

La réflexion sur les rapports entre puissance, pouvoir, autorité et commandement débouche sur celle qui prend pour objet l'État et les régimes politiques.

L'État est un phénomène social et politique relativement récent dans l'histoire. Pour Aron la genèse de l'État moderne obéit à une double logique. La première, héritée de la pensée de Weber, se signale par l'institution d'un pouvoir souverain reconnu seul détenteur de l'autorité et de la force publique, pouvoir qui est opposée à la violence privée. Le pouvoir doit persuader les individus que la satisfaction de leurs désirs par la violence privée est vouée à l'échec. Toutefois, si l'ordre public est un élément à l'origine de l'État, il ne saurait en constituer l'unique fondement ; l'ordre public est un objectif nécessaire mais non une fin en soi. Pour Aron, le pouvoir de l'État doit aussi se donner pour fin d'établir les conditions permettant de modérer ou de canaliser les conflits qui naissent de l'expression de la diversité des intérêts et des idées.

Cette dualité est illustrée, relève Aron, par l'idée de souveraineté développée par Jean Bodin au XVI<sup>e</sup> siècle. Pour Bodin, la souveraineté réside dans le détenteur de l'autorité politique qui est à la fois suprême et légitime. Pour Aron, la souveraineté ainsi entendue suppose forcément une réflexion sur les conditions de légitimité de l'autorité ainsi que sur le lieu où elle réside (Aron : 1962, 725). Le concept de souveraineté apparaît ainsi ambigu. La souveraineté sert autant à légitimer une certaine idée de gouvernement et le pouvoir de certaines institutions

qu'à limiter le pouvoir de quelques-uns en mettant l'accent sur l'autorité d'un souverain collectif, le peuple, ou impersonnel, la constitution.

À l'extérieur des frontières de l'État, la souveraineté s'identifie avec la non-dépendance, mais le sens de celle-ci prête également à des interprétations contradictoires : si les États sont souverains, faut-il dire qu'ils ne sont pas soumis aux obligations du droit international ? S'ils lui sont soumis, peut-on dire encore qu'ils sont souverains, au sens où la souveraineté implique une autorité absolue ? Afin d'éviter les difficultés engendrées par la contradiction entre la théorie de la souveraineté et celle du droit international certains juristes ont souhaité l'élimination du concept de souveraineté (Booth et Smith : 1995, 319-321).<sup>22</sup> Les « équivoques » du concept font qu'on l'abandonnerait volontiers (Aron : 1962a, 728). Mais, pour Aron, il ne suffit pas d'éliminer le mot pour éliminer le fait, pas plus qu'il ne suffit de développer une théorie du droit international pour que les États abandonnent les « droits subjectifs » qu'ils se sont attribués : « Il ne suffit pas de concevoir les transferts de souveraineté pour que des organismes dits supranationaux remplacent les réalités et les autorités nationales » (Aron : 1962a, 728). On comprend ainsi pourquoi, malgré sa claire conscience des équivoques de la souveraineté, Aron est toujours resté réticent à l'égard des courants de pensée juridique moderne qui affirment la priorité du droit international sur le droit interne. Il ne méconnaissait nullement les difficultés que la notion de souveraineté

---

<sup>22</sup> Bertrand Badie écrit que « Nous passons progressivement d'un monde régit par le principe de souveraineté des nations, à un monde adoptant un principe de coresponsabilité des divers acteurs (individus, firmes, États, etc.) vis-à-vis de l'avenir de la planète » (1999 : 304).

entraîne pour la fondation du droit international, ni inversement, le problème posé à la doctrine classique par les transferts de souveraineté opérés dans les traités internationaux ; mais il considérait que tant qu'existe la pluralité des instances de décisions politiques, la théorie classique continue d'exprimer la nature paradoxale de l'ordre international (Raynaud : 1989, 59-97). Dans une note de *Paix et guerre entre les nations*, Aron ira d'ailleurs jusqu'à reconnaître, contre l'opinion majoritaire des juristes de son temps, une validité à la théorie allemande de l'autolimitation de la souveraineté :

« Les juristes se plaisent volontiers, aujourd'hui, à qualifier d'absurde la théorie de l'auto-limitation de Jellinek. Elle me paraît sensiblement moins absurde que beaucoup de théories modernes. Elle ne fonde évidemment pas la 'force obligatoire' du droit. Mais elle est une mise en forme de la réalité historico-sociale » (Aron : 1962a, 707).

Cette thématique de l'autolimitation à l'échelle internationale correspond au rejet par Aron, à l'échelle nationale, de la souveraineté absolue défendue par Bodin, à laquelle Aron oppose la notion de souveraineté populaire ; la souveraineté ultime, selon lui, doit en effet résider chez ceux dont la vie est le plus directement touchée par les pouvoirs de l'État :

« A la question : quel est le principe de légitimité aujourd'hui accepté par la majorité des hommes de l'Europe? On peut répondre, sans aucun doute : le principe de la souveraineté populaire, ou encore le principe selon lequel les gouvernants légitimes sont ceux qui sont choisis et contrôlés par les gouvernés » (Aron : 1944, 396).

Dans la conception libérale, la tâche d'assurer l'ordre public du pouvoir revient à l'État, ce qui suppose une certaine capacité d'intervention eu égard aux

intérêts particuliers et privés (thèse de Weber sur le monopole de la violence légitime). Mais l'État, selon la perspective aronienne, n'a pas pour fonction de « transcender » la société, il est plutôt l'expression d'une volonté de sauvegarder, par la puissance qu'il incarne, les droits et libertés que les citoyens ne pourraient garantir par eux-mêmes. Selon la conception aronienne, l'État n'est donc pas constitutif mais régulateur de la liberté. Cela n'est possible, selon Aron, que si l'on combine les interprétations anciennes et modernes de la liberté : il n'y a liberté que si l'on obéit à la loi qu'on s'est prescrite, ce qui suppose une participation des citoyens à la chose publique.<sup>23</sup> En somme, l'État moderne, pour Aron, doit traiter ses membres comme des citoyens et non comme des individus privés. Il importe ainsi, selon Aron, de penser les catégories qui font de la pluralité des individus des citoyens en puissance et en acte.

Mais cette conception de l'État à consonance républicaine se conjugue chez Aron à une conception indéniablement libérale : s'il peut intervenir pour réguler l'expression des intérêts privés afin d'assurer la résolution des conflits, l'État n'est pas là pour réaliser le bonheur des individus. En conséquence, il doit y avoir une neutralité de l'État eu égard aux différentes conceptions du bonheur recherché par les individus – par exemple, l'État doit affirmer son indépendance à l'égard des convictions religieuses et des opinions. L'État n'est là, en dernière instance, que pour garantir les droits des individus et favoriser l'épanouissement de ceux-ci.

---

<sup>23</sup> Il s'agit ici d'une manifestation du rapport qui existe chez Aron entre les héritages libéral et républicain.

Les tensions que l'on peut identifier dans la conception aronienne de l'État, qui semble en équilibre entre le républicanisme et le libéralisme, se retrouve dans la conception que se fait Aron de la démocratie. Il est indéniable selon lui qu'on peut identifier deux sources qui sont au fondement de deux modèles bien distincts de régime démocratique. Si l'un favorise les droits individuels des citoyens, l'autre privilégie l'égalité entre ceux-ci :

Il y a, dans le système démocratique, dans le régime démocratique, deux tendances : l'une est la tendance que l'on peut appeler constitutionnelle ou libérale, qui tend vers la limitation des pouvoirs de l'État et le renforcement des droits de l'individu ; l'autre qui met l'accent sur la toute-puissance du peuple ou de la majorité du peuple et qui, simultanément, veut aboutir au maximum d'égalité entre les individus.

[...] [C]e que nous appelons régime démocratique s'est établi en Europe suivant deux processus différents et selon deux méthodes différentes. L'une a été la méthode anglaise, qui a consisté à élargir progressivement les libertés aristocratiques : le système démocratique britannique a été le résultat d'une évolution progressive du système de liberté des privilégiés dans la monarchie. Il y a eu ensuite un deuxième mode de réalisation, le mode de réalisation français qui a passé par une révolution, par le renversement violent de l'autorité traditionnelle et la substitution à l'autorité traditionnelle d'une autorité foncièrement nouvelle, fondée sur un principe absolu (Aron : 1997, 71).

Pour Aron, c'est clairement le libéralisme, plus que la tradition républicaine, davantage portée vers l'autoritarisme, qui a joué un rôle moteur dans la gestation de la démocratie moderne, « au terme d'un mouvement vers les libertés des individus, vers la Constitution, par la limitation du pouvoir ou de l'arbitraire royal » (Aron : 1980, 26) :

« Pour ma part, la justification qui me paraît la plus forte de la démocratie, ce n'est pas l'efficacité du gouvernement que se donnent les hommes lorsqu'ils se gouvernent eux-mêmes, mais la protection qu'apporte la démocratie contre les excès des gouvernants » (Aron : 1997, 73).

Cela n'empêche Aron de reconnaître la force du sentiment égalitaire, qu'a si bien décrit Tocqueville (Manent : 1993, 51-60). Irréductible à un simple mécanisme de protection des droits des individus, la démocratie moderne se conçoit ainsi comme un ensemble d'institutions devant garantir l'égalité politique face à l'accès au pouvoir, ce qui est une condition de la définition d'un intérêt commun :

« [L]es membres d'une collectivité accomplissent vraiment leur devoir dans la mesure où ils s'élèvent au niveau de l'intérêt général et, jugeant selon leur conscience, prennent les mesures ou formulent les lois, impératives pour tous et orientées vers le salut commun » (Aron : 1944, 142).

On aurait cependant tort de simplement associer ces conceptions de la démocratie, la première à la liberté, la seconde à l'égalité (qui suppose l'intervention d'un pouvoir fort). Il faudrait plutôt parler ici d'une ambiguïté constitutive de la liberté elle-même. Montesquieu indiquait qu'il n'y a pas un mot qui admette un plus grand nombre de sens ou qui ait eu des effets plus variés sur la conscience humaine que celui de liberté :

« Les uns l'ont pris pour la facilité de déposer celui à qui ils avaient donné un pouvoir tyrannique ; les autres, pour la faculté d'élire celui à qui ils devaient obéir ; d'autres pour le droit d'être armés et de pouvoir exercer la violence ; ceux-ci pour le privilège d'être gouvernés par un homme de leur nation, ou par leurs propres lois [...]. Ceux qui avaient goûté du gouvernement républicain l'ont mise dans ce

gouvernement ; ceux qui avaient joui du gouvernement monarchique l'ont placé dans la monarchie » (Montesquieu, 1995, XI, 2, 323-324).

Pour opérer les distinctions qui s'imposent, Aron propose d'associer la conception libérale de la liberté à ce qu'il désigne comme « les libertés » :

« Au risque de passer pour 'unidimensionnel', je poserai au point de départ, une définition analytique, objective pour ainsi dire, des libertés. Je suis libre de faire ceci ou cela, donc de choisir ma conduite, si les autres ne me contraignent ni ne m'empêchent par la force de faire l'un ou l'autre, s'ils ne m'y obligent pas en usant de menace de sanctions. » (1969 : 237).

Des « libertés » ainsi entendues, il faut distinguer selon Aron la liberté comme agir ou comme action (Baverez : 2002, 78). En ce dernier sens, l'action politique est l'expression par excellence de la liberté. On est ici davantage sur le terrain de l'héritage républicain, qui s'accorde avec la philosophie critique de l'histoire à laquelle est arrivé Aron en ceci que l'action politique libre ne résulte pas de la spontanéité de la volonté, mais tient plutôt à décisions fondées sur la connaissance des réalités ou des conjonctures et sur la conscience d'une ineffaçable marge de manœuvre qui permet d'agir dans le monde (Draus : 1989, 43-56).

Le processus électoral, qui donne consistance à la démocratie moderne, reflète, à son tour, l'ambiguïté constitutive de la notion de liberté. Ce processus confère en effet un rôle primordial au citoyen, qui doit choisir lequel des concurrents politiques peut tout à la fois le mieux représenter ses intérêts particuliers et en même temps viser le bien commun. La démocratie représentative, à la différence de la démocratie directe, favorise le dialogue et le compromis, qui

sont absolument indispensables pour atteindre ces deux objectifs qui peuvent paraître aisément contradictoires et qui supposent fatalement une tension permanente entre gouvernants et gouvernés, les seconds ayant constamment l'impression que les premiers trahissent soit leurs intérêts, soit le bien commun :

« La démocratie est [...], par essence, le seul régime qui incite les gouvernés à protester contre les gouvernants. Cette organisation du mécontentement comporte, pour les citoyens, des avantages considérables, mais elle comporte aussi, pour les pouvoirs, d'énormes inconvénients. C'est quand un équilibre est maintenu entre ces deux facteurs que les démocraties fonctionnent » (Aron : 1997, 78).

Cette tension entre gouvernants et gouvernés a pour effet paradoxal d'institutionnaliser la différence entre ces deux catégories : il se forme des « spécialistes » du difficile exercice qui consiste à combiner le particulier et le commun. Raison pour laquelle, selon Aron, on doit considérer naturel le fait que la démocratie repose sur une structure oligarchique :

« [...] le régime démocratique a nécessairement des ennemis parce qu'il est, comme tous les régimes, oligarchique, et que l'oligarchie au pouvoir a toujours pour ennemis d'autres groupes qui se croient plus dignes d'exercer le pouvoir que ceux qui l'exercent » (Aron : 1997, 97).

L'oligarchie dans la démocratie repose en outre à la fois sur une certaine expertise de la classe dirigeante et sur le caractère changeant de l'opinion :

« Ce qui est vrai, c'est que très souvent, même dans les démocraties les plus fidèles à leurs idées, les gouvernants imposent aux gouvernés des décisions qui ne plaisent pas aux gouvernés, et je dirais : heureusement, car il est parfaitement clair que, si l'on demandait à chaque instant à la masse des citoyens ce qu'elle désire, il est peu probable que le résultat obtenu soit conforme aux intérêts à long

terme de la collectivité. De plus, en manière de politique étrangère, les questions sont le plus souvent d'une complication telle qu'on ne peut pas demander à l'ensemble des gouvernés ce qu'ils pensent » (Aron : 1997, 62).

En dernière analyse, l'élément fondamental qui détermine l'existence de la démocratie libérale ou de ce qu'il appelle le « régime constitutionnel-pluraliste », consiste ainsi selon Aron en « une organisation constitutionnelle de la concurrence pacifique pour l'exercice du pouvoir » entre diverses élites spécialisées dans l'exercice du pouvoir (Aron : 1965, 76). Le principe suprême d'un tel régime réside en « une combinaison de deux sentiments » : le « respect de la légalité ou des règles et le sens du compromis » (Aron : 1965, 85 ; voir aussi 76). Si la démocratie repose sur la participation active du peuple à la vie politique, elle doit cependant faire prévaloir, étant donné les risques de débordement que cela suppose, des mécanismes filtrant l'opinion et assurant le gouvernement modéré du petit nombre, même si celui-ci est tenu de rendre régulièrement des comptes. Au final, on peut certes à juste titre considérer que les expériences qu'a vécues Aron au cours de la première moitié du XXe siècle ont indéniablement façonné sa conception de la démocratie.

---

## 1.5 CONCLUSION : LE PRIMAT DU POLITIQUE

---

Pour Aron le politique est le moyen principal par lequel on arrive à un compromis garanti par l'autorité de l'État ; en ce sens, le politique est le lieu où se réalise la condition humaine en tant qu'elle tient à la fois à l'expression d'intérêts particuliers, qui peuvent mener à des conflits, et à l'appartenance commune. Cela

conduit Aron à affirmer le primat du politique, qui n'est en rien réductible à un effet de l'économique ou du social, comme le soutiennent les marxistes. Aron va jusqu'à suggérer, à l'inverse, que le social relève du politique, que l'économique, par exemple, est un effet du politique : ainsi, « [s]i l'économie soviétique est l'effet d'une certaine politique » fondée sur le monopole du parti unique, l'« économie occidentale », elle, « est l'effet d'un système politique qui accepte sa propre limitation » (Aron : 1965, 29).

Avoir sous-estimé le politique est la grande illusion du XXe siècle, selon Aron, ce dont se sont rendus coupables en particulier les marxistes, mais aussi des auteurs libéraux. À l'encontre de Marx, Aron ne voit pas comment l'organisation de la production et du travail pourrait rendre compte ou solutionner la question du choix des dirigeants ou la façon dont l'autorité est exercée. Le dialogue entre gouvernants et gouvernés, qui découle du choix des premiers par les seconds, est « constitutif du corps politique lui-même » (Aron : 1960a, 289). Pour Aron l'idée qu'il suffirait d'abolir la propriété privée des moyens de production et de transférer le pouvoir à un parti révolutionnaire unique pour fonder une société sans classes rivales est non seulement illusoire mais constitue une erreur catastrophique. Le politique étant irréductible, sa négligence par le marxisme conduit paradoxalement à lui conférer une indépendance qui n'est plus limitée par rien. Le pouvoir qui s'exerce alors peut être à juste titre qualifié de « totalitaire ».

Outre l'économie, Aron identifie une autre idole censée se substituer au politique, sur laquelle ont plutôt misé des auteurs libéraux : la technique, comprise

comme source de salut (Mahoney : 1992, 68). Cependant, le XX<sup>e</sup> siècle a amplement démontré selon Aron que la maîtrise exercée sur la nature et l'abondance ne sont aucunement des assurances de paix dans les sociétés. La science ne libère en effet en rien les êtres humains « des servitudes ancestrales » et des superstitions idéologiques qui éveillent la nostalgie d'un passé illusoire ou qui prophétisent un monde meilleur (Aron : 1957a, 364). S'il y a quelque chose comme un salut, selon Aron il ne se trouve pas dans l'économie ou la technique, il ne peut être que politique.

Aron a développé de tels thèmes dans trois ouvrages portant sur l'économie, les structures sociales ainsi que sur les structures politiques. Cette trilogie a conduit certains commentateurs à voir en lui un penseur de la convergence Est-Ouest qui subordonnait le politique au social et aux rapports économiques.<sup>24</sup> À ces assertions Aron a répondu dans ses *Mémoires* que la comparaison entre les régimes soviétiques et les régimes de type occidental « n'impliquait nullement leur *convergence* [...] en dépit des légendes, je n'ai jamais souscrit à cette thèse » (1983 : 402-403 –italiques dans le texte).

Le premier des ces ouvrages, *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, est consacré à l'économie. Analysant ce que les marxistes appellent le développement

---

<sup>24</sup> La théorie de la convergence des systèmes économiques soviétique et occidentaux a été défendue par Maurice Duverger qui dans son ouvrage *Introduction à la politique* écrivait : « L'U.R.S.S. et les démocraties populaires ne deviendront jamais capitalistes ; les U.S.A. et l'Europe occidentale ne deviendront jamais communistes. Mais les uns et les autres semblent marcher vers le socialisme, par un double mouvement : de libéralisation à l'Est, de socialisation à l'Ouest. Que ce double mouvement se heurte à d'énormes obstacles, qu'il soit très long, qu'il comporte beaucoup de retours en arrière, c'est probable. Mais il semble inévitable » (Duverger : 1964, 367).

des forces productives, Aron constate d'abord qu'il survient tant dans les sociétés capitalistes que dans les sociétés socialistes. Il s'interroge ensuite sur les caractéristiques communes aux deux types de sociétés, qu'il croit nécessaire d'identifier avant de s'attarder à ce qui les sépare :

« Je partirai du fait majeur qui unifie à notre époque toutes les sociétés, à savoir le développement des moyens de produire, je chercherai l'organisation ou les diverses modalités d'organisation de l'économie qui en résultent » (Aron : 1986a, 93)

De son analyse Aron conclut que puisque les expériences du développement des régimes capitaliste et socialiste présentent des similitudes on peut dire qu'elles sont « deux espèces d'un même genre » (Aron : 1964a, 22). C'est ainsi qu'Aron forge le concept de « société industrielle », qu'il présente comme un concept appelé à se substituer au concept marxiste de capitalisme. Il est indéniable que toutes les sociétés humaines qui connaissent un développement industriel ont un certain nombre de traits communs. Ainsi, une partie croissante de la main-d'œuvre est employée dans les usines de transformation et l'industrie des services, ce qui nécessite un développement agricole apte à nourrir une population urbaine croissante. Pour cela, il faut une productivité accrue, rendue possible par une dépendance croissante envers la technologie. Puisque tous ces traits sont réunis aussi bien en Occident qu'en Union soviétique, Aron en déduit que ceux-ci, attribués par Marx seulement au capitalisme, sont en réalité le fait des sociétés industrielles et, ainsi, se retrouvent aussi dans la société socialiste.

« Si l'on accepte cette définition élémentaire de la société industrielle, on s'aperçoit que nombre d'objections, adressées par les doctrinaires au régime capitaliste, portent tout aussi bien contre l'autre régime. Marx considérait que l'une des caractéristiques majeures du capitalisme était l'accumulation du capital. Nous savons aujourd'hui avec évidence que c'est là une caractéristique de toutes les sociétés industrielles dans la mesure où, obsédées par le souci de produire plus, elles sont contraintes d'investir un volume de capital croissant. De la même façon, Marx considérait que l'ouvrier était exploité parce qu'il ne recevait pas sous forme de salaire la totalité de la valeur produite par son travail. Mais, quel que soit le régime, il faut, de toute nécessité et de toute évidence, qu'il en aille ainsi, puisqu'une fraction de cette valeur créée doit être réinvestie, soit pour renouveler le capital-machine existant, soit pour l'élargir, une autre partie en doit être utilisée pour payer les dirigeants de la société ou les frais généraux de celle-ci » (Aron : 1964a, 23-24).

Sur le plan purement économique, Aron ne distingue en fait les deux sociétés que par leur modèle de croissance. Pour Aron, c'est l'organisation politique qui explique la différence. En effet, « à l'origine de la société de type soviétique, on retrouve d'abord et avant tout un *événement*, à savoir une révolution. La révolution de 1917 a eu des causes multiples dont certaines sont d'ordre économique, mais elle a eu pour antécédent direct, prochain, un fait d'ordre politique, d'après ceux mêmes qui ont fait la révolution, les conditions de maturité économique n'étaient pas réalisées » (Aron : 1965, 27 – italiques dans le texte). Dans le régime qui est né de cette révolution, les caractéristiques fondamentales de l'économie dérivent clairement du Parti et de son idéologie : « La planification de l'économie soviétique est le résultat direct de décisions prises par les dirigeants du Parti, de décisions prises dans le système social particulier que l'on appelle politique » (Aron : 1965, 28). La situation est tout aussi déterminée politiquement quoiqu'inversée dans le

cas des sociétés capitalistes, où l'économie de marché s'accorde avec l'expression libre de la multiplicité des intérêts.

Le second livre de cette trilogie, *La lutte des classes*, présente une analyse de la stratification sociale. Aux dires d'Aron, toutes les sociétés sont marquées par des phénomènes de hiérarchie, d'autorité et de différence de revenus. « Il se forme des groupes, plus ou moins nettement accusés entre les individus qui ont des revenus du même ordre, des façons de penser ou des façons de vivre plus ou moins semblables » (Aron : 1965, 28). Cela dit, Aron identifie une différence fondamentale entre les sociétés soviétique et américaine :

« D'un côté la masse sociale est hétérogène à beaucoup d'égards, mais elle ne se dissocie pas en groupes organisés et conscients d'eux-mêmes ; de l'autre côté, la masse sociale se décompose en groupes d'intérêts ou groupes idéologiques nombreux, tous étant autorisés à choisir leurs représentants, à défendre leurs idées et à combattre les uns contre les autres. Cette différence entre le droit d'organisation sectionnelle et la négation de ce droit est politique » (Aron : 1965, 29-30).

Il est donc ici encore possible de constater que pour Aron l'élément conditionnant la différence entre les sociétés occidentales de type capitaliste et la société soviétique n'est pas, comme chez Marx et ses disciples, économique mais bel et bien politique :

« Le problème des classes sociales ne peut pas être traité abstraction faite du régime politique. C'est le régime politique, c'est-à-dire l'organisation du pouvoir et la conception que les gouvernements se font de leur autorité, qui détermine pour une part l'existence ou l'inexistence des classes et surtout la conscience qu'elles prennent d'elles-mêmes. De même que nous avons trouvé la volonté politique à

l'origine du système économique, nous trouvons un mode d'exercice de l'autorité, un régime politique à l'origine des classes sociales, du degré de conscience de classes, du degré de perméabilité des groupes sociaux à la société globale » (Aron : 1965, 30).

Dans le troisième ouvrage, *Démocratie et totalitarisme*, Aron définit l'idéaltype des régimes politiques modernes, en fonction de deux variables : la concurrence pacifique de plusieurs partis et le caractère constitutionnel du choix des gouvernants et de l'exercice de l'autorité. Un premier type idéal est appelé « régime constitutionnel-pluraliste ». Le deuxième, le « régime de parti monopolistique », s'oppose au premier. À la typologie marxiste — d'ordre économique, c'est-à-dire distinguant la société capitaliste (production sociale et appropriation privée des moyens de production) et la société socialiste (appropriation collective des moyens de production) — Aron oppose donc une classification purement politique des sociétés.

\*

On a jusqu'à maintenant raisonné à propos du politique en fonction de la conception wébérienne, qui suppose que l'État, puisqu'il dispose du monopole de la violence légitime, peut organiser (ce qui ne veut pas dire qu'il y réussit toujours) la coexistence pacifique des intérêts et des finalités dans une même société. Mais on sait que différents niveaux d'ordre et d'organisation impliquent différents types de normes. Les groupes d'individus, par exemple, sont gouvernés par des normes sociales ; les sociétés, à un autre niveau, sont gouvernées par des normes sociales et légales. Mais qu'en est-il des rapports qui se forment de la rencontre des États ?

Outre l'absence d'un monopole de la violence légitime à l'échelle internationale (l'absence d'un État mondial si l'on veut), il faut ici tenir compte du besoin proprement humain d'établir la cohésion sociale sur la relation dichotomique entre *nous* et *eux*, la cohésion du *nous* s'établissant au détriment des autres. Si une telle situation ne suppose pas l'absence de normes existantes à l'échelle internationale (ainsi l'existence d'un droit international), il reste que se posent à cette échelle des défis spécifiques pour qui veut penser le politique, puisqu'il semble exister une différence considérable entre la finalité de la politique interne, qui est la soumission des citoyens à la loi, et celle propre à la politique externe, qui est la survie de l'État (Aron : 1962, 19). C'est pourquoi on peut dire que pour Aron l'État est comparable à *Orthros*, ce chien à deux têtes de la mythologie grecque qui gardait le troupeau de bœuf de Géryon (Coleman : 2007, 789) : l'une surveille le troupeau alors que l'autre surveille ce qui se passe aux alentours. Ainsi, l'État apparaît doté de deux personnalités : l'une interne et l'autre externe. Cette dualité, que l'on retrouve depuis Platon et qui est omniprésente dans la tradition de pensée occidentale, est fondamentale dans la conception aronienne de l'État. L'opposition entre l'ordre interne et le désordre international est en fait si radicale, aux yeux d'Aron, qu'il ira jusqu'à qualifier la société internationale de « société a-sociale » (Aron : 1967, 366).

Tâchons de voir ce que cela implique du point de vue proprement politique.

## CHAPITRE 2 – LES RELATIONS INTERNATIONALES SONT DES RELATIONS INTERÉTATIQUES

---

De tous temps, l'intérêt pour les conditions de vie des peuples étrangers ainsi que les relations qu'ils entretiennent ont été sujettes à la description et à l'analyse critique. Des écrits anciens de la Chine, de l'Inde, de la région méditerranéenne de même que des civilisations des vallées fluviales de l'Asie occidentale contiennent de multiples références à ce qui pourrait être appelé aujourd'hui des éléments de relations internationales (Watson : 1992). Des thèmes récurrents ont été observés dans le traitement des relations des pays des temps les plus reculés jusqu'à aujourd'hui (Holsti : 1995, 25-52 ; voir également Wright : 1972, 7-13). Ce n'est cependant qu'au XXe siècle que l'étude des relations internationales, en tant que domaine ou partie de la science politique, a prétendu à la scientificité.

Pour Raymond Aron toutefois, l'étude des relations internationales n'est pas tant une science établissant des théories permettant d'anticiper l'avenir, comme c'est, selon toute vraisemblance, le cas des sciences physique et économique, qu'un art permettant une compréhension historique et une interprétation des enjeux actuels. Ici également, il importe d'insister au départ sur les « limites de l'objectivité ». Alors que la science tend à généraliser, à établir des lois, des théories et des règles, l'art est fondé sur l'individualisation, recherchant plutôt la compréhension d'événements en prenant en compte leurs caractères uniques. La conception étendue de la notion de théorie, comprise comme « connaissance contemplative [...] de l'ordre essentiel du monde » (Aron : 1967, 358), susceptible de

reposer sur des préjugés métaphysiques, n'est pas plus acceptée ici par Aron que lorsqu'il réfléchit sur l'histoire ou sur le destin des sociétés nationales. On ne peut en aucune façon assimiler les décisions des gouvernants sur la scène internationale à la relation entre deux particules atomiques ou même à celle qui existe entre l'offre et la demande. En conséquence, Aron adopte une attitude compréhensive fondée sur l'étude sociologique des finalités ou des buts que poursuivent les acteurs sur la scène internationale.

Entre l'objectif que se proposent plusieurs chercheurs d'en arriver à une théorie générale des relations internationales et l'« indétermination de la conduite diplomatico-stratégique » (Aron : 1962a, 97), il y a manifestement incompatibilité. Plutôt qu'un objectif abstrait unique, telle, par exemple, que la « maximisation des ressources » que poursuit l'*homo œconomicus*, Aron estime que l'*homo diplomaticus* se propose des objectifs multiples ; il insiste sur le fait que le choix entre ces objectifs n'est pas « déductible du rapport de forces » (Aron : 1962a, 100). L'analyse empirico-historique montre qu'il est impossible de ramener les conceptions que se font les États à un seul type d'explication. On ne peut pas tout expliquer, comme le proposent les interprétations « rationalisantes », par le concept de puissance (Aron : 1962a, 100 et 583, où Aron critique Morgenthau à ce sujet) ou encore par la concurrence des intérêts économiques (Aron : 1962a, 256, comme le supposent les marxistes). Il n'y a pas un seul principe d'explication, il y en a plusieurs, et si c'est ainsi, c'est que chacun a, par rapport aux autres, quelque chose d'irréductible. Il importe donc de rompre avec tout systématisme, avec toute causalité rigide et plutôt porter un regard wébérien sur la charpente de la vie internationale.

Cette approche permet de comprendre qu'Aron ait choisi sciemment d'organiser ses analyses des relations internationales en accordant un rôle prédominant à l'État. On a pu lui objecter qu'il s'agissait d'une erreur méthodologique : n'y a-t-il pas d'autres acteurs impliqués et d'autres facteurs à considérer ? Mais c'est que l'État, suivant la formule de Clausewitz, est une « intelligence personnifiée » ; pour Aron, il faut même « regretter que les États ne ressemblent pas davantage à des personnes et non déplorer la personnification de l'État » (Aron : 1976, vol II, 253). Porteur à la fois d'intentions et d'actes, l'État est l'acteur qui se prête le mieux à l'effort de compréhension. C'est pourquoi, malgré la multiplicité empirique des acteurs (des organisations internationales jusqu'aux groupes terroristes) et des facteurs (par exemple l'économie politique) qui composent les relations internationales, celles-ci doivent, si l'on souhaite y comprendre quelque chose, être appréhendées essentiellement à partir des rapports entre entités politiques indépendantes et souveraines, entre États. Seule en effet l'analyse de l'action des États dans leurs relations réciproques possède, selon Aron, la rationalité requise afin de permettre une analyse cohérente à l'échelle internationale. Dans *Paix et guerre entre les nations*, Aron écrit ainsi que :

« Les relations interétatiques s'expriment dans et par des conduites spécifiques, celles des personnages que j'appellerai symboliques, le diplomate et le soldat. Deux hommes, deux seulement, agissent pleinement non plus comme des membres quelconques, mais en tant que représentants, des collectivités auxquelles ils appartiennent : l'ambassadeur dans l'exercice de ses fonctions est l'unité politique au nom de laquelle il parle ; le soldat sur le champ de bataille est l'unité politique au nom de laquelle il donne la mort à son semblable » (Aron : 1962a, 17).

En complément de ce qui précède, il faut souligner que l'étude des relations internationales par Aron doit être située dans un contexte socio-historique particulier. Plus précisément, la recherche d'Aron s'est organisée dans le cadre constitué par la Guerre froide entre le Bloc soviétique et les pays de l'Europe de l'Ouest, particulièrement les pays membres de l'OTAN. Cette situation faisait évidemment peser sur l'Europe après 1950 la menace d'une guerre thermonucléaire. Penser les relations internationales pour Aron voulait ainsi dire tenter de penser les conditions qui rendraient impossibles une autre guerre mondiale, bien plus meurtrière et dévastatrice que les deux premières. En ce sens, on ne peut comprendre la conception que se fait Aron des relations internationales si on ne comprend pas les motivations et les craintes profondes à la source de sa démarche intellectuelle. Cette situation imposait, selon lui, que l'on se concentre sur l'analyse des politiques poursuivies par les principaux États en conflit – les États-Unis et l'Union soviétique –, c'est-à-dire que l'on cherche à comprendre leurs finalités au travers des intentions qu'ils manifestaient et des actes qu'ils posaient.

Cette façon de concevoir les relations interétatiques amène à poser la question du « constructivisme » qui pourrait lui être associé. On sait que contre le réalisme qui avait la prétention de seulement décrire, en toute objectivité et le plus scientifiquement possible, les relations internationales, des critiques ont cherché à montrer que le processus même de théorisation devait devenir un objet essentiel de

l'analyse<sup>25</sup>, dans la mesure où la façon de concevoir les relations internationales peut être considérée comme ayant un impact sur la façon dont elles s'organisent. Chez Aron, la théorie des relations internationales ne constitue pas une exception par rapport à ce qui se produit dans l'espace politique national : puisque les acteurs donnent sens eux-mêmes à leurs actes, la réflexion consiste sur ce qu'ils font partie intégrante de l'action. C'est la même chose dans le domaine des relations internationales, où Aron ne se décrit pas plus comme un simple « spectateur », détaché, mais plutôt comme un « spectateur engagé ». Nous verrons d'ailleurs que la lecture de Clausewitz, en particulier, n'est pas sans lui dire les risques d'un conflit nucléaire, qu'une analyse insistant sur les conditions qu'un conflit doit régler pour ne pas rompre avec la vie politique (une certaine motivation dans l'utilisation de la force ou de la puissance), peut, à sa manière (et modestement), peut-être contribuer à éviter. En ce sens, il est indéniable, même si Aron ne peut évidemment pas être associé aux débats les plus récents concernant le constructivisme en relations internationales, que son réalisme modéré, teinté de rationalisme, le déporte néanmoins sur ce terrain.

Ce qui précède permet d'expliquer pourquoi deux thèmes ressortent principalement de l'examen par Aron des relations internationales. Le premier est l'effort pour saisir l'émergence d'un système international basé sur le développement et la prédominance de l'État. Dans *Paix et guerre entre les nations*,

---

<sup>25</sup> Steve Smith a fait valoir qu'il existe une division fondamentale au sein de la discipline « between theories which seek to offer explanatory accounts of International Relations' and perspectives which regard 'theory as constitutive of that reality » (1995: 26-7).

Aron retrace ainsi les bases du système interétatique, caractérisé par « l'absence d'une instance qui détienne le monopole de la violence légitime », qui permet de comprendre que « la spécificité des relations internationales ou interétatiques » tient « dans la légitimité et la légalité du recours à la force armée de la part des acteurs » (Aron : 1967, 363).

Le second thème est l'inscription des relations entre États dans l'histoire ; le système interétatique est en effet sinon instable par définition, du moins sujet à des changements et à des rééquilibrages incessants :

« Le cours des relations internationales reste suprêmement historique, en toutes les acceptions de ce terme : les changements y sont incessants, les systèmes, divers et fragiles, subissent les répercussions de toutes les transformations, économiques, techniques, morales ; les décisions prises par un ou quelques hommes mettent en mouvement des millions d'hommes et déclenchent des mutations irréversibles, dont les conséquences se prolongent à l'infini. Les acteurs, citoyens ou gouvernants, sont en permanence soumis à des obligations apparemment contradictoires » (Aron : 1967, 379).

## 2.2 SYSTÈME INTERNATIONAL ET ÉQUILIBRE DES PUISSANCES

---

Pour certains chercheurs, il doit y avoir des règles ou des lois immuables qui, comme c'est le cas pour n'importe quel autre système, régissent le fonctionnement du système international.<sup>26</sup> Certains soutiennent même que ce système doit

---

<sup>26</sup> Pour des réalistes libéraux comme Hedley Bull, l'anarchie internationale peut être atténuée par des États qui ont la capacité de dissuader d'autres États de les agresser et la capacité d'établir des règles élémentaires pour assurer la coexistence (Bull : 1977). Pour leur part, les réalistes structurels, comme Kenneth N. Waltz, soutiennent que dans un système d'autoprotection, l'équilibre du rapport

fonctionner selon des principes sous-jacents semblables aux lois de la nature. L'expression « équilibre du rapport des forces », qui semblait régir les rapports dans le système étatique européen du milieu du dix-septième siècle jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale (Knutsen : 1992, 97) a nourri une telle conception. Durant cette période historique, la Grande-Bretagne a joué le rôle de « holder of the balance » sur le continent européen (Holsti : 1995, 44). Sans s'allier de façon permanente à aucune nation continentale, et en prenant parti parfois d'un côté, parfois de l'autre, la Grande-Bretagne paraissait alors guidée par une considération : le maintien de l'équilibre lui-même. Sa suprématie navale et son immunité virtuelle contre l'invasion étrangère lui ont permis d'assurer cette fonction, qui a rendu l'équilibre du rapport des forces européen à la fois flexible et stable (Crowe : 1972, 451).

Raymond Aron a vécu à l'époque où l'équilibre du rapport des forces a subi des changements radicaux qui, à toutes fins pratiques, ont détruit la structure européenne du pouvoir telle qu'elle existait depuis le dix-septième siècle. La Première Guerre mondiale et les alliances politiques qui l'ont accompagnée ont d'abord déclenché un processus qui a culminé dans l'intégration de la plupart des nations du monde en un seul système international. L'intégration a commencé avec l'alliance de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie et des États-Unis contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (Aron : 1962a, 40). Elle s'est considérablement accélérée avec la Deuxième Guerre mondiale, durant laquelle l'alliance de l'Union

---

des forces s'établit même en l'absence d'une politique consciente de maintien de l'équilibre (Waltz : 1979, 118).

soviétique, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Chine s'est opposée aux nations fascistes de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie. Après la Deuxième Guerre, deux pays non européens ont généré un équilibre du rapport des forces bipolaires dans l'hémisphère Nord, qui a opposé les démocraties pluralistes à marché libre de l'Occident aux États communistes à parti unique de l'Europe de l'Est et de la Chine. En outre, les pays non européens normalement indépendants ont été sollicités, par delà le « mouvement des non-alignés », à se joindre à l'un ou l'autre bloc.

Le problème fondamental de cette dernière configuration tient au risque dont elle est porteuse. Si la crainte de la destruction mutuelle dans un holocauste nucléaire a introduit dans les politiques étrangères des États-Unis et de l'Union soviétique un élément de modération (« Quand deux États, deux volontés de puissance s'affrontent, il est vrai de dire qu'il y a deux solutions et deux seulement : la guerre ou le compromis », écrit Aron – 1953 : 468), il reste que l'équilibre au sein d'un système bipolaire est difficile puisque l'un des deux acteurs, suite à une « erreur de calcul », pourrait provoquer une situation irréversible de conflit dont les conséquences seraient catastrophiques. En ce sens, « la structure bipolaire de la politique mondiale est, en elle-même, défavorable à la stabilité » (Aron : 1951a, 207). Puisque les « unités politiques s'efforcent de s'imposer l'une à l'autre leur volonté : telle est l'hypothèse sur laquelle repose la définition de la guerre empruntée à Clausewitz et, du même coup, la mise en forme conceptuelle des relations internationales » (1962 : 81) et puisque le résultat dans la situation établie après 1945 serait la catastrophe nucléaire, il s'agit donc pour le penseur des relations internationales de se demander comment celle-ci pourrait être évitée. En

d'autres mots, il s'agit de penser, à neuf, une situation où, selon l'expression même d'Aron, la « paix [est] impossible, et la guerre totale provisoirement improbable »

(Aron : 1951a, 7-8) :

« La seule voie vers l'unité humaine passe, en l'état actuel du monde, par une troisième guerre mondiale, éliminant l'une des deux prétendants à l'hégémonie. C'est la voie qu'ont suivie, dans le passé, la plupart des cultures. Il se peut que telle soit, une fois de plus, la voie qu'emprunte l'histoire. Mais personne, du moins parmi les contemporains, ne saurait la recommander ou même l'envisager sans horreur. Ceux qui affectent de faire bon marché du sang versé devraient être sensibles à l'expérience : la victoire d'un État, par la destruction totale de son rival, inflige à la civilisation elle-même une blessure secrète, dont elle ne se guérit pas. Si la guerre est horrible et la paix impossible, quelle est l'issue ? » (Aron : 1951a, 208-209).<sup>27</sup>

Comment donc aborder cette situation inédite ? Pour comprendre la position d'Aron, il convient de la situer par rapport aux deux grandes traditions ou écoles qui existaient au moment où il a entrepris de rédiger son œuvre : l'idéalisme et le réalisme. On a constaté alors que tout en empruntant à ces deux traditions, Aron ne peut pas être associé univoquement à l'une ou l'autre. Cette approche médiane fera dire à Bertrand Badie que « [a]verti plus que autre de l'horreur de la guerre et du coût inouï de la défaite, Raymond Aron philosophe ne pouvait caler son œuvre entre un réalisme intransigeant et la recherche obstinée des voies qui protègent de la catastrophe. En tant que sociologue, il ne pouvait qu'asseoir son objet sur une

---

<sup>27</sup> Une décennie plus tard, il dira : « Selon la vue profonde et peut-être prophétique de Kant, l'humanité doit parcourir la voie sanglante des guerres pour accéder un jour à la paix. C'est à travers l'histoire que s'accomplit la répression de la violence naturelle, l'éducation de l'homme à la raison » (Aron : 1962a, 30).

représentation des relations interétatiques qui, selon sa formule, permet de 'rêver à l'unité de l'espèce humaine' » (Badie : 2005, 3).

Comme on le constatera, la posture entre idéalisme et réalisme qu'adopte Aron quand il analyse les relations internationales, entre en résonance avec les conclusions politiques précédemment tirées de la philosophie critique de l'histoire.

---

### 2.3 ENTRE IDÉALISME ET RÉALISME

---

Un point de vue très répandu, particulièrement aux États-Unis, est que l'analyse des relations internationales est née à l'issue de la Première Guerre mondiale.<sup>28</sup> On pourrait critiquer ce point de vue pour son manque de perspective historique et pour être trop centré sur l'Amérique : que fait-on ici de penseurs comme Thucydide, Machiavel et Clausewitz ? Cependant, il n'est pas totalement sans fondement. Après la Première guerre, l'étude des relations internationales est apparue comme une discipline académique autonome<sup>29</sup>, associée à la géographie, à

---

<sup>28</sup> Par exemple, Fred Warner Neal et Bruce P. Hamlett indiquent que « international relations is an American invention dating from the time World War I when American intellectual discovered the world » (Neal et Hamlett : 1969, 283). Dario Battistella rappelle pour sa part que la première chaire universitaire de politique internationale fut établie à l'University College of Wales, à Aberystwyth après la Première Guerre mondiale (Battistella : 2003, 77).

<sup>29</sup> « Avant la Première Guerre mondiale, presque toutes les idées sur le système mondial étaient nettement classées dans la rubrique du droit international, l'histoire diplomatique ou la discipline connexe de la pensée politique elle-même. Cependant, après 1918, une génération de chercheurs et d'écrivains, épouvantés par les horreurs du conflit qui venait de se dérouler, ont commencé à examiner les politiques interétatiques de façon systématique » (Pettermann : 1975, 2). Voir également P.-F. Gonidec qui, dans *Relations internationales*, mentionne que « le constat est celui de l'incapacité d'une approche purement juridique, à rendre compte exactement de la nature et de la complexité des phénomènes étudiés. Ce constat a conduit à introduire, à côté de l'enseignement du Droit constitutionnel, un enseignement de sociologie politique, à côté de l'enseignement du Droit administratif, un enseignement de science administrative, à côté de l'enseignement du Droit privé, un

l'histoire, au droit, à la sociologie, à la psychologie, à la science politique et à la philosophie (qui occupent tous une place importante dans la pensée d'Aron), sans relever d'aucune de ces disciplines en particulier. Les raisons qui ont donné naissance à la discipline des relations internationales sont certes nombreuses. La première est l'exigence apparue après 1918 de trouver de nouvelles façons d'organiser les relations de plus en plus complexes entre les peuples, les sociétés, les gouvernements et les États pour éviter que se répète la catastrophe de 1914-18. Cette exigence s'est combinée à la croyance, héritée des Lumières, que l'observation et l'interrogation systématique permettent de vaincre l'ignorance et de rendre l'humanité meilleure (Battistella : 2003, 79). La deuxième raison se ramène ainsi à la démocratisation (Gonidec : 1977, 9-11). Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le point de vue traditionnel voulant que les affaires étrangères et militaires soient réservées exclusivement aux dirigeants et à une élite fait place à la croyance opposée que ces questions constituent une importante préoccupation et une responsabilité de l'ensemble des citoyens (Knutsen : 1992, 193-196). Cela a rendu sensée l'idée que l'éducation devrait comprendre l'instruction en matière d'affaires étrangères.

On associe traditionnellement les premières approches en matière de relations internationales à l'« idéalisme » et au « réalisme ».

---

enseignement de sociologie du droit, etc. Désormais, il en va de même dans le domaine international. L'enseignement traditionnel du Droit international a pour compagnon de route les Relations internationales, qui se présente ainsi comme une branche de la sociologie générale » (Gonidec : 1977, 9).

L'idéalisme est associé à une approche normative, insistant sur la quête d'un monde « meilleur », d'un « meilleur » État, d'une « meilleure » politique, etc. Quant au réalisme, il est par opposition associé à l'observation et à l'analyse des faits politiques, sans avoir de prétention normative. Certes Aron souligne que l'étude et l'analyse des relations internationales doit être neutre et « indépendante des jugements moraux » (Aron : 1962, 567) et qu'elle doit s'en tenir aux faits. Toutefois, comme on l'a indiqué, son approche comporte une dimension normative, puisqu'elle est hantée par la possibilité d'une catastrophe nucléaire, qu'il s'agit d'éviter. Pour Aron, ce n'est ainsi pas tant l'idéalisme ou le réalisme eux-mêmes qu'il s'agit de condamner ou d'embrasser, mais plutôt l'unilatéralité des approches, qui procède d'une erreur intellectuelle :

« Le faux idéalisme des abstractions inapplicables, le faux réalisme qui amène à sacrifier les intérêts durables à des combinaisons, apparemment habiles, proviennent, l'un et l'autre, d'une source commune : l'erreur intellectuelle. Erreur de circonstances, la méconnaissance des situations, de la nature réelle des alliés et des ennemis, erreur de principe, l'oubli des règles éternelles par exemple la subordination de la stratégie à la politique » (Aron : 1953, 465).

On l'entrevoit dans ces lignes, la position d'Aron face à l'idéalisme et au réalisme, est complexe et nuancée.

---

### 2.3.1 ARON ET L'IDÉALISME

---

Bien que l'approche réaliste ait dominé après la fin de la Deuxième Guerre, le premier paradigme ayant nourri l'étude des relations internationales a été le libéralisme dans sa variante idéaliste (Aron : 1962a, 567-597). Sommairement, on

peut définir l'idéalisme comme un schème de pensée qui souligne le rôle central de l'idéal et de l'universel dans l'interprétation de l'expérience.<sup>30</sup>

L'idéalisme politique est basé sur la croyance que le monde n'est pas nécessairement ce qu'il doit être, ce qui porte l'idéaliste à rejeter les instincts égoïstes et les politiques de puissance comme base des relations humaines. Emmanuel Kant (1991) et Jeremy Bentham (1987) ont été deux des plus importants philosophes modernes à appliquer l'idéalisme aux relations internationales. Tous deux réagissaient à la barbarie des relations entre États-nations ou à ce que Kant qualifiait de conduites de « sauvages sans loi » (Kant : 1991, 92). Leur répugnance envers une telle « sauvagerie » les a amenés tous deux à proposer des plans pour une « paix perpétuelle ». Pour Kant, comme pour Bentham, l'impératif d'atteindre la « paix perpétuelle » exige un contrat fédéral entre les États pour abolir la guerre :

« Aux États, dans leurs rapports mutuels, la raison ne peut pas donner d'autre manière de sortir de cet état sans loi ne contenant que la guerre, que celle de s'accommoder, comme des particuliers qui renoncent à leur liberté sauvage (sans loi), de lois publiques de contrainte et de constituer ainsi un État des peuples (s'accroissant à vrai dire sans cesse) et qui ressemblera finalement tous les peuples de la terre » (Kant : 1991, 92-93).

---

<sup>30</sup> Dès son jeune âge, Aron a été influencé par des maîtres associés au courant de pensée idéaliste. On a déjà mentionné Alain et Brunschvicg. Aron, qui prononça une conférence à L'Institut français de Londres après la mort de Brunschvicg en avril 1944, était à même de contester certains aspects de la philosophie de ce dernier. Lors de sa soutenance de thèse en 1938 - à laquelle Léon Brunschvicg était présent - il avait alors provoqué un certain étonnement en s'attaquant à la conception a-historique des partisans de la philosophie idéaliste. Vis à vis de la pensée de Brunschvicg, Aron relevait un paradoxe essentiel : « [E]st-elle de notre temps cette philosophie qui, sans vaine déclamation nous invite à vivre chacun de nos instants comme s'il devait-être le dernier et pour qu'il puisse valoir éternellement ? Est-elle de notre temps cette philosophie où l'angoisse n'a pas de prise, où la conscience de l'unité spirituelle se suffit à elle-même, où les révoltes irrationnelles sont repoussées, avec compréhension, mais sans faiblesse [...] ? » (Aron : 1945).

En se basant sur ces thèmes, des penseurs idéalistes du début du XX<sup>e</sup> siècle, comme J.A Hobson (1915) et Alain, ont plaidé pour un gouvernement mondial disposant du pouvoir d'arbitrer et de faire appliquer leurs décisions. Le président américain Woodrow Wilson a d'ailleurs proposé la formation d'une organisation internationale pour faciliter le changement pacifique, le désarmement et l'arbitrage (Knutsen : 1992, 185-190). De même, au début de l'entre-deux-guerres, le monde a assisté à la naissance d'un mouvement pacifiste, qui tâchait de comprendre la cause des guerres, leurs aspects sociologiques et psychologiques, leurs coûts, etc. L'intérêt pour la question « pourquoi la guerre ? » a alors amené de nombreux nouveaux spécialistes des sciences sociales – économistes, sociologues et psychologues – à participer activement à des études internationales.

Le « Raymond Aron avant Raymond Aron » était non seulement sensible à un certain socialisme mais était aussi réceptif à l'idéalisme et au pacifisme de type alinien (Sirinelli : 1984, 15). Et même si Aron affirme dans ses *Mémoires* qu'il « ne croit pas avoir jamais été entièrement convaincu par sa pensée ou, plutôt, par son attitude politique » (1983 : 42), il n'en a pas moins reçu d'Alain un héritage important, soit l'idéalisme postkantien, qui dominait alors largement l'enseignement de la philosophie dans les universités. Sans jamais qu'il n'adhère totalement à la pensée idéaliste, cet héritage normatif imprégnera profondément la pensée d'Aron.

Le Raymond Aron d'après la Deuxième Guerre critique très durement l'idéalisme dogmatique, qui a des effets opposés à ceux qu'il vise :

« Les slogans vagues – un univers *safe for democracy*, la sécurité collective – aboutissent normalement à élargir, à aggraver les guerres. Bien loin d'être coupable, l'égoïsme des nations est raisonnable et même seul moral. Les diplomaties d'inspiration idéaliste s'abandonnent au rêve d'une conception universellement valable de la société nationale ou internationale. L'idéalisme se dégrade en impérialisme » (1953 : 461).

Cela dit, on constate dans cette critique que Aron ne renonce pas entièrement au point de vue normatif, puisque c'est du point de vue moral, il y insiste, qu'il juge « l'égoïsme des nations [...] raisonnable. » En d'autres mots, Aron, comme il l'écrit dans *Paix et guerre entre les nations*, ne renie pas la possibilité éventuelle d'une paix universelle ; s'il la croit impossible dans la structure internationale actuelle, il estime qu'elle doit constituer l'horizon régulateur vers lequel doit tendre l'humanité, même si elle doit le savoir inatteignable.

---

### 2.3.2 ARON ET LE RÉALISME

---

L'effondrement de la Société des Nations, la montée de dictatures agressives et l'éclatement de la Deuxième Guerre ont entraîné une réaction contre la possibilité d'un gouvernement international ainsi que contre les thèmes inspirés par le pacifisme dans l'étude des relations internationales. On peut dire que c'est Hans Morgenthau, après la Deuxième Guerre, qui a systématisé l'approche réaliste des relations internationales, dans *Politics Among Nations*, publié pour la première fois en 1948. En 1960, Stanley Hoffmann pouvait ainsi écrire : « The theory which has occupied the center of the scene in this country [the United States] during the last ten years is Professor Morgenthau's "Realist" theory of power politics » (Hoffmann :

1960, 24). Cinquante ans après sa première publication, le texte de Morgenthau continue d'exercer une forte influence auprès de beaucoup de chercheurs.<sup>31</sup>

Au cœur de la théorie réaliste de Morgenthau se trouve le concept d'«intérêt national». La politique est définie par lui comme lutte pour le pouvoir (Morgenthau : 1958, 50-51). Cette lutte fait partie de la nature humaine et peut conduire soit à la concurrence soit à la concordance des intérêts. La collaboration a lieu quand les parties considèrent que leur intérêt coïncident ; la rivalité, la concurrence et la discorde résultent des conflits d'intérêts. Des compromis sont possibles par le recours à la diplomatie. Le terme d'intérêt national, au nom de quoi agissent les pouvoirs à l'échelle internationale, une signification d'abord essentiellement subjective, il est tout ce que les décideurs tiennent pour tel. En ce sens, toutes les décisions politiques sont l'expression de l'intérêt national. Il en découle que l'intérêt national se manifeste essentiellement comme quête du pouvoir. Le concept clé de l'explication réaliste des décisions devient donc, selon l'expression classique de Morgenthau : « interest defined as power » (Morgenthau : 1993, 5). De cela résulte des relations fondées sur la puissance : « Political power is a psychological relation between those who exercise it and those over whom it is exercised. It gives the former control over certain actions of the latter through the impact which the former exert on the latter's minds » (Morgenthau: 1993, 30).

---

<sup>31</sup> De nombreux spécialistes et politiciens bien connus ont été influencés et, à leur tour, ont influencé la théorie réaliste. Dans les années '70 et '80, Henry Kissinger a été un adepte fervent de la théorie réaliste et de son concept de base, l'intérêt national. Dans les années '80 et '90, des spécialistes comme le professeur Samuel P. Huntington se sont révélés les adeptes d'un concept similaire : "At some point in the future, the combination of security and moral challenge will require Americans once again to commit major resources to the defense of national interests" (Huntington : 1997, 49).

Que pense Raymond Aron de ces thèses ? Selon lui, Morgenthau a cherché à trouver pour les relations internationales l'équivalent d'une fin rationnelle unique. Ces relations viseraient essentiellement, selon les réalistes, la quête et la défense de l'intérêt national et, par extension, la quête du pouvoir et de la puissance. Opposé au déterminisme simpliste de l'intérêt national, Aron, lecteur de Weber, suggère plutôt que les États cherchent à réaliser une pluralité d'objectifs de nature idéologique par exemple, qu'il est difficile de subsumer sous le terme vague d'intérêt national. Ce serait là la trace, selon Bertrand Badie, d'une « filiation européenne » :

« [Aron] s'inscrit dans une filiation qui mène de Hobbes à Weber, donc résolument européenne, mais qui n'aboutit vraiment ni à Morgenthau, ni à Kenneth Waltz auxquels il s'est opposé [...].

En fait, le moment aronien, tant marqué de guerre froide, laisse apparaître une double bifurcation : celle d'un réalisme de facture européenne équivoque et sceptique, qui se distingue du positivisme politologique nord-américain ; celle d'une sociologie résolument wébérienne [...] » (Badie : 2005).

Certes, il arrive aux penseurs réalistes de préciser que les États poursuivent des intérêts militaires, économiques et culturels particuliers ou encore la recherche de la sécurité, de la prospérité, d'une identité nationale, etc. ; mais le fait est que ces intérêts particuliers paraissent pour eux des moyens ou des outils à la disposition de l'intérêt national. La sécurité, par exemple, est conçue comme un bouclier qui, en garantissant l'autonomie d'une volonté, permet la protection d'une identité particulière, c'est-à-dire nationale. Ainsi Aron conclut-il que toute tentative « d'améliorer la compréhension internationale » qui se fonde sur une étude abstraite

d'un facteur entre d'autres risque de donner, dans une conjoncture historique, des résultats opposés à ceux que l'on souhaite » (Aron : 1957b, 394).

Mais par delà cette critique adressée au réalisme de Morgenthau, il faut pour cerner toute complexité du rapport que Aron entretient au réalisme, se pencher sur le rôle qu'il confie à l'État dans le système international. C'est par l'analyse de ses intentions et de ses actes que le pluralisme interprétatif wébérien prend son sens en matière d'analyse des relations internationales.

## 2.4 RÔLE DE L'ÉTAT DANS LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

---

Certes, Aron n'ignore pas que les rapports entre les États ne recouvrent pas la totalité des relations internationales :

« Le système étatique ne se confond pas avec la société internationale. Il représente un aspect particulier de cette société, à nos yeux essentiel. Je n'ai pas ignoré les autres aspects, mais je ne les ai pas traités de manière aussi systématique » (Aron : 1984, 19).

Bien qu'Aron n'ignore pas les autres acteurs et les autres facteurs qui conditionnent les relations internationales, l'action des États sur la scène internationale demeure centrale et dominante.

Ce choix dérive essentiellement du désir de se concentrer sur les décisions prises par ceux qui sont responsables de comprendre et de maîtriser la complexité des phénomènes internationaux et de convertir en actions les appréciations qui

résultent des multiples contraintes qu'ils subissent. En ce sens, la primauté de l'État et donc du politique dans les relations internationales n'est pas seulement la conséquence d'un jugement de valeur mais aussi d'une préférence méthodologique.

Comme dans le cas de Hobbes, le point de départ d'Aron est la peur du conflit.<sup>32</sup> Pour lui, les États sont dans l'état de nature dans le système international, ce qui revient à dire, comme pour Hobbes, qu'ils sont dans un état de guerre. « Faute de tribunal et de police, les États vivent dans l'état de nature et la formule célèbre, *homo homini lupus*, continue de s'appliquer aux relations de ces monstres froids » (Aron : 1964b, 185).

« Les États, les uns à l'égard des autres dans l'état de nature, poursuivent en permanence une rivalité de puissance et d'idées. Les petits États deviennent fatalement objet de cette rivalité, chacun des Grands soucieux d'empêcher l'expansion de son ennemi, d'augmenter le nombre de ses alliés, de favoriser la diffusion de ses propres institutions (à notre époque l'alliance idéologique entraîne le plus souvent l'alliance politique). Les États, sincèrement convaincus de la vérité d'une des idéologies, dénoncent comme l'impérialisme l'influence de l'autre camp. Les États partagés ou qui se veulent neutres, finissent par redouter presque autant l'influence de l'un ou de l'autre ou, tout au moins, pour des raisons de prudence, ils affectent une égalité dans la crainte » (Aron : 1959c, 508).

Outre Hobbes, on peut reconnaître là l'héritage de Weber, considéré comme sociologue de la puissance, qui se définit par sa capacité d'imposer à l'autre sa volonté. Comme il n'y a pas monopole de la violence légitime dans la société

---

<sup>32</sup> Bertrand Badie dira d'ailleurs que chez Raymond Aron, « qui fut tour à tour pacifiste, puis résistant, au cœur même de la barbarie et de l'apocalypse, la vie internationale signifiait d'abord le chaos, la guerre, la 'bellicosité', la peur de l'autre et la destruction » (Badie : 2005, 3).

international (Badie : 2005, 5), l'ordre et de sécurité, s'ils existent, ne peuvent reposer que sur l'autorité qui dispose de ce monopole à l'interne : l'État devient ainsi naturellement central aux interactions internationales.

Sur cette base on pourrait être tenté de faire d'Aron un réaliste pur et simple, dont la pensée reposerait sur les concepts d'état de nature, d'intérêt national, de puissance, ne voyant d'autre issue que celle des « guerres en chaîne », qui s'inscrivent dans « tous les temps historiques et dans toutes les civilisations » (Aron : 1962a, 157). C'est ce qu'ont conclu plusieurs commentateurs d'Aron. Ici, on défendra plutôt l'hypothèse que l'œuvre d'Aron s'éloigne du réalisme classique, en ce qu'elle refuse de poser une équivalence entre la politique internationale et l'état de guerre. En effet, plutôt que d'être simplement la continuation de la politique par d'autres moyens (suivant la formule de Clausewitz), la guerre est selon Aron ce qui menace constamment d'échapper à l'acteur politique et, à ce titre, ce qui appelle des moyens qui puissent permettre de contenir et de limiter l'ampleur des conflits et des combats. En ce sens, si l'approche d'Aron s'appuie sur un élément réaliste – le conflit est toujours possible –, elle incorpore également un élément idéaliste ou moral, en ce qu'elle n'admet pas que la guerre soit le seul moyen légitime permettant la régulation du système international (particulièrement à l'époque de la guerre froide). Il est ainsi clair, pour Aron, que l'étude des relations internationales doit être normativement orientée sinon vers la paix universelle, du moins vers un état qui s'épargne autant que possible le moment de la guerre.

Cette approche, si elle a conduit Aron à prendre au sérieux les principes réalistes, l'a amené à proposer une sociologie complexe des relations internationales, qui, à l'image de la sociologie wébérienne, met l'accent sur la compréhension des motivations des acteurs, cherche à comprendre ce qui les pousse à la fois au conflit et à la négociation et au compromis. Certes, Aron concède beaucoup au réalisme. On l'a dit, l'influence sur lui de Hobbes (et également de la sociologie wébérienne en tant qu'elle insiste sur la puissance) est notable. Aussi Aron en vient-il à disposer au centre de sa pensée l'absence de monopole de la violence légitime (Aron : 1967, 365) et par-là à supposer que la société internationale comporte une dimension indépassable de chaos. De là découle une thèse centrale : le recours à la force et à la violence dans la société internationale de même que l'usage de la guerre à des fins politiques est prévisible, voire légitime, suivant les circonstances, recours qui n'est pas permis au sein de ces mêmes États (Badie : 2005, 5).

« Faute de monopole de la violence légitime, chaque acteur veille sur sa propre sécurité, par ses propres forces ou en combinant ses forces avec celles de ses alliés. Il en résulte que la configuration du rapport des forces [...] définit une des variables principales de n'importe quel système international » (Aron : 1967, 366).

Mais si la guerre est toujours une éventualité, elle ne peut absolument pas être laissée à elle-même. Et c'est à l'État qu'il revient, selon Aron, de maîtriser et de limiter la guerre. Contrairement à Morgenthau qui dispose au centre de sa pensée le concept d'intérêt national, Aron considère que la puissance peut être, dans une certaine mesure, un gage de paix.

Rappelons d'abord que la puissance n'est pas la force ; la première est une simple potentialité, au contraire de la seconde, qui n'existe qu'actualisée. Aussi, si la force (qu'elle soit militaire, économique, morale, idéologique, etc.) peut être évaluée de façon approximative, la puissance pour sa part n'est pas susceptible d'une mesure absolue, premièrement parce que bien souvent elle ne se révèle que par son exercice même, deuxièmement parce que cet exercice ne se comprend qu'à la lumière d'un contexte spécifique. C'est dans des circonstances et en vue d'objectifs déterminés que la puissance met en œuvre les forces, qui ont donc avec elle une relation instrumentale.

Or cela fait que la puissance – un peu comme en physique – suscite fatalement, face à elle, la manifestation d'une autre puissance, c'est-à-dire la réaction d'une ou de plusieurs entités affectées par elle. En ce sens, et contrairement à ce qu'on aurait peut-être cru spontanément, la puissance est génératrice d'une relation : « la puissance politique n'est pas un absolu mais une relation humaine » (Aron : 1962, 58). C'est pourquoi, de par son déploiement même, la puissance peut se trouver limitée, par définition, puisqu'elle appelle une prise en compte de la relation en fonction d'une négociation ou d'un compromis éventuel. Rappelons ce passage, déjà cité : « La paix suppose non la négation mais le bon usage de la puissance » (Aron : 1944, 114).

Toute la question, dès lors, devient celle des moyens que l'État doit utiliser pour faire prévaloir sa puissance sans aller jusqu'à la guerre et ainsi en arriver à un équilibre du système international.

Dans *Paix et guerre entre les nations*, Aron pense l'unité de la politique étrangère d'un État selon les deux formes qu'elle peut prendre, dans des contextes de guerre ou de paix : la stratégie et la diplomatie.

La « stratégie » s'oppose à la « diplomatie ». La stratégie désigne « la conduite d'ensemble des opérations militaires » (Aron, 1962a, 36) ou encore « l'action dans le cas où les règles effectivement observées n'excluent pas le recours à la force armées » (Aron : 1968b, 532) ; la diplomatie, elle, désigne « la conduite du commerce avec les autres unités politiques, l'art de convaincre sans employer la force » (Aron : 1962a, 36).

Stratégie et diplomatie se rejoignent en ceci qu'ils sont des moyens utilisés par les acteurs internationaux afin de réaliser leurs politiques et de manifester leur puissance. Mais le plus important de leurs traits communs est qu'elles sont toutes deux subordonnées au politique, c'est-à-dire à « la conception que la collectivité ou que ceux qui sont responsables, se font, de l'intérêt national » (Aron : 1962a, 36).

On pourrait dire cela autrement : alors que la stratégie peut être associée à la force, c'est-à-dire à l'actualisation de la puissance, la diplomatie peut être associée à la puissance considérée en elle-même, c'est-à-dire comme potentialité. C'est pourquoi la diplomatie est utilisée en période de paix et de guerre (il y a donc asymétrie entre la stratégie et la diplomatie) :

« En temps de paix la politique se sert de moyens diplomatiques sans exclure le recours aux armes, au moins à titre de menace. En temps de guerre, la politique ne donne pas congé à la diplomatie, puisque celle-ci conduit les relations avec les alliés et les neutres et qu'implicitement elle continue d'agir à l'égard de l'ennemi, soit qu'elle le menace d'écrasement, soit qu'elle lui ouvre une perspective de paix » (Aron : 1962a, 36).

Mais l'asymétrie entre stratégie et diplomatie ne doit pas amener à croire que la stratégie se déploie exclusivement en temps de guerre. Il faut plutôt constater, à la faveur de la Guerre froide, une sorte de confusion entre stratégie et diplomatie, qui a conduit à une extension prodigieuse du premier terme : ainsi, la « stratégie de dissuasion », qui ne suppose pas l'usage de la force, tout au contraire, paraît relever des deux genres à la fois.

Pour voir plus clair sur cette question et pour saisir la façon dont Aron saisit les rapports entre puissance et force, diplomatie et stratégie et, par extension, entre le politique et le militaire, il apparaît pertinent de se pencher sur l'interprétation et la relation d'Aron à Clausewitz, le plus grand penseur selon le premier des relations entre la politique et la guerre dans la modernité.

## DEUXIÈME PARTIE – GUERRE

---

## CHAPITRE 3 – DE CLAUSEWITZ À ARON : UNE ÉTUDE DE *VOM KRIEGE*

---

L'étude de la pensée de Carl von Clausewitz se prête à deux interprétations distinctes plutôt qu'opposées (Aron : 1983, 647). Certains ne retiendront comme constituant le cœur de l'argument présenté par Clausewitz que la bataille d'anéantissement et le concept de guerre absolue ou idéale, l'escalade inévitable aux extrêmes, etc. Basil Liddell Hart, qui qualifiait Clausewitz de « mahdi des masses et des massacres mutuels » (Aron : 1983, 648), de même que la plupart des militaires allemands qui se sont intéressés à Clausewitz, penchaient vers cette interprétation. D'autres feront plutôt porter leurs réflexions sur tout autre aspect de la pensée de Clausewitz : la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens, c'est-à-dire la primauté de la politique sur l'usage de la violence organisée et l'affirmation que la plupart des guerres, mesurées à la guerre absolue ou idéale, ne sont que des demi-guerres.<sup>33</sup> Pour Raymond Aron ces deux pôles ne renvoient pas à une contradiction, mais illustrent l'évolution de la pensée de Clausewitz.

---

<sup>33</sup> Dans le deuxième tome de son étude sur Clausewitz, Raymond Aron offre une revue historique des interprétations de la pensée de Clausewitz (1976b).

## 3.1 ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

---

### 3.1.1 ÉLÉMENTS BIOGRAPHIQUES ET RÉDACTION DE *VOM KRIEGE*

---

La période active de la vie de Carl von Clausewitz, né en 1780, s'étale sur une période allant des guerres révolutionnaires françaises aux guerres napoléoniennes, soit de 1792 à 1815. Désireux d'entreprendre un ouvrage substantiel sur la guerre, Clausewitz était conscient du fardeau qu'allait lui imposer une telle tâche. Ainsi, dans une note datant de 1816-18, il a tenté de désillusionner ceux qui espéraient y découvrir « un système ou une méthode d'enseignement » écrit Clausewitz.<sup>34</sup> Plutôt que d'offrir cela « on n'y découvrira que des matériaux rassemblés ». La rédaction d'une théorie globale, « un ensemble d'une seule coulée pure de tout alliage », requerrait « un plus grand esprit » (Clausewitz : 1955, 48). Prudentes et modestes, ces remarques réfèrent sans doute à un ensemble de textes sur la stratégie que Clausewitz souhait écrire plutôt qu'à ce qui est devenu *Vom Kriege*. Néanmoins, vers 1818 Clausewitz avait décidé d'écrire un ouvrage qui n'allait pas simplement reproduire « toute banalité, tout ce qui va de soi, tout ce qui fut cent fois dit et que l'on admet généralement ». Une approche systématique de la guerre devrait lui permettre de présenter « un livre qu'on n'oublierait pas après deux ou trois ans, et que celui qui s'intéresse à la question pourrait à la rigueur prendre en mains à plus

---

<sup>34</sup> Préface d'un manuscrit sur la théorie de la guerre écrite entre 1816 et 1818 mais qui n'a pas été publiée (traduction de Denise Naville, *De la guerre*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1955, p. 47). Denise Naville ne date pas cette préface mais l'insère dans le texte comme si elle en faisait partie. Peter Paret, toutefois, estime que ce texte aurait été écrit avant que Clausewitz entreprenne la rédaction de son ouvrage aux environs de 1819 (*On War* : 1976, 61). Je me range ici du côté de Paret dont l'analyse des textes me semble plus rigoureuse.

d'une reprise ».<sup>35</sup> Toutefois, malgré tous les efforts de Clausewitz pour produire un ouvrage complet, systématique et précis, *Vom Kriege* n'est pas un travail achevé.

Les six premiers livres ont été écrits dès 1827. Il s'agit d'un mélange de textes et d'extraits d'essais, de présentations et de memoranda qui avaient été écrits par lui depuis le début du siècle (Paret : 1976a, 3). Une note de Clausewitz, non datée mais sans doute publiée aux environs de 1827, exprime son insatisfaction à l'égard du livre VI qu'il qualifie de « simple esquisse » (Clausewitz : 1955, 44).<sup>36</sup> L'édifice d'une théorie scientifique sur l'art de la guerre apparaissait une tâche très difficile, plusieurs la tenant même pour impossible, puisqu'on ne pouvait jamais prétendre selon eux à l'établissement d'aucune loi permanente en la matière. Clausewitz, de son côté, a adopté une attitude pragmatique face à cette entreprise, concluant qu'un nombre suffisant de présentations sur la conduite de la stratégie pouvaient être faites sans difficulté et que la quête d'une théorie d'ensemble n'était pas utopique au final (Clausewitz : 1955, 44). Malgré tout, les difficultés étaient importantes, et Clausewitz considérait que seul le premier chapitre du livre I était satisfaisant (Clausewitz : 1955, 44).

Une autre note de Clausewitz, datée du 10 juillet 1827, décrit l'ébauche comme étant « une masse assez informe, qui doit absolument être remaniée à

---

<sup>35</sup> Note sur la genèse de son manuscrit sur la théorie de la guerre, écrit au environ de 1818 (*De la guerre* : 1955, 42). Denise Naville date cette note de 1816 alors que Peter Paret la date de 1818 (*On War* : 1976, 63).

<sup>36</sup> Denise Naville, tout comme Peter Paret, croit que cette note aurait été rédigée vers la fin de la vie de Clausewitz, soit vers 1830. (*Clausewitz* : 1976, 70-71). Toutefois, Azar Gat présente un argument convaincant démontrant que cette note a sûrement été écrite en 1827, sans doute avant la note du 10 juillet, et non en 1830 comme le présente Peter Paret. (Gat: 2001, 257-265).

fond ». Toutefois, il demeurait plein d'espoir que, malgré ces imperfections, un lecteur « y trouvera peut-être les principales idées qui pourront entraîner une révolution de cette théorie ». Cet espoir ne pouvait masquer l'ampleur du travail qui se présentait à lui. Deux autres livres devaient être écrits et une révision en profondeur des six premiers livres devait être entreprise à la lumière de deux idées complémentaires sur la nature de la guerre et sa relation à la politique. L'une était centrée sur la distinction entre deux types de guerre que Clausewitz considérait comme une « différence de fait » et qui pouvait être déduite d'observations historiques ; l'autre portait sur la manière dont l'État choisit d'employer la guerre afin de parvenir à ses objectifs (Clausewitz : 1955, 42-43).

Alors qu'il avait présumé jusque-là que toutes les guerres requéraient un maximum d'efforts et visaient toujours la victoire, Clausewitz acceptait maintenant qu'il y avait deux types de guerre : l'une visait la défaite de l'ennemi, l'autre visait des objectifs limités. Le livre VI, intitulé simplement *Verteidigung* (Défense), a permis à Clausewitz de réaliser que les opérations défensives ont souvent pour but de ralentir, d'éviter une confrontation ou d'épuiser un ennemi ; pour le défenseur, la préservation du *statu quo* est un objectif légitime de la guerre (Aron : 1976a, 240). Le dernier chapitre du livre VI, le chapitre 30 — le deuxième plus long de l'ouvrage — inclut dans son titre la stipulation « quand on ne cherche pas de décision » (Clausewitz : 1955, 577)<sup>37</sup> et discute du deuxième type de guerre de façon détaillée.

---

<sup>37</sup> « wenn keine Entscheidung gesucht wird » (Clausewitz: 2006, 301). Peter Paret et Micheal Howard ont traduit cette clause ainsi : « Where a Decision is not the Objective » (Clausewitz:1976, 501).

Une autre idée clé de Clausewitz, liée à celle-ci, était que la guerre ne pouvait être comprise comme une variable indépendante mais plutôt comme une fonction de la politique : « il faudra souligner expressément et exactement l'opinion tout aussi nécessaire en pratique d'après laquelle la guerre n'est rien d'autre que la poursuite de la politique d'État par d'autres moyens. » Clausewitz suggère que le lecteur doit garder cette proposition en tête puisque qu'elle « introduira beaucoup plus d'unité dans nos investigations, et tout sera plus facile à démêler » (Clausewitz : 1955, 42). Clausewitz, toutefois, ayant investi une partie importante de ses dernières années dans la rédaction d'ouvrages historiques, n'a que peu progressé au final dans la révision de *Vom Kriege*. En fait, seul le premier chapitre, sur un total de 125, aurait été révisé de façon à le satisfaire (Aron : 1976a, 18). Malgré tout, ce premier chapitre peut être considéré comme un « résumé de philosophie du traité tout entier et constitue l'expression la plus achevée du stratège » (Aron : 1983, 647).

Après sa mort, les textes de Clausewitz ont été organisés en chapitres et livres par Marie von Clausewitz, puis publiés en 1832. Dans sa préface à la première édition de *Vom Kriege*, Marie mentionne que, bien qu'elle n'ait pas ajouté ou retranché un seul mot, « beaucoup de travail » a été requis afin de compiler l'ensemble des documents, incluant certaines des révisions sur lesquelles Clausewitz avait travaillées.<sup>38</sup> Ainsi, l'ouvrage que nous connaissons sous le titre de *Vom Kriege* contient des chapitres qui vont d'une ébauche non revue à des textes plus ou moins terminés, le tout s'échelonnant sur une période d'au moins une

---

<sup>38</sup> Préface de Marie von Clausewitz à l'édition posthume de *Vom Kriege* (Clausewitz : 1976, 65-67).

douzaine d'années. Nous retrouvons aussi dans *Vom Kriege* des parties d'essais, de présentations et de memoranda datant des périodes antérieures. Une description juste de *Vom Kriege* serait sans doute celle de Raymond Aron : il s'agit d'une œuvre en construction, l'« atelier » de Clausewitz (1976a : 152).

---

### 3.1.2 CONTEXTE PHILOSOPHIQUE ET HISTORIQUE

---

La pensée de Clausewitz sur la guerre porte la marque du climat intellectuel de son époque. Les idées des Lumières et du romantisme étaient alors en vogue en Europe, particulièrement en Allemagne. Alors que l'épicentre des Lumières se trouvait en France et en Angleterre, les États allemands ont été touchés de façon importante par les deux mouvements. La créativité intellectuelle et artistique fleurissait grâce à des auteurs tels que Schiller, Goethe, Heine et Kleist, des compositeurs tels que Beethoven, des philosophes tels que Kant, Fichte, Schelling et Hegel, et des historiens tels que Ranke. Familier avec plusieurs des idées et des réalisations artistiques de ces derniers, Clausewitz en fait participer à une discussion sur la nature de l'être humain et de son comportement social. La grande énigme était pour lui de comprendre comment la guerre s'insère dans les rapports humains.

Clausewitz a été influencé par des penseurs de son époque mais, comme eux, il est aussi redevable à des penseurs d'autres périodes qui ont écrit sur la guerre, le politique et la philosophie. L'influence la plus marquante a sans contredit été celle de Machiavel, *Il Principe*, les *Discorsi sopra la prima deca di Tito Livo*, et *l'Arte della*

*guerra* ayant fait partie des lectures du jeune Clausewitz alors qu'il étudiait à Berlin (Aron : 1976a, 105). Bien qu'il ne partage pas l'intérêt de Machiavel pour la guerre antique, il a avalisé la pensée de celui-ci sur la permanence de certains caractères de la nature humaine ainsi que de la lutte politique, tant au sein d'un État qu'entre ceux-ci. En fait, plusieurs contemporains de Clausewitz se sont tournés vers Machiavel, voyant un parallèle entre la situation des États germaniques et ceux de l'Italie de la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Machiavel avait dénoncé la faiblesse des politiques des Cités italiennes ainsi que leurs stratégies militaires ineptes, exigeant une action énergique afin de rétablir l'indépendance de l'Italie face à la France, en particulier. Il avait aussi proposé l'instauration d'une milice permanente à Florence. Dans l'exécution de telles tâches, le prince avait le devoir de mettre les intérêts de la Cité, voire de l'État italien à venir, avant les impératifs moraux personnels ou les idéaux éthiques. Clausewitz était en accord complet avec une telle pensée.

L'influence de Montesquieu, que Clausewitz a lu avec engouement, est moins évidente (Aron : 1976a, 371-375). Selon Aron, cependant, Clausewitz, comme Montesquieu avant lui, a compris les affaires internationales en termes d'équilibre dynamique et, plus particulièrement, d'un équilibre politique euro-centrique. Par exemple, dans deux essais de 1831, *Les relations politiques en Europe depuis les partages polonais* et *Sur plusieurs questions politiques concernant la question générale de l'existence de l'Allemagne*, Clausewitz a fait valoir que, depuis l'époque de Louis XIV, avec un intermède de vingt-quatre années d'impuissance, seule la France a risqué de compromettre l'équilibre européen (Clausewitz : 1992, 369-384). Ce fut le principal problème, selon Clausewitz, de Bonaparte : il a tenté de

mener la France d'une position de suprématie en Europe à celle d'un empire hégémonique. Ainsi, lorsque la France a abusé du pouvoir résultant de la victoire militaire, elle a provoqué une alliance afin de rétablir l'équilibre, et payé jusqu'au dernier sou le coût de la défaite (Clausewitz, 1955, 270-272).

L'influence de Kant est tout aussi disputée et incertaine. Certes, Clausewitz a vécu à l'époque où se mêlaient la pensée de poètes tels que Goethe et Schiller et de philosophes tels que Kant et Hegel mais, aux dires de Raymond Aron, « il aurait été incapable de comprendre l'une ou l'autre des *Critique* » (Aron : 1976a, 436-437). Mais, même si Clausewitz n'a sans doute pas lu les principaux ouvrages de Kant, ceux-ci faisaient l'objet de présentations populaires à Berlin par Johann Kiesewetter, un instructeur à l'École de guerre (Gat : 2001, 178). Clausewitz a assisté à certaines de ces présentations et son approche conceptuelle aurait ainsi été influencée, bien qu'indirectement, par Kant, de qui il a adapté, certes d'une façon rudimentaire, certains éléments de sa pensée.<sup>39</sup> Pour certains analystes, la hiérarchie des lois, des principes, des règles, des prescriptions et des méthodes qui se retrouve dans la *Critique de la raison pratique* de 1788 trouve un écho dans l'approche que propose Clausewitz de la stratégie et des tactiques (Echvarria : 1995, 231). Le concept de guerre absolue pourrait aussi avoir été inspiré par la notion kantienne de raison pure qui identifie la raison dans l'abstrait, contrairement à la raison pratique qui s'applique au monde immanent. Clausewitz a trouvé cette distinction utile lorsqu'il

---

<sup>39</sup> Raymond Aron soumet avec réserve que « son langage, son vocabulaire se rapprochent de celui de Kant ou en dérivent. » Toutefois Aron constate que Clausewitz aurait pu faire l'emprunt de concepts sans nécessairement en comprendre la nature philosophique (1976a : 370-371).

jonglait avec deux conceptions de la guerre — limitée ou illimitée. Ainsi la guerre absolue, non contaminée par le contexte historique ou politique, pouvait être comparée à la guerre se déployant dans la réalité historique.

La question d'une influence hégélienne dans *Vom Kriege* est complexe. D'une part, il semble clair que Clausewitz a adopté une vision très classique de l'État apparentée à celle défendue dans la *Philosophie du droit* de Hegel. Il est vrai que les deux hommes étaient à Berlin en même temps et il est probable que Clausewitz a eu l'occasion d'écouter le célèbre philosophe. Il est vrai aussi que, à l'occasion, Clausewitz a utilisé le langage de Hegel de la thèse et l'antithèse (Clausewitz : 1955, 605 - 609, par exemple).

Cependant, il y a un certain nombre de problèmes patents dans la détermination d'une influence hégélienne dans *Vom Kriege*. Premièrement, même si Clausewitz et Hegel ont été également impressionnés par Bonaparte, Clausewitz a lutté contre lui alors que Hegel a justifié les réalisations de Bonaparte dans une langue extravagante, presque liturgique. Dans la terminologie hégélienne, Clausewitz était sans l'ombre d'un doute un «Maître plutôt qu'un « homme sage ». Ainsi, par exemple, dans une lettre à sa femme après la bataille d'Iéna, Clausewitz écrit :

« J'ai connu quelques expériences douloureuses, et mon âme a subi de nombreuses blessures sanglantes, mais le roc sur lequel j'ai fondé mes espoirs, sur lequel je me suis fié avec certitude, ce rocher est encore debout, solide et intacte [...] car, en ce qui concerne mon état d'âme, si je n'ai pas ramené un riche butin lors de grands exploits, je suis au moins libre du fardeau du blâme; afin que je puisse me dire que je n'ai pas été indigne des espoirs modestes que toi, mon bel amour, ont

placée en moi. Je peux donc te revenir tenir la tête haute » (Aron : 1976a, 94).

C'est là clairement l'attitude d'un homme qui insiste sur la résistance et sur la lutte contre ses ennemis, et non celle de celui qui veut les «comprendre». Deuxièmement, alors que certains ont vu dans la dialectique de l'attaque et de la défense telle que la présente Clausewitz un élément hégélien, il paraît difficile de tirer cette conclusion. Certes Aron conçoit que l'offensive et la conquête ultérieure de territoire (un objectif positif) contrastent avec la conservation défensive du territoire (un objectif négatif). Cela pourrait ainsi être compris comme « une dialectique de volontés, chacune niant l'autre (ou l'objectif visé par l'autre), de la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave » (Aron : 1976a, 365). Mais, il serait probablement plus exact de dire que la dialectique de l'attaque et de la défense correspond à un simple conflit de désirs primitifs sans dépassement dans la reconnaissance. En effet, dans la mesure où la reconnaissance existe dans *Vom Kriege*, elle ressort de la victoire, à savoir la poursuite des vaincus par les vainqueurs et se manifeste par des trophées tels que drapeaux, fanions, ou étendards qui «incarne la victoire» (Clausewitz : 1955, 285-290).

Une observation contextuelle finale touche ce qu'on pourrait appeler la cause principale de la recrudescence soudaine de l'agression française, les attaques menées par Bonaparte. Selon Aron, Clausewitz a conclu que les Français devaient leurs victoires non « à leur supériorité en tant que peuple mais à la supériorité du nombre, à une nouvelle manière de combattre, aux talents de leurs généraux, et enfin au génie de Napoléon » (Aron : 1976a, 46). Le talent des généraux combinés à

une nouvelle façon de combattre constitue ce que nous pourrions appeler sommairement la révolution militaire du dix-neuvième siècle ou napoléonienne.

Avant d'examiner la compréhension de Clausewitz de cette révolution napoléonienne, deux remarques préliminaires s'imposent. Tout d'abord, derrière les arguments de Clausewitz se trouvent les idées de Scharnhorst<sup>40</sup>, en particulier son insistance sur la valeur de l'étude de l'histoire comme moyen de comprendre le contexte et ainsi de saisir l'importance des innovations contemporaines. « Les exemples historiques », écrit Clausewitz, « éclairent tout ; de plus ils ont un pouvoir démonstratif de premier ordre en matière de science empirique. Cela se vérifie dans l'art de la guerre plus que partout ailleurs » (Clausewitz : 1955, 171).

Deuxièmement, Clausewitz fonde en grande partie son argumentation sur l'expérience immédiate et l'observation directe, ce qui confirme encore une fois son affinité avec Montesquieu. En 1793 et surtout en 1806, Clausewitz a vu de façon indéniable la futilité des anciennes formes de la guerre. Ainsi, en 1806, Clausewitz a écrit que lorsque

« le prince Louis à Saafeld, Tauentzien au Dornberg près de Iéna, Grawert devant et Rüchel derrière Kapellendorf, ayant adopté l'ordre de bataille oblique de Frédérique le Grand, se jetèrent tous dans le gouffre béant de la perte, ils ne s'agissait pas seulement d'une manière périmée : la plus absolue pauvreté d'esprit que le méthodisme ait jamais engendrée avait réussi à anéantir l'armée de Hohenlobe comme jamais on avait vu une armée anéantie sur le champ de bataille même » (Clausewitz : 1955, 152)

---

<sup>40</sup> Gerhard Johann Scharnhorst, né en 1755, était un deuxième père pour Clausewitz. Il a guidé son développement et tracé le chemin qui a permis à Clausewitz de gravir les échelons de la hiérarchie de l'armée prussienne ainsi que d'être au cœur des événements militaires et politiques de son temps.

L'art ancien de la guerre apparaît désormais irréversiblement périmé,  
annonce Clausewitz :

« Sur bien des points, [...], les guerres d'autrefois plus étroitement limitées avaient engendrées des idées inutilement conventionnelles et bornées. *Le prestige de la victoire* semblait tellement l'emporter sur tout le reste que les généraux en oubliaient quelque peu la véritable destruction de la force armée de l'ennemi ; et de ce fait cette destruction leur apparaissait seulement comme un des nombreux moyens de la guerre, pas même le meilleur, bien moins encore comme le seul. Ils remettaient d'autant plus volontiers l'épée au fourreau dès que l'adversaire abaissait la sienne. Rien ne leur semblait plus naturel que de mettre fin au combat dès que la décision était obtenue, et toute effusion de sang ultérieure leur paraissait une cruauté inutile » (Clausewitz : 1955, 288).

Cela, dit Clausewitz, était une «fausse philosophie», une «imposture», un jeu de la diplomatie ou de la négociation ardue « dans laquelle les batailles et les sièges étaient les billets à capital échangés » (Clausewitz : 1955, 288, 680, 683). Or, désormais, le «simulacre» de l'«honneur de la victoire » a été remplacé par sa consolidation : « la poursuite est devenue la préoccupation capitale du vainqueur ; aussi les trophées ont-ils beaucoup augmenté de volume » (Clausewitz : 1955, 289). La raison pour est que le vainqueur doit indiquer aux vaincus que leur pouvoir a été anéanti. L'effet recherché, nous dit Clausewitz, est maintenant de « tuer le courage » plutôt que de « tuer les guerriers ennemis » (Clausewitz : 1955, 280).

C'est ainsi essentiellement parce que la guerre dynastique ou de «cabinet » du dix-huitième siècle « était encore une affaire pour les gouvernements seuls » alors que « le rôle du peuple était tout simplement instrumental. » Mais suite à la révolution napoléonienne, «les peuples [pèsent maintenant] des deux côtés de la balance. Les généraux opposé à Frédéric le Grand étaient des hommes

commissionnés ; c'est pour cela que leur caractéristique prédominante était la prudence ; l'adversaire des Autrichiens et des Prussiens était, pour parler net, le Dieu de la guerre lui-même » (Clausewitz : 1955, 677). Soudainement, écrit Clausewitz,

« la guerre était [...] redevenue l'affaire du peuple [...]. La participation du peuple à la guerre, à la place du Cabinet ou d'une armée, faisait entrer la nation entière dans le jeu avec son poids naturel. Dès lors, les moyens disponibles – les efforts qui pouvaient les mettre en œuvre – n'avaient plus de limites définies ; l'énergie avec laquelle la guerre elle-même pouvait être conduite n'avait plus de contre-poids, et par conséquent le danger pour l'adversaire était parvenu à un extrême » (Clausewitz : 1955, 687).

« Malheur au Ministère, nous dit Clausewitz, qui affronte avec une politique de demi-mesure et un système militaire périmé un adversaire qui tel un ouragan déchaîné ne connaît d'autre loi que celle de sa force intrinsèque » (Clausewitz : 1955, 231). En bref, la révolution napoléonienne considérée comme une suite de la Révolution française a eu le même effet sur les passions populaires que de la guerre de Trente Ans.

En outre, il faut relever que si la hardiesse de Bonaparte a bouleversé « les anciennes méthodes conventionnelles », elle a également suscité une résistance nouvelle en Espagne, en Russie en 1812, et en Prusse en 1813. Selon Clausewitz, les

« [...] événements ont tous montré quel facteur immense le cœur et le sentiment d'une nation peut représenter dans le produit des forces de l'État, de la guerre et du combat, et maintenant que les gouvernements ont appris à connaître tous ces moyens additionnels, il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils les laissent inactifs dans les guerres futures, si le danger menace leur existence même, ou si quelque ambition fiévreuse les y entraîne » (Clausewitz : 1955, 232).

En somme, la révolution napoléonienne et ses suites – les changements dans la taille de l'armée qui attaque, les changements technologiques, les changements de concepts opérationnels, les changements dans l'ordre de bataille et dans l'objectif du combat, de même que le déchaînement des énergies de la nation en armes, ont créé un tout nouveau type de guerre. Il fallait penser ce phénomène, et c'est à quoi s'est attaché Clausewitz.

### 3.2 POLITIQUE ET GUERRE – SELON CLAUSEWITZ

---

L'étude exhaustive de l'œuvre et de la pensée d'un philosophe doit, à coup sûr, porter sur l'ensemble de son discours. Ainsi, nous ne pouvons présumer de la pensée politique de Machiavel sur la seule base de *Il Principe*. Il faut considérer l'ensemble de ses écrits afin non seulement de donner un sens à ce qu'il voulait dire, mais aussi pour déchiffrer l'évolution de sa pensée. Chez Clausewitz, une telle interprétation est difficile, puisque l'ouvrage renfermant l'essentiel de sa pensée non seulement n'a pas été terminé, mais a été compilé à partir d'un ensemble de textes, de lettres et d'essais, certains encore à l'état d'ébauche, et publié après sa mort. Il est donc primordial, afin de saisir l'évolution de la pensée de Clausewitz, de ne pas lire *Vom Kriege* comme un ouvrage monolithique, homogène et cohérent, mais bien comme un recueil de pensées et de concepts. Clausewitz lui-même n'avait saisi la portée de certains concepts que vers la fin de sa vie (Aron : 1976a, 19, 29, 191). L'interprétation de *Vom Kriege* exige donc la différenciation de chacune de ses composantes et de la date à laquelle chacune a été rédigée. Il est aussi essentiel,

avant même d'entreprendre une analyse de la pensée de Clausewitz, de bien cerner le but qu'il poursuivait. Il ne s'agit pas pour Clausewitz de rédiger un ouvrage politique ou éthique, mais bien d' « élaborer un système conceptuel, une théorie [...] qui permette de penser, en toute lucidité, le concept de guerre et les réalités de la guerre (ou les guerres réelles) » (Aron : 1976a, 23 ; Paret : 1986, 210).

Clausewitz, qui a commencé la rédaction de *Vom Kriege* en 1819, a cru en 1827 que son manuscrit ne rendait clairement sa pensée que sur deux éléments sur lesquels avait réfléchi et qui constituaient l'essence même de sa pensée : la nature politique de la guerre, et les deux configurations que prend celle-ci.

« Je considère les six premiers Livres déjà transcrits au net comme une masse encore assez informe, qui doit absolument être remaniée à fond. Ce remaniement mettra surtout mieux en relief les deux genres de guerre. Toutes les idées auront alors un sens plus net, une orientation précise, une application plus définie. Ces deux genres de guerre sont les suivantes : l'un a pour fin d'abattre l'adversaire, soit pour l'anéantir politiquement, soit pour le désarmer seulement en l'obligeant à accepter la paix à tout prix; dans l'autre, il suffit de quelques conquêtes aux frontières du pays, soit pour qu'on veuille les conserver, soit qu'on veuille s'en servir comme monnaie d'échange au moment de la paix. Il faudra naturellement respecter les genres intermédiaires, mais la nature entièrement différente devra apparaître partout et marquer la séparation entre les éléments inconciliables. »<sup>41</sup>

À la base de son désir de revoir l'ensemble de son manuscrit se retrouvent ainsi deux idées maîtresses : sa conception du politique ainsi que celle de la guerre.

---

<sup>41</sup> Note du 10 juillet 1827 de Clausewitz sur ses plans de révision de *Vom Kriege* (Clausewitz : 1955, 42).

---

### 3.2.1 LE POLITIQUE

---

Bien que l'objet des travaux de Clausewitz ne porte pas sur la politique en soi, la conception qu'il avait de celle-ci n'en demeure pas moins indispensable à la compréhension de la relation entre guerre et politique telle qu'il l'a exposée. Le terme *Politik* a un sens polysémique chez Clausewitz : il désigne premièrement les relations politiques objectivées—*politics* en anglais—ou ce que Raymond Aron qualifie de « politique-domaine ». C'est, selon Emmanuel Terray, ce qu'indique Clausewitz lorsqu'il écrit que la politique est « la matrice dans laquelle la guerre se développe ». Deuxièmement, *Politik* désigne aussi la politique sujet—en anglais *policy*—que Aron appelle politique-programme (Aron : 1965, 21-22). Ici, Terray suggère que *Politik* peut être compris comme « l'intelligence de l'État personnifié » (1999: 53).

L'analyse de Clausewitz de la spécificité politique de la guerre est sans doute son apport le plus important. Toutefois, lorsqu'il fait des intentions politiques de l'État l'élément de base de la guerre, il ne dit rien qui, en soi, peut être considéré nouveau. Cette relation n'était en effet pas étrangère à plusieurs penseurs politiques ou stratèges militaires qui l'ont précédé. Toutefois, Clausewitz a été le premier à placer la politique au centre de l'analyse de ce qu'il appelait le "total phenomenon" (Paret : 1992, 168) de la guerre et à développer des concepts permettant l'étude du rapport entre le politique et la violence organisée. Dans la définition de la guerre qu'il propose à la fin du premier chapitre de *Vom Kriege*, *Politik* — tant dans le sens anglais de *policy* que de *politics* — est en constante

interaction avec deux autres éléments de la trinité qui, selon Clausewitz, constituent la guerre : les émotions et la violence, ainsi que la chance et la probabilité. La guerre ne se produit pas dans un enclos exclusivement militaire. À tout instant elle implique des intérêts politiques ou qui pourraient rapidement devenir politiques, la guerre étant donc pour Clausewitz l'expression d'une volonté politique. En conséquence, Clausewitz conclut logiquement à la primauté de la *Politik* sur la guerre puisque, tout comme la diplomatie, la guerre est un instrument politique.<sup>42</sup> Dans cette perspective, la guerre devient un acte rationnel et maîtrisé à condition que le politique reconnaisse ses responsabilités.<sup>43</sup> Il existe donc, chez Clausewitz, une uniformité du tissu politique que la guerre n'altère pas. Le politique bénéficie du privilège de décider de la guerre mais il a aussi le devoir d'en définir les finalités, le caractère et les moyens, car celle-ci n'est un instrument rationnel au service de l'État si et seulement si elle sert un objectif clairement défini politiquement.

L'Europe de la fin du XVIIIe siècle était composée d'États souverains qui n'avaient d'autres recours afin de régler leurs différends que la négociation ou l'usage de la contrainte et de la violence, c'est-à-dire la guerre. « La sovverainete eft la puiffance absoluë & perpetuelle d'une Republique » (Bodin : 1583, 122). Ainsi

---

<sup>42</sup> Je ne crois pas toutefois que Clausewitz voulait parler par là de la subordination des chefs militaires aux politiciens. À l'époque de Clausewitz, et particulièrement en Prusse, le souverain incarnait tant l'autorité politique que l'autorité militaire. « Le plus souvent, celui qu'il appelle le chef de guerre (Feldherr) remplit l'une et l'autre fonction (i.e. le commandant des armées et le Chef d'État) » (Aron : 1976a, 190-191).

<sup>43</sup> Une des critiques qui a été faite de Clausewitz a été de ne pas définir les conditions régissant l'emploi de l'instrument qu'est la guerre. Mais il s'agissait d'une question politique et philosophique alors que son propos portait exclusivement sur la guerre en tant que phénomène. Clausewitz ne voyait pas la pertinence, voire la convenance, de définir de telles conditions (Paret : 1992, 169).

une puissance absolue est affranchie de toutes entraves et de toutes limites. « Il faut que ceux-là qui font fouerains, ne foyét aucunement fubiection aux commandements d'autrui, & qu'ils puiffent doner loy aux fubiection, & caffer ou aneantir les loix initiales, pour en faire d'autres : ce qui ne peut faire celuy qui eft fubiection aux loix, ou ceux qui commandement fur luy » (Bodin : 1583, 131). Jean Bodin propose aussi que cette puissance absolue doit être perpétuelle puisque si elle n'était que temporaire, celui qui l'exerce n'en serait que le dépositaire et pourrait, éventuellement, devoir la remettre à son authentique détenteur, le véritable souverain. Dès lors, tout conflit entre deux puissances souveraines ne peut être résolu que de deux manières : par un accord diplomatique ou par l'usage de la violence afin de contraindre l'adversaire.

Cette conception de la souveraineté est à la base de la conception que se fait Clausewitz de la communauté européenne de son époque : une communauté d'États souverains, chacune poursuivant ses intérêts propres.<sup>44</sup> À l'époque de Clausewitz, cette communauté était fondée sur l'équilibre des puissances (*politischen Gleichgewichts - balance of power*), qui existait depuis la seconde moitié du XVIIIe siècle. L'équilibre d'un tel système repose entre autres, pour Clausewitz, sur l'existence d'alliances souples entre États ayant une puissance relative à peu près équivalente et partageant des intérêts communs. « C'est ainsi, pensons-nous, qu'il faut concevoir l'idée de l'équilibre des puissances, et de ce point de vue cet équilibre s'établira toujours et partout où plusieurs États civilisés ont de nombreux

---

<sup>44</sup> Hugh Smith offre une analyse intéressante de la compréhension qu'avait Clausewitz des relations inter étatiques de son époque (1990 : 39-58).

points de contacts » (Clausewitz : 1955, 419). Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce réseau complexe d'interdépendances avait produit un système international relativement stable marqué par des activités militaires limitées : « [...] on pouvait alors concevoir que deux de ces puissances puissent se battre entre elles sans que dix fois plus d'autres soient impliquées dans le conflit, comme cela aurait certainement été possible auparavant » (Clausewitz : 1955, 683). La guerre pouvait ainsi être contenue parce que les États avaient des intérêts variés et complexes (Paret : 1976, 27). « Les intérêts politiques, les attractions et les impulsions se sont développés en un système très affiné, de sorte qu'on ne peut pas tirer un coup de canon en Europe sans que tous les Cabinets y soient intéressés » (Clausewitz : 1955, 685).

La conception de l'État souverain est centrale dans la pensée de Clausewitz. L'État est la seule façon pour une nation d'exprimer son identité et de réaliser ses aspirations politiques et morales ; de sa relation avec la nation, l'État retire toute sa vitalité et son énergie. Et cet État, particulièrement dans le cas de la Prusse doit avoir une autorité centralisée (Clausewitz : 1992, 353).<sup>45</sup> Pour Clausewitz, le peuple n'est pas la source de la souveraineté ou du pouvoir politique, telle que les révolutions française et américaine l'ont proclamé ; les affaires politiques sont du ressort du petit nombre et non de la multitude. Et c'était ce petit nombre qui, agissant de façon rationnelle, décidait de la raison d'État ou, dira-t-on plus tard, de l'intérêt national. Cet élément rationnel à la base de la politique permet à

---

<sup>45</sup> Clausewitz n'avait aucune sympathie pour les gouvernements représentatifs. En fait, il décrit la participation populaire comme une sorte de maladie et une anomalie. Il avait aussi une aversion pour les idées démocratiques qu'il considérait déstabilisantes (Peter : 1976, 262 - 263).

Clausewitz de concevoir celle-ci comme « l'intelligence de l'État personnifié » (Clausewitz : 1955, 68). Cette intelligence abstraite établit un lien entre fins et moyens, détermine l'effet souhaité, et elle est à l'origine de toutes les actions politiques. A ce titre, la destruction des forces ennemies, l'élimination des capacités stratégiques adverses ou la défaite morale de l'ennemi ne sont pas des objectifs en soi, ce sont des moyens au service de l'intelligence personnifiée. La violence qui accompagne la guerre doit donc être rationnelle car elle est contenue dans les limites que le militaire s'est vu assigner par le politique. Le politique décide de façon rationnelle des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs qu'il s'est assigné.

La politique chez Clausewitz est donc moins une façon de vivre, comme c'est le cas chez Aristote,<sup>46</sup> moins une association humaine compréhensive et structurée, que le moyen central par lequel l'autorité est exercée au sein d'une collectivité humaine. Cette autorité politique influence la société dans son ensemble, de même que les relations que l'État entretient avec le monde extérieur.

---

### 3.2.2 LA GUERRE

---

La nature souveraine de l'État implique que les relations interétatiques seront essentiellement compétitives et que, de ce fait, la guerre est une constante possibilité. Ainsi, dès qu'il a fondé les assises de la guerre dans la politique, le

---

<sup>46</sup> C.C.W. Taylor suggère que l'étude du politique chez Aristote n'est pas une recherche de la nature de la *polis* ou de la source et de la nature de l'autorité politique, mais bien un examen des bases morales de la *polis* (1995 : 233-258).

propos de Clausewitz est-il celui d'un théoricien de la guerre et non de la politique. Comme l'observe Raymond Aron, Clausewitz conçoit la guerre comme étant de nature dualiste (Aron : 1976a, 109) et en offre deux définitions.

Première définition : la guerre est « un acte de violence et il n'y a pas de limite à la manifestation de cette violence » (Clausewitz : 1955, 53). Il ne s'agit pas d'une « action de force vive sur une masse morte, mais, comme la non-résistance absolue serait la négation de la guerre, elle est toujours la collision de deux forces vives [...] » (Clausewitz : 1955, 54). Ni l'un ni l'autre des adversaires ne maîtrise pleinement ses actes, et chacun tente de s'imposer à l'autre ; de ce fait, alors qu'ils essayent de se surclasser l'un l'autre, leurs efforts tendent à augmenter sans cesse.

« Dans le domaine abstrait du pur concept, la réflexion n'a donc pas de repos avant d'avoir atteint son extrême, car c'est avec un extrême qu'elle se trouve aux prises — le conflit de forces livrées à elles-mêmes, et n'obéissant qu'à leurs propres lois » (Clausewitz : 1955, 55).

La violence absolue, c'est-à-dire la guerre absolue, se termine par la destruction totale de l'un par l'autre.

Cette thèse de la guerre totale est indissociable d'une antithèse voulant que la guerre, même en théorie, soit influencée par des forces qui lui sont extérieures. La guerre est affectée par la spécificité des États en conflit ainsi que par l'environnement politique, économique, social et technique qui prévaut. Or, ces facteurs peuvent atténuer la progression vers la guerre absolue. De plus, si la guerre n'a pas pour objet la destruction totale de l'adversaire, alors il n'y a pas de

progression aux extrêmes. La violence continue d'être l'essence, l'idée régulatrice même des guerres limitées ayant pour but des objectifs limités, mais dans ces cas cette essence ne se réalise pas dans une manifestation qui l'accomplit complètement. Le concept de guerre absolue de même que celui de la guerre limitée constituent la dualité de la guerre.

En réalité, l'absolu est toujours relativisé, bien que parfois la guerre s'en approche, comme lors des campagnes napoléoniennes ou lorsqu'une tribu primitive tente d'en exterminer une autre. « La guerre n'est jamais un acte isolé » (Clausewitz : 1955, 55), mais résulte d'autres forces qui affectent et modifient la nature de la violence. Pas plus d'ailleurs n'est-elle le résultat d'un seul coup décisif de courte durée parce que

« [...] si l'issue de la guerre dépendait d'une décision unique ou de plusieurs décisions simultanées, les préparatifs en vue de cette décision ou de ces décisions multiples devraient naturellement être poussés à l'extrême. Une occasion perdue ne se retrouve jamais. La seule indication que le monde réel pourrait nous fournir au sujet des mesures à prendre, ce serait, tout au plus, celles de notre adversaire, pour autant qu'elles nous sont connues, et tout le reste devrait une fois de plus être renvoyé au royaume de l'abstraction » (Clausewitz : 1955, 56).

En réalité, la guerre est toujours une succession d'actes violents qui s'étendent plus ou moins longtemps, interrompus par des pauses, par la concentration d'effort, par le regain d'énergie — le tout résultant de l'interaction d'au moins deux adversaires. Un ensemble d'éléments au sein de la société adverse, le libre arbitre des commandants, qui peut plus ou moins bien se conformer à la réalité objective, ainsi

que les motifs politiques de la guerre, détermineront les objectifs militaires de même que le niveau de violence auquel on arrivera.

La thèse de Clausewitz sur la dualité de la guerre – absolue ou limitée – établit la base sur laquelle peut reposer une analyse portant sur toute la gamme de la violence organisée collective, allant de la guerre d’annihilation à la menace armée. Ainsi, cette approche dualiste permet de considérer chaque guerre comme ayant ses assises dans la politique et, simultanément, comme informant celle-ci.

La guerre n’a rien d’un acte isolé et autonome. La fin de la puissance militaire d’un adversaire ainsi que de sa volonté d’en faire usage n’est pas en soi une fin mais bien un moyen permettant de réaliser un objectif politique. La violence doit permettre l’expression de la volonté politique et permettre cette expression de façon rationnelle et utilitaire ; la violence ne doit pas remplacer ou oblitérer le but politique.

La deuxième définition de la guerre, qui se retrouve dans l’ensemble de *Vom Kriege*, est fondée sur une conception trinitaire, qui implique violence et passion, probabilité et hasard, de même que l’intervention de la raison politique. L’analyse de la guerre en général ou la compréhension d’une guerre particulière, la planification et la conduite de la guerre, requièrent l’étude et l’exploitation de ces trois éléments. Une théorie ou une politique de la guerre serait inopérante si elle ne tenait pas compte de ceux-ci ou si elle ne les considérait que partiellement. Ayant identifié trois composantes de la guerre, Clausewitz établit un lien entre celles-ci et différents segments de la société. De façon générale, il estime que le premier

élément, la violence et la passion, peut être associé aux peuples. « Les passions appelées à s'embraser dans la guerre doivent préexister dans les peuples en question [...] » (Clausewitz : 1955, 69). Les passions, la haine et l'animosité donnent à la guerre sa motivation originelle. Par ailleurs, la probabilité et le hasard sont à la base du courage, de la détermination et du talent des commandants et des forces militaires : « [...] l'ampleur que prendra le jeu du courage et du talent dans le domaine du hasard et de ses vicissitudes dépendra du caractère du commandant et de l'armée [...] » (Clausewitz : 1955, 69). Ces éléments se retrouvent aussi à tous les niveaux de la guerre (déroulement du combat) et également niveau politique. Finalement, « [...] quant aux objectifs politiques, le gouvernement seul en décide » (Clausewitz : 1955, 69). La raison politique est centrale au concept de guerre comme instrument de la politique, elle est nécessaire afin d'identifier les moyens et les fins.

Comme le fait remarquer Aron (Aron : 1976a, 116-117), la définition trinitaire que présente Clausewitz diffère en apparence de celle qu'il propose au tout début du livre un, à savoir que « la guerre n'est rien d'autre qu'un duel à plus vaste échelle [...] la guerre est donc un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté » (Clausewitz : 1955, 51). Cette définition est novatrice en ce qu'« elle seule vaut pour les guerres réelles et elle vaut pour toutes les guerres réelles » (1976a : 117). Cette définition permet à Clausewitz de passer d'une conception abstraite de la guerre, absolue ou totale, à une conception concrète applicable à toutes les gammes de guerres concrètes.

\*

\*       \*

Au centre de la pensée clausewitzienne de la guerre se trouve est l'idée de continuité : la guerre n'est pas la rupture d'un processus politique mais bien au contraire la poursuite de l'expression de la volonté politique. Le processus politique existe avant la guerre, il se prolonge en elle, sous la forme de la fin recherchée et, finalement, il continue après elle. Ainsi, pour Clausewitz, à aucun moment n'y a-t-il rupture du tissu politique.

« On sait évidemment que seuls les rapports politiques entre gouvernements et nations engendrent la guerre ; mais on se figure généralement que ces rapports cessent avec la guerre et qu'une situation toute différente, soumise à ses propres lois et à elles seules, s'établit alors.

Nous affirmons au contraire : la guerre n'est rien d'autre que la continuation des relations politiques, avec l'appoint d'autres moyens. Nous disons que de nouveaux moyens s'y ajoutent, pour affirmer du même coup que la guerre elle-même ne fait pas cesser ces relations politiques, qu'elle ne les transforme pas en quelque chose de tout à fait différent, mais que celles-ci continuent à exister dans leur essence, quels que soient les moyens dont elles se servent, et que les fils principaux qui courent à travers les événements de guerre et auxquelles elles se rattachent ne sont que les linéaments d'une politique qui se poursuit à travers la guerre jusqu'à la paix » (Clausewitz : 1955, 703).

La décision de recourir à la guerre ne peut être que politique ; et la maîtrise de la guerre est aussi politique car elle ne peut trouver sa légitimité que dans la décision politique. Clausewitz établit une claire distinction dans son œuvre entre ce qui relève des fins et ce qui relève des moyens et il considère que la guerre appartient à la catégorie des moyens dont dispose le politique pour atteindre ses

objectifs. La guerre n'est donc pas une fin en soi, sa seule existence se justifie par la fin qui lui est assignée. La guerre est un acte politique et social, elle n'est pas un simple acte technique, sa finalité lui donne tout son sens ; elle est partie intégrante d'un tout politique, elle est une expression de l'ensemble social.

Clausewitz présente ainsi une conception dualiste de la guerre : à la notion abstraite de guerre absolue, qui relève de l'étude théorique, il ajoute une analyse de la guerre limitée, qui tient compte d'un ensemble de facteurs externes à la guerre elle-même, dont le plus important est le politique. Parallèlement, il nous présente la guerre comme une trinité à travers laquelle s'exerce le sens politique afin de donner à la guerre une orientation qui soit au service de la société qui la fait. Autour de cette compréhension, Clausewitz fait surgir d'autres éléments fondamentaux qui permettent de concevoir la guerre non comme une science réductible à quelques formules ou théories mais plutôt comme un « phénomène social total », comme l'expression d'une communauté politique. Au crépuscule de sa vie, Clausewitz ne voit plus la guerre d'une façon intellectualiste, théorique et abstraite, mais bien pour ce qu'elle est dans la réalité immanente, contrainte par un ensemble de facteurs aléatoires. Parmi ceux-ci, la réalité humaine, au premier plan, a une influence décisive sur l'orientation et la conduite de la guerre. La contingence manifeste la constante présence de la chance et des probabilités. Finalement, la violence émerge de l'analyse clausewitzienne comme une constante irréductible de la guerre : « Mais nous ne saurions nous dispenser de montrer tout de suite que *la solution sanglante de la crise*, l'effort tentant à l'anéantissement des forces ennemies est le fils légitime de la guerre » (Clausewitz : 1955, 83). La guerre est violence et n'existe qu'à travers

la violence et c'est pour cette raison qu'elle est, et qu'elle ne peut être, qu'un instrument de la politique qui lui donne tout son sens et sa raison d'être.

---

## CHAPITRE 4 – LA GUERRE DANS LA PENSÉE ARONNIENNE

---

Comme dans le cas du politique et des relations internationales, la conception de la guerre chez Raymond Aron se trouve exposée dans un ensemble vaste et varié d'essais et d'articles. Toutefois, on en retrouve les principaux éléments dans quelques ouvrages, dont principalement son livre sur Clausewitz, *Penser la guerre*, sur lequel nous nous concentrons ici puisqu'il s'agit de la réflexion finale d'Aron (le livre paraît en 1976) sur les relations que peuvent entretenir le politique et le phénomène de la guerre.

Alors que *Paix et guerre entre les nations* offre une analyse globale des relations entre États, *Penser la guerre* présente une analyse de la conception de Clausewitz sur fond d'une réflexion sur la guerre à « l'âge planétaire ». Dans ses études de la guerre, la méthodologie de Aron consiste à combiner l'analyse théorique avec celle de la réalité telle qu'elle se présente à l'observateur ; la connaissance théorique n'est pas une fin en soi, elle n'a de valeur pour Aron que lorsqu'elle permet l'analyse et la compréhension de phénomènes historiques et de la réalité « se faisant ». Pour Aron, l'analyse théorique est toujours au service d'un exercice de sociologie compréhensive des multiples facettes de la guerre telle qu'elle se présente dans la réalité.

Ce cadre théorique et méthodologique fait dire à Stephen Launay qu'Aron a développé « une phénoménologie de la guerre sur trois plans complémentaires les

uns des autres : celui de la conceptualisation, celui de l'analyse positive et celui du raisonnement stratégique » (Launay : 1995, 155). Empruntant à Launay, ce chapitre étudiera ces trois « plans complémentaires » en procédant de la façon suivante : d'abord, nous examinerons le retour fait par Aron à la conceptualisation clausewitzienne. Ce qui retient particulièrement l'attention de Aron est la manière dont Clausewitz conçoit les rapports entre la « tendance naturelle de la guerre », ce qu'il appelle « sa tendance philosophique », et ses traits concrets qui modifient sa nature (Clausewitz : 1955, 67, 69). Ensuite nous considérerons l'analyse concrète de la guerre que propose Aron, en nous concentrant sur la distinction qu'il fait entre les concepts de guerre limitée et de guerre totale. Finalement, nous analyserons certains éléments de la pensée stratégique de Raymond Aron, qui se situe au cœur de sa pensée sur la guerre. Il ne suffit pas pour Aron de simplement parler du primat du politique sur la guerre, il faut encore parler de la façon dont le contrôle politique sur les fonctions militaires et guerrières doit s'exercer : les relations entre fins et moyens et celles entre les fins de la guerre et celles qui apparaissent dans la guerre elle-même sont au centre de sa pensée stratégique. Il dira d'ailleurs dans ses *Mémoires* : « Mon travail sur Clausewitz constitue une recherche des origines (ou l'une des origines) de la stratégie moderne » (Aron : 1983, 634).

---

#### 4.1 RAYMOND ARON : POURQUOI CLAUSEWITZ ?

---

Il est sans doute juste de commencer ce chapitre en se posant la question : pourquoi Raymond Aron a-t-il choisi de consacrer « ce que de nombreux analystes considèrent comme [son] chef-d'œuvre » (Baverez : 1983, 411) à Carl von

Clausewitz et non à Karl Marx, comme il avait à un certain moment indiqué vouloir le faire (Aron : 1983, 645) ?<sup>47</sup> Déjà après la Première Guerre mondiale et de même après la Deuxième et l'apparition des armes nucléaires, un grand nombre de penseurs ont considéré l'approche clausewitzienne comme n'ayant plus qu'un intérêt historique. Nous l'avons déjà relevé, en 1921, dans *The Ghost of Napoleon*, Liddell Hart qualifiait Clausewitz de « mahdi des masses et des massacres mutuels » (Aron : 1983, 648). Cette conception a été maintes fois réaffirmée par la suite, particulièrement après 1945 :

« [N]ous prétendons que cette arme [l'arme thermonucléaire] est à la fois le couronnement et la fin de la doctrine de Clausewitz. L'explosif atomique est venu introduire dans cette doctrine une difficulté qu'elle ne peut résoudre [...]. La non limitation de la violence, proclamée par Clausewitz, est inconciliable avec cette autre loi qui fait de la guerre une continuation de la politique » (Combaux : 1957a, 519).

Au milieu des années '70, la pensée de Clausewitz paraît donc depuis un certain temps largement discréditée. Raymond Aron est l'un des très rares auteurs<sup>48</sup> ayant alors choisi de revenir à la pensée de Clausewitz ; nonobstant le fait que ses idées aient pris racine à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, il estimait que leurs fondements ainsi que sa conception de la guerre demeuraient d'intérêt.

---

<sup>47</sup> Au cours des années passées au Collège de France, Raymond Aron a aussi professé un cours (1970-1971) intitulé *Carl von Clausewitz en son temps et aujourd'hui*.

<sup>48</sup> Aron est sans doute le seul intellectuel français ayant fait ce choix audacieux. Il faut noter ici que Peter Paret, de l'Université Stanford, a fait le même pari. En 1976, l'année où les deux volumes de Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, ont été publiés, Paret publiait, avec Michael Howard, une nouvelle traduction anglaise de *Vom Kriege* de même qu'une interprétation intitulée *Clausewitz and the State*.

Pourquoi donc a-t-il fait ce choix, qui n'était pas sans risquer de susciter la controverse ?

Il est sans doute possible de voir dans ce choix une manifestation de l'attrait ressenti par Aron depuis les années '30 pour la pensée allemande et pour la rencontre entre les cultures française et allemande dans la conscience historique (Rovan : 1985, 248-251). Mais plus encore, alors qu'il retrace sa rencontre avec Clausewitz dans la préface de son ouvrage, Aron indique :

« La définition initiale de la guerre, à la première page du *Traité*, implique que les États, pour s'imposer les uns aux autres leur volonté, recourent éventuellement à la violence. Une telle définition ne présente aucune originalité, elle reprend l'hypothèse commune aux philosophes classiques des relations interétatiques, de Hobbes à Montesquieu et de Rousseau à Hegel. Je me référerai de préférence à Clausewitz parce que celui-ci rapproche immédiatement les deux concepts décisifs — acte de violence, volonté — et permet d'insérer dans le même système conceptuel les modalités changeantes des conflits armés ou même des conflits réduits à l'observation armée, des épreuves de volonté à l'ombre de la violence possible » (1976 : vol 1, 11).

Le sens de cette citation s'éclaire à la lumière du contexte dans lequel écrit Aron. Ayant vécu deux guerres des plus dévastatrices, Raymond Aron a été obsédé pendant trois décennies par le désir de penser les moyens qui permettraient d'enrayer le déchaînement d'une autre guerre, celle-là nucléaire. Aron estimait que l'ampleur du drame qui a frappé à deux reprises l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle n'était, à l'origine, souhaité ni même anticipé par personne, peut-être pas même par Hitler en 1939. Dans *Paix et guerre entre les nations*, il dira que « la première guerre du siècle illustre le glissement vers la forme absolue d'une guerre dont les belligérants sont

incapables de préciser l'enjeu politique » (Aron : 1962, 39). Après ces deux guerres, il n'était simplement plus possible de considérer, comme la doctrine classique, que la guerre était un élément normal des relations interétatiques –même si celle-ci admettait sa limitation par le droit international (Raynaud : 1989, 118). Aron avait compris que les conflits, même ceux entre les États soi-disant civilisés de l'Europe, peuvent s'emballer et s'amplifier jusqu'à échapper totalement au contrôle de ceux qui les ont déclenchés. Or, de Clausewitz, Aron avait retenu que seul l'encadrement politique pouvait permettre, sans pour autant offrir de garantie, de contenir l'emballement et la progression de la guerre vers ses limites ultimes. Après une période de réflexion et un dialogue avec Clausewitz de presque vingt ans, Aron en est ainsi venu, selon ses propres mots, à éprouver « des sentiments » de « sympathie » à l'égard « de cet interlocuteur, silencieux et insistant » (1976 : vol. 1, 12). Pour Aron, Clausewitz a représenté quelqu'un qui a « voulu penser son action et l'action » (1976 : vol. I, 15) en saisissant « la nature de la guerre, pour élaborer une *théorie* qui ne se confon[d] pas avec une *doctrine*, en d'autres termes qui [apprend] au stratège à comprendre sa tâche sans nourrir de prétention dérisoire de communiquer le secret de la victoire » (1976 : vol. I, 12—en italiques dans le texte). À l'heure du danger de la guerre totale, une telle démarche gardait toute sa pertinence, selon lui.

Julien Freund offre une autre explication plausible (et complémentaire) du choix d'Aron de réhabiliter Clausewitz. Selon lui, la lecture de *Penser la guerre* permet de découvrir un dessein qui sans être nécessairement caché est latent :

« c'est l'ouvrage de Raymond Aron contre lui-même »— du moins, contre la pensée libérale à laquelle il se rattache :

« [...] tout se passe comme si R. Aron voulait faire le tour complet de sa propre philosophie et éprouver les résistances qu'elle peut rencontrer. La guerre est précisément l'un des obstacles qui mettent en question la validité générale de la pensée libérale » (Freund : 1976, 643).

Selon Freund, plusieurs des penseurs libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle croyaient que le triomphe universel du libéralisme irait de pair avec la suppression de la guerre. Certains de ces penseurs pensaient éliminer la guerre en transformant les ennemis en adversaires économiques, instaurant un cadre de concurrence matérielle qui mènerait à la fin de la violence (Freund : 1976, 644). Or le problème de cette conception libérale, qui actualisait la thèse du « doux commerce », est simple : elle est fautive. Pour Aron, le libéralisme ainsi conçu et qui verse dans l'idéalisme béat a besoin d'une dose de réalisme ; il faut lui rappeler que la guerre est une réalité humaine, qui doit être contenue du fait de sa tendance à se doter d'une logique propre :

« L'effort pour sauvegarder la paix, légitime et normale, fut érigé en un impératif inconditionnel, proprement absurde, puisque chacun savait que, en certaines circonstances et contre certaines revendications, l'appel aux armes serait inévitable » (Aron : 1944, 124).

La formule clausewitzienne, « la guerre est la poursuite de la politique par d'autre moyen », a l'avantage, selon Aron, de proposer de penser politiquement la guerre et non d'en nier la réalité au nom d'un idéal moral. Selon Stephen Launay,

« c'est le sens de ce 'cri de cœur' que constitue l'épilogue de *Penser la guerre II* intitulé 'Adieu aux armes ou la grande illusion' » (Launay : 1995, 163). S'il n'est pas possible de faire disparaître la guerre des relations entre communautés politiques ou États, il est nécessaire de la contenir tant bien que mal. Ce doit être là l'œuvre du politique.

L'actualité ou la pertinence de Clausewitz pour Aron ne le conduit pas à simplement répéter les formules prêtées au premier ; il s'agit plutôt de penser la guerre à partir de Clausewitz en n'hésitant pas à infléchir ce dernier, voire parfois à contredire certaines des réponses qu'il a données à des questionnements qui ont conservé toute leur actualité. Ainsi, pour Aron, dire que la guerre est la continuité de la politique par d'autres moyens ne doit pas être compris comme signifiant que la guerre est un simple instrument du politique; à la formule il convient plutôt de donner valeur d'avertissement : le politique doit inlassablement rappeler au militaire la fin à laquelle il est asservi, puisque le second risque constamment d'échapper au contrôle du premier. On ne saurait négliger, selon Aron, le fait que la guerre peut en effet être l'occasion d'une rupture pure et simple du tissu politique :

« La politique est dialectique lorsqu'elle se déroule entre hommes qui se reconnaissent réciproquement. Elle est guerre lorsqu'elle oppose des hommes qui, tout en reconnaissant réciproquement leur liberté, se veulent étrangers les uns aux autres, membres de cités, chacune jalouse de sa totale indépendance. Du même coup, nous apercevons pourquoi la guerre est l'achèvement de la politique en même temps qu'elle en est la négation » (Aron : 1961a, 128).

Dans *Paix et guerre entre les nations*, Aron réaffirme cette position lorsqu'il écrit : « La guerre est un fait social, mais unique parmi les faits sociaux ; elle est à la fois affirmation et négation de la *socialité*, du rapport social entre les combattants » (1962 : 332 – en italiques dans le texte). Aux dires d'Aron, la guerre est « incapable de l'ordre qu'elle conçoit et de la fin à laquelle elle tend » (Aron : 1961a, 131). Pour lui, la guerre a donc un double caractère, à la fois humain et animal, à la fois politique et antipolitique. Certes, « la guerre reste [...] un état juridique, prévu à l'avance, qui suspend la plupart des obligations que contractent les États les uns à l'égard des autres en temps de paix mais qui ne perd pas pour autant tout caractère légal » (Aron : 1962, 121). Mais les deux guerres mondiales ont montré, sans même faire référence à la possibilité d'une guerre nucléaire, que le contrôle de la guerre par le politique n'est jamais garanti mais au contraire toujours extrêmement difficile à conquérir et circonstanciel. La guerre est un moyen ou un outil du politique –mais un outil en quelque sorte réfractaire, parce que doté de sa logique propre.

De son étude de Clausewitz, Raymond Aron dégage trois éléments de définition de la guerre, qu'il qualifie « d'étrange trinité » (Aron : 1976 vol. I, 146). La première conçoit la guerre comme un duel<sup>49</sup>, c'est-à-dire comme une violence réciproque qui est par essence illimitée et implique une montée aux extrêmes des deux protagonistes. Selon Aron, cette définition de la guerre comme duel n'est pertinente que dans le « monde des concepts » (1976 vol. I, 121), de « l'abstrait » (1976 : vol. I, 112), dans « le monde idéal » (1976 : vol. I, 119). Le deuxième élément

---

<sup>49</sup> « La guerre n'est rien d'autre qu'un duel à une plus vaste échelle » (Clausewitz : 1955 : 51)

de définition fait la distinction entre deux espèces de guerre : l'une est une guerre de renversement ou d'anéantissement de l'adversaire et l'autre est une guerre d'observation. Cette définition cherche à prendre en considération la diversité des guerres dans la réalité historique. L'étude des guerres réelles qu'a faite Clausewitz lui a révélé que dans la majorité des cas la guerre n'est pas conforme au concept de guerre comme duel (Aron : 1976, vol. 1, 146). Clausewitz a donc introduit une distinction entre les guerres qui seraient fidèles à l'essence du duel et celles qui ne le seraient pas et qui sont donc modérées parce qu'elles restent inscrites dans le tissu politique. L'introduction du facteur politique, la subordination de la guerre au politique et à la diplomatie, entraîne en effet un amoindrissement de la violence inhérente à la guerre. Pour Aron ces deux types de guerres –d'anéantissement et d'observation– relèvent d'un même effort de compréhension, puisqu'elles sont des phénomènes historiques, alors que la guerre absolue est un type idéal.

Enfin, le troisième élément de définition fait de la guerre une « poursuite » de la politique par d'autres moyens, selon la fameuse définition. Dans cette troisième conception, les guerres ne sont plus distinguées en fonction de critères qui sont propres à chacune d'elles, mais en fonction de la diversité des politiques poursuivies.<sup>50</sup> La guerre est entièrement politique et n'a de particularité propre à elle que dans l'usage des moyens dont elle dispose. De cette idée que la guerre est foncièrement politique, Aron fait un élément central de la pensée clausewitzienne :

---

<sup>50</sup> Ce lien entre guerre et politique n'est cependant pas nouveau, bien avant Clausewitz Platon et Machiavel avait entrevu la guerre comme étant soumise au politique.

« [...] le jugement dont dépend la mesure des efforts et le plan de guerre, donc l'essentiel, porte sur les caractères propres du conflit lui-même, envisagé globalement, sur les traits (ou le trait) qui en définissent la spécificité – jugement qui relève de la politique (au sens subjectif), intelligence personnifiée de l'État qui discerne la nature de cette guerre à partir d'une analyse du milieu historique (ou de la politique objectivée) » (1976 : vol. I, 140).

Aron persiste à croire que Clausewitz a raison de poser que le politique, au moins au départ, détermine la guerre en fonction d'une fin qu'il conçoit; si la guerre est associée à des circonstances historiques particulières, comment pourrait-elle échapper à ce que Clausewitz appelle « l'intelligence de l'État personnifié », compris comme le « [...] représentant de tous les intérêts de la communauté entière » (Clausewitz : 1955, 68 ; Aron : 1976, vol. II, 227) ? C'est pour cela, parce que la poursuite de fins par les États suppose que ceux-ci se maintiennent, qu'Aron estime également fondée la thèse de Clausewitz suivant laquelle « la somme totale des rapports de tous les États entre eux sert plutôt à maintenir le statu quo de l'ensemble qu'à introduire des changements, c'est-à-dire qu'en général la tendance est au maintien du statu quo » (Clausewitz : 1995, 419). Pour Aron, même une lecture hâtive révèle que pour Clausewitz :

« Relations among states tend to maintain a particular state system rather than provoke change. Something like a common interest prevails in the system; it has not sufficient force to guarantee a given state against the loss of a province or a relative diminution of strength, but, ordinarily favors actions oriented toward equilibrium and discourages action that would jeopardize it » (Aron : 1972b, 610).

C'est cette image de Clausewitz qu'Aron espère restaurer. Loin d'être un défenseur inconditionnel de la guerre totale, comme certains de ses

interprètes l'ont suggéré, le Clausewitz de Aron apparaît plutôt comme un penseur de la modération et de la retenue, un théoricien qui, comme Aron lui-même, « could analyze coolly all the factors that often push war toward the extrem, yet whose own prescription was moderation and the deliberate victory of the rational element » (Hoofmann : 1985, 39).

La pertinence de Clausewitz pour Aron apparaît clairement lorsqu'il est question de la stratégie nucléaire telle que la réfléchit ce dernier. À l'ère nucléaire, en effet, l'objectif politique poursuivi par l'État qui dispose de l'arme ultime doit être inlassablement gardé à l'esprit afin d'imposer des limites à une activité dont la capacité de destruction, si elle était laissée à elle-même, pourrait rapidement mener à des extrêmes que Clausewitz ne pouvait pas même concevoir. Comme le dit Aron : « La volonté réfléchie qui préside à la politique ne doit pas abdiquer à l'instant où les premières bombes éclatent : jusqu'au bout la politique de l'État, c'est-à-dire l'intelligence en action, doit s'efforcer simultanément de préserver les intérêts nationaux et de prévenir l'ascension aux extrêmes de la violence » (Aron : 1963, 82-83).

C'est sur la base de ce principe fondamental de Clausewitz, préserver la « volonté réfléchie de la politique », qu'Aron a analysé la stratégie fondée sur les représailles massives. C'est ici, dans le rejet de cette stratégie, que le rapport entre l'approche de Clausewitz de la stratégie militaire et celle d'Aron est le plus sensible et le plus direct. Les représailles massives violent

un élément critique de la stratégie de Clausewitz : il faut trouver un équilibre entre les intérêts en jeu et l'effort requis afin de les protéger. Afin que cela demeure possible, Aron défend ardemment la substitution de la doctrine des représailles graduées à la stratégie de représailles massives (1993 : 82). C'est cela qui fait d'Aron, selon Hans Joas, « a neo-Clausewitzian strategic realist » (Joas : 2003, 137).

---

#### 4.2 GUERRE LIMITÉE ET GUERRE TOTALE

---

Aron reprend de Clausewitz l'idée d'une double nature de la guerre moderne. Selon lui, toutes les guerres se situent, en fonction de leurs caractéristiques et de leur objet, quelque part dans un continuum qui va de la guerre totale à la guerre limitée.

La guerre totale vise l'élimination de l'opposant en tant qu'entité politique ; la guerre limitée, elle, recherche simplement des termes favorables à un nouvel équilibre (Aron : 1976 vol. 1, 92). Plus l'objet visé est limité, plus les considérations politiques parviennent à réguler l'emploi de la violence légitime ; inversement, plus la visée est ambitieuse et moins nombreuses sont généralement les contraintes politiques à l'application de la force. Alors que pour Clausewitz la nature intrinsèque de la guerre, saisie au plan conceptuel, est totale, parce qu'elle est « un acte de violence et [qu'] il n'y a pas de limite à la manifestation de cette violence » (Clausewitz : 1955, 53), pour Aron la guerre apparaît en réalité toujours limitée, au

moins initialement, parce que déterminée par les décideurs politiques – même si elle tend à leur échapper.

La guerre limitée se situe dans l'ordre de la négociation tacite ; on pourrait même dire qu'en quelque sorte, elle constitue paradoxalement le paroxysme de l'argumentation (Aron : 1962a, 427, 551). La guerre limitée apparaît dès lors fondée sur la préservation de l'équilibre entre les fins d'une part, les voies et les moyens adoptés pour les atteindre d'autre part. Le conflit suppose certes l'hostilité, mais celle-ci ne doit pas être irréductible au point de vouer chacun à la négation radicale de l'autre. La guerre limitée se fonde en ce sens sur la conscience chez les adversaires de la possibilité d'une coexistence politique à l'issue de la confrontation armée, parfois de l'existence d'une certaine identité partagée ou de la conscience d'appartenir, malgré les différences, à une société culturelle commune (Aron : 1962a, 661-665, 676).

L'existence d'une finalité limitée et clairement revendiquée et la maîtrise des enjeux par le politique peuvent aider à prévenir les risques de glissement, qui sont inhérents à la guerre. L'exemple de la guerre de Corée illustre bien cette affirmation, selon Aron (Aron : 1962a, 40-41). Celle-ci n'a elle-même constitué qu'un cas de la Guerre froide considérée globalement où, par-delà l'hostilité ouverte manifestée de part et d'autre, la limitation a principalement porté sur les moyens employés par les belligérants (Aron : 1951a, 209). Même dans le cas de ce qu'Aron appelle la « guerre chaude locale » (Aron : 1962a, 380), où les deux Grands s'affrontaient par le biais d'acteurs tiers en conflit, l'affrontement est demeuré

circonscrit ou modéré, dans la mesure où on avait affaire là à une limitation des finalités qui s'exprimait en termes géographiques, lesquels indiquaient explicitement la volonté de contenir l'étendue et la portée du conflit et d'éviter son expansion progressive.

Le maintien du dialogue entre les parties, même indirect, est donc la caractéristique principale des conflits limités (la guerre totale, au contraire, ne permet pas, par définition, le dialogue, puisque l'extermination de l'adversaire n'est pas négociable). Le conflit limité constitue en fait un facteur à la table des négociations ; il vise à reprendre ou à conduire ces dernières sur la base d'un nouvel état d'équilibre. En un certain sens, on pourrait dire que la guerre limitée, où le politique ne perd jamais de vue les finalités poursuivies et les rappelle inlassablement aux militaires sur le terrain et où la possibilité d'une négociation et d'une entente est à l'horizon, est à la guerre considérée dans l'absolu ce que l'idéalisme conçu comme persistance de l'idéal régulateur de la raison, est au tissu social-historique même le plus déchiré.

Cela dit, l'aspect limité des conflits peut être associé à un niveau de violence élevé et rendre ainsi difficile voire dans certains quasiment inenvisageable le dialogue. De même, la rationalité politique qui détermine les limites du conflit peut n'être pas partagée par le commandement militaire, qui supporte mal d'être contraint par des données étrangères à l'efficacité opérationnelle. Les responsables politiques auront dès lors à agir pour demeurer maîtres de la situation et faire prévaloir la logique politique sur la logique purement militaire. Un des premiers

défis sera alors de savoir terminer une guerre sans victoire, malgré les pressions. Savoir s'arrêter à temps, savoir estimer la probabilité des coûts au regard de l'éventualité des gains, savoir négocier sans avoir atteint la totalité des objectifs initialement recherchés, telles sont alors les difficultés majeures auxquelles se trouvent confrontés les décideurs politiques. En tout temps, la souveraineté doit demeurer entre les mains du politique.

Une autre grande difficulté dans la gestion des conflits limités est qu'ils ne méritent souvent ce qualificatif que pour l'un des partis en présence ; il est en effet exceptionnel que les deux antagonistes s'accordent sur des normes communes de modération. La valeur des fins politiques en jeu peut être limitée pour l'un des adversaires alors qu'elle peut avoir une valeur absolue pour l'autre, qui suivra alors naturellement une logique différente. La perception que chacun des adversaires a de l'autre devient alors un facteur déterminant. Aron dira ainsi :

« Ce que l'expérience vietnamienne [...] a [...] enseigné aux responsables de l'action extérieure des États-Unis, c'est la limitation de leur autonomie et par rapport à leur opinion publique et par rapport au système interétatique, c'est aussi l'inutilité, pour atteindre certains buts politiques, des armes que l'on n'emploie pas et que l'adversaire ne craint pas pour la simple raison qu'il sait qu'elles ne seront pas employées » (Aron :1976, vol. II, 153).

Il est rare qu'un État s'engage explicitement dans une guerre totale. C'est le fait que certains enjeux ne se prêtent pas à la négociation ou au dialogue tacite entre les belligérants et sont, en soi, propices à un glissement vers une forme autre que

celle déterminée initialement par le politique, qui fait que le passage s'opère de la guerre limitée à la guerre totale :

« La guerre pour le sol qu'un seul possède et la guerre pour l'empire qui ne se partage pas, semblent exclure les règlements par la négociation ou compromis que l'on peut aisément concevoir chaque fois que le sort d'une province, le tracé d'une frontière est l'enjeu, ou l'orgueil dynastique, le plaisir de guerroyer l'origine du conflit. Il n'est que deux autres types d'hostilités, sinon de guerre, en apparence aussi rebelles à l'esprit de paix : ceux qui concernent l'existence des États et la croyance des citoyens » (Aron : 1957a, 337).

La guerre totale origine le plus souvent d'une transformation de la guerre limitée, du fait de la prise de conscience d'un irréductible antagonisme entre adversaires ou encore d'une subordination des volontés politiques à une logique propre de la volonté armée. Dans le second cas, la violence peut s'exacerber jusqu'au paroxysme si rien n'est fait car laissé au penchant naturel de l'action militaire, un conflit limité ne peut que devenir total. Mais s'il arrive qu'une telle dérive est finalement acceptée par le politique, elle est moins liée aux moyens militaires employés qu'à ce qui apparaît comme l'impossibilité de la coexistence entre les divers parties. Pour Aron, les guerres puniques, la guerre de Sécession américaine, les deux guerres mondiales, ont vu l'usage de moyens très différents ; elles n'en sont pas moins, les unes et les autres, des guerres que personne ne voulait totales mais qui le sont cependant devenues (Aron : 1962, 148-154).

C'est donc l'absence de limite politique claire qui définit la guerre totale, avec un effacement du contrôle politique. L'un des traits du XX<sup>e</sup> siècle est d'y avoir cédé souvent. La combinaison formée par le nationalisme et le fanatisme, par

l'industrialisation de la guerre et les avancées technologiques en matière d'armement, sont parmi les principaux éléments qui ont contribué à cette radicalisation :

« La série qui mène à la guerre totale est la plus logique, celle qui, vue rétrospectivement, a laissé le moins de part aux initiatives individuelles, aux accidents imprévisibles. A partir de la conscription et de l'industrie moderne, la guerre devenait d'elle-même hyperbolique, à moins que les hommes d'État n'eussent la sagesse improbable de renoncer à certaines virtualités du système » (Aron : 1951, 201).

Les fins tendent, par définition, à éloigner de la négociation quand ce sont des valeurs ou des idées qui sont en jeu ; le nationalisme, l'idéologie et la religion sont, à ce titre, des vecteurs de guerre totale. Les buts s'expriment alors en termes dichotomiques ; la victoire ne s'exprime que dans l'aboutissement qu'est leur triomphe. C'est ce qu'illustre au mieux le conflit de 1939-45, quand chacun exigeait la reddition inconditionnelle de l'autre. On perd ou on gagne totalement ; on mise tout ce que l'on a, parce qu'il s'agit de vie ou de mort. Koutouzov n'hésite pas à dévaster le sol de sa propre patrie devant les armées de Napoléon parce qu'il a compris que la guerre qui se livrait était une guerre totale, définitive (Aron : 1976, vol. I, 406) ; pour des raisons identiques, un comportement similaire sera adopté d'abord devant les troupes allemandes en U.R.S.S. durant la Deuxième guerre mondiale et ensuite par les Allemands eux-mêmes devant l'avancée soviétique.

La guerre totale suppose par définition l'emploi de tous les moyens contre l'adversaire, quelle que soit leur atrocité. Joseph Goebbels l'affirme sans équivoque

dans son discours du 18 février 1943 : « La question n'est pas de savoir si les méthodes utilisées sont bonnes ou mauvaises, mais si elles conduisent au but. En tout cas, en tant que gouvernement du national-socialisme, nous sommes désormais décidés à tout [...] » (cité dans Durand : 1997, 286). Parce qu'il s'agit de vie ou de mort, l'usage de tous les moyens, de toutes les méthodes, l'attaque de toutes les cibles, deviennent politiquement légitimes.

« Ah ! C'était une heureuse invention que ce bel art, ce beau système de guerre moderne qui ne mettait en action que certaine quantité de forces consacrées à vider les querelles des nations et qui laissait en paix tout le reste » (Guibert : 1977, 283).

La nostalgie du comte de Guibert se renforce aujourd'hui de la possibilité de conflits totaux conduits avec des armements modernes. Sun Tzu déjà l'affirmait : « Il n'y a jamais eu de conflit illimité dont un pays ait bénéficié » (Sun Tzu : 1971, 73). Cette évidence énoncée il y a 2 500 ans se renforce aujourd'hui de la menace des armes nucléaires et de l'extraordinaire puissance de destruction des armements conventionnels. L'évidence de la monstruosité des guerres modernes laissées à leur propre logique renforce pour Aron la nécessité du contrôle politique de la force. Les développements technologiques exercent à ce titre des influences opposées. D'un côté, ils accroissent le caractère technique de l'art militaire et tendent à constituer en hiérarchie un ensemble de spécialistes techniques de la grande administration, détenteurs, suivant Weber, de pouvoirs considérables au sein de la machine bureaucratique. La technologie, en somme, nourrit le risque de guerre totale. De l'autre, par le biais des progrès réalisés dans le domaine des systèmes de

communication, les progrès technologiques facilitent le processus de contrôle direct et multiplient les effets de l'emploi maîtrisé de la violence. En outre, le caractère destructeur des armes tend à dissuader les protagonistes de s'en servir, puisque la réplique de l'adversaire risque de provoquer des dégâts apparentés chez soi à ceux que l'autre subit.

Malgré les tendances qui poussent à la guerre totale, Aron persiste à penser que la balance penche plutôt en faveur du contrôle de la violence et des effets de son emploi. C'est le caractère dévastateur de l'armement qui semble ici constituer le facteur décisif : « Qui mettrait le feu à la maison de son voisin s'il était sûr d'allumer un incendie qui ne l'épargnerait pas » (Aron : 1957a, 270-271) ?

« [...] aucun conflit ne devrait conduire les Grands à une guerre d'extermination, quelque fussent les armes employées, parce qu'aucun enjeu ne justifie une lutte à mort et le suicide commun (Aron : 1957a, 311).

Le paradoxe, ici, est que le maintien d'un horizon de négociation possible voire d'une éventuelle réconciliation par-delà le conflit soit logé non dans une conscience morale ou une conscience de l'appartenance à une humanité commune persistante envers et contre tout mais plutôt dans le caractère simplement inacceptable des destructions que font entrevoir la force des armes (nucléaires en particulier). L'idéalisme, si c'est bien le mot qui convient encore, apparaît ainsi au creux de ce qui en même temps nourrit le réalisme le plus froid, le plus dénué de tout horizon humain.

La sagesse et l'histoire imposent par ailleurs la prudence ; il serait bien imprudent de penser l'avenir comme étant immunisé contre la possibilité d'une

guerre totale sans penser la mise en place des paramètres politiques afin de contenir les excès de la guerre.

---

#### 4.2.1 LA GUERRE À L'ÂGE NUCLÉAIRE : TOTALE OU LIMITÉE ?

---

Dans *Paix et guerre entre les nations*, Raymond Aron décrit la Guerre froide comme étant à la fois « dissuasion, persuasion et subversion », c'est-à-dire « trois modalités de la stratégie diplomatico-militaire » (Aron : 1962, 169). La discussion qui suit portera principalement sur la notion de dissuasion qu'Aron a développée dans ses écrits sur l'impact de l'arme nucléaire sur les relations Est-Ouest et qui illustre la possibilité d'une limitation du conflit même dans le cas d'un désaccord idéologique apparemment insurmontable et qui devrait logiquement nourrir le choix de la guerre totale.

En 1951, dans *Les guerres en chaînes*, Aron soulève l'opposition entre les notions de représailles massives et de réplique souple, favorisant cette dernière (Aron : 1951a, chap. XII). La doctrine américaine de l'après-guerre, explique-t-il, reflétait la confiance des États-Unis que nourrissait leur monopole de l'arme atomique, qui les amenait à croire qu'ils pouvaient contenir les ambitions de Staline simplement en usant de la menace qu'elle constituait (Aron : 1951a, 192). Cet avantage atomique s'est alors traduit dans le choix d'une réduction des forces conventionnelles à un niveau inférieur à celui des Soviétiques. Or pour Aron, l'avantage atomique ne pouvait être ainsi dissocié de l'utilisation des armes classiques (Aron : 1951a, 264). En effet, selon lui la doctrine américaine était

fatalement fondée sur une approche du « tout ou rien » et conduisait les États-Unis à une impasse : dans une situation d'agression limitée et locale, les autorités américaines étaient désormais placées entre le choix impossible de rester en marge ou de déclencher une attaque nucléaire.

Le constat de cette faiblesse, la perte du monopole nucléaire en 1949 et la guerre de Corée ont ainsi fait évoluer la doctrine stratégique américaine. L'Europe faisait alors face, selon Aron, à un choix politique historique :

« [...] ou bien s'agréger à la zone soviétique, ou bien résister à l'infiltration communiste et à la pression extérieure de l'Union Soviétique aussi longtemps que les canons se taisent et capituler au lendemain du jour J, ou bien enfin prendre appui sur le Nouveau Monde et tâcher d'acquérir les moyens de se défendre » (Aron : 1951a, 269).

Cette situation a relancé le débat sur le réarmement conventionnel, en Europe et a poussé à l'unification des forces occidentales sous l'égide de l'OTAN. Bien qu'il ait jugé valables certains arguments contre le réarmement conventionnel, particulièrement ceux dirigés contre le rétablissement d'une force militaire en Allemagne, Aron a jugé le réarmement bien fondé voire essentiel, puisqu'il garantissait un « équilibre intercontinental » permettant une « situation durable » fondée sur la doctrine de la réplique souple et graduée, qui n'élimine jamais la possibilité d'une négociation, même dans les situations les plus tendues (Aron : 1951a, 269)

*Espoir et peur du siècle*, paru en 1957, a été l'occasion pour Aron de débattre, par-delà la question du rapport entre riposte graduée et représailles massives, de la

question qui commençait à se poser alors du désarmement. Pourrait-on éviter la guerre totale en désarmant les Grands, en les amenant sinon à renoncer à l'usage de l'arme nucléaire du moins à en limiter le développement ? L'argument d'Aron contre le désarmement est classique : ce n'est pas un moyen de mettre fin à la guerre et d'empêcher la guerre totale, puisque la souveraineté des États fait qu'ils « ne peuvent pas ne pas se soupçonner réciproquement » (Aron : 1957a, 246). On ne peut pas simplement substituer une posture morale (la guerre doit être éliminée parce qu'elle est destructrice) à la réalité politique de la concurrence des États. Pour Aron, le désarmement et ultimement l'exclusion de la guerre comme moyen politique exigeraient que les États n'aient plus la possibilité de déterminer la marche à suivre pour défendre leurs intérêts. Or, il est « contradictoire que les États consentent à désarmer s'ils se réservent le droit de se faire justice » (Aron : 1957a, 175). L'opinion favorable au désarmement, dans la pratique, est en contradiction avec le principe de la souveraineté et est donc irréaliste. Cela dit, Aron concède qu'une politique de désarmement peut effectivement contribuer à réduire, voire à éliminer, le développement ou l'utilisation de certaines armes jugées moralement inacceptables. Quelques années plus tard cependant, il précisera à ce sujet que le « désarmement général et total » n'est pas le secret de la paix, puisqu'il résulterait en un déplacement de l'acquisition d'armes plutôt qu'en son élimination, en ce sens que la diminution d'armes nucléaires résulterait dans le développement et l'acquisition d'armes conventionnelles à potentiel destructeur augmenté (Aron : 1962a, 632).

Se référant à l'arme nucléaire, Aron affirme que la victoire suite à la destruction totale de l'État opposé « inflige[rait] à la civilisation une blessure secrète, dont elle ne se guéri[rait] pas » (Aron : 1951a, 209). Mais pour lui, il ne s'agit pour autant de refuser de penser la guerre, celle-ci demeurant une probabilité tant que la société internationale est constituée d'unités politiques indépendantes et souveraines, où chacune possède le droit de recourir à la force. Il faut plutôt continuer à penser un monde où les guerres ne seront pas seulement des guerres de capitulation, mais aussi des guerres de compromis (Aron : 1957a, 303).

#### 4.3 RAYMOND ARON, PENSEUR DE LA STRATÉGIE MODERNE

---

Dans *Espoir et peur du siècle*, et aussi dans *Paix et guerre entre les nations*, Aron propose, comme à son habitude, une analyse compréhensive des formes et des moyens d'action utilisés en fonction d'une fin politique poursuivie sur la scène internationale. C'est la place primordiale accordée à la liberté d'action des unités politiques agissant sur la scène internationale qui fait que l'on doit parler de stratégie à ce niveau plutôt que simplement de politique :

« L'action, au sens fort du terme, ne met pas aux prises un acteur et une matière, mais un acteur et un ou plusieurs ennemis, alliés, spectateurs ; dès lors, plutôt qu'une politique, les acteurs adoptent une stratégie, ce concept évoquant les contraintes auxquelles les soumettent, les incertitudes auxquelles les exposent les réactions, bien ou mal adaptées, de ceux avec lesquels ils jouent ou combattent » (Aron : 1968b, 532).

La stratégie s'élabore en posant un certain rapport entre les moyens disponibles et les fins politiques poursuivies dans un contexte de concurrence et de méfiance réciproque entre les acteurs. Aussi la rationalité appelée à se déployer ici est-elle concrète et imparfaite par définition, du fait que les êtres humains ne sont pas de simples calculateurs mais sont issus de communautés historiques qui pèsent de tout leur poids sur toutes les actions qu'ils posent (Aron : 1989, 28). Pour Aron, la « praxéologie » des relations internationales doit donc, par delà le rapport fin-moyen, se pencher sur l'action prise en son sens le plus large et le plus riche. La praxéologie telle qu'Aron l'entend déborde ainsi la discussion stratégique entendue en un sens étroit et s'oriente vers des considérations politiques et morales au sens large :

« Les États composent une société d'un type unique qui impose des normes à ses membres et pourtant tolère le recours à la force armée. Aussi longtemps que la société internationale conservera ce caractère mixte et, en un sens, contradictoire, la morale de l'action internationale sera, elle aussi, équivoque » (Aron : 1962a, 595).

Pour Aron, il importe de distinguer entre une « morale de la loi », qui prévaut à l'intérieur des frontières de l'État, et une « morale du combat », qui tend à prévaloir à l'extérieur. Sur la scène internationale, les États qui invoquent la morale de la loi dans leurs rapports sont souvent « hypocrites plutôt que vertueux » ; mais la morale du combat ne peut pas être suivie jusqu'au bout non plus, puisqu'elle marquerait la rupture complète du tissu politique et l'entrée dans la logique de la guerre totale. Pour Aron la dynamique ambiguë des relations internationales ne permet donc de suivre jusqu'au bout ni la morale de la loi et ni la morale du combat.

On ne peut, autrement dit, ni faire comme si la paix était en tout temps possible (idéalisme), ni faire comme si la guerre était partout et toujours (réalisme). Pour Aron, la stratégie déployée par les États relève plutôt d'une morale qui dépasse celles de la loi et du combat et qu'il désigne comme la « morale de la sagesse ». Celle-ci

« [...] s'efforce de considérer chaque cas en ses particularités concrètes, mais ne [méconnaît] aucun des arguments de principe et d'opportunité, [ni n'oublie] les rapports de force [et] les volontés des peuples. Parce qu'il est complexe, le jugement de la sagesse n'est jamais incontestable et il ne satisfait pleinement ni les moralistes ni les disciples vulgaires de Machiavel » (Aron : 1962a, 596).

Selon Aron, la « morale de la sagesse » ne résout pas tous les problèmes ; mais elle permet d'espérer trouver pour chaque situation concrète le compromis le plus acceptable. À ce niveau, l'apparition des armes nucléaires ne change rien, même si elle fait émerger une nouvelle conception du compromis et de la paix : la « paix par la peur » (Aron : 1962a, 623). Celle-ci peut revêtir trois formes :

« La thèse extrême serait celle de la *généralisation et de la durée possibles* de la paix par la peur : la diffusion des armes atomiques ou thermonucléaires créerait de proche en proche, entre tous les États, le même genre de paix que celui qui règne aujourd'hui entre États-Unis et Union Soviétique. Une deuxième version serait celle de la paix entre États possesseurs d'armes thermonucléaires, ceux-ci se refusant à se battre l'un contre l'autre, même avec les armes classiques, de crainte d'une ascension aux extrêmes. Enfin, une troisième version, la plus modeste, se bornerait à poser que la guerre thermonucléaire n'aura pas lieu, les belligérants, même s'ils disposent des ces armes, se refusant, par crainte de représailles, à les employer » (Aron : 1962a, 624 – en italique dans le texte).

De cela, il ressort que la dissuasion constitue une interaction stratégique logée dans une sorte d'entre-deux, c'est-à-dire entre un état de paix durable et un état de guerre totale. Si elle est conditionnée par le caractère destructeur des armes nucléaires, elle dépend de la volonté et de la sagesse des acteurs de se soumettre à une morale imparfaite mais seule praticable : « La stratégie de dissuasion est une épreuve de volonté dont la technique des armes et de véhicules porteurs détermine les conditions mais non l'issue » (Aron : 1962a, 409).

Ce qui précède montre que l'âge nucléaire ne fait pas sortir, contrairement à ce que l'on pourrait spontanément croire du cadre tracé par Clausewitz. Certes, Il pourrait sembler, écrit Aron, que « [l]'échange de bombes thermonucléaires ne serait pas à proprement parler, la continuation de la politique par d'autres moyens » (Aron : 1962a, 435). En effet,

« [c]omment la destruction de villes, l'extermination aveugle d'êtres humains par des bombes thermonucléaires pourraient-elles être regardées comme un moyen, comparable à n'importe quel autre, d'attendre les fins que se proposent normalement les États? La guerre ne constitue qu'une phase, ou même une composante de certaines phases, du commerce entre les États ; l'usage effectif de ces armes éliminerait la signification humaine de ce commerce, l'épreuve des volontés faute de laquelle se ne subsisterait que l'épreuve de forces brutes » (Aron : 1976, vol. II., 139).

Cependant, Aron répugne à tirer de cet argument la conclusion que l'arme nucléaire en elle-même réfute Clausewitz et rend obsolète son œuvre (Aron : 1962a, 434). Évidemment, son utilisation marquerait l'entrée dans la guerre totale et la rupture de tout tissu politique. Mais le fait même qu'elle ne soit pas utilisée et

qu'elle semble ne pas pouvoir l'être sur le terrain fait bel et bien de cette arme un outil politique (la plus dangereuse de toutes, cela dit, étant donné les risques d'escalade et de débordement), de telle sorte que

« [n]ous ne sortons donc pas du cadre tracé par Clausewitz de la rivalité permanente des États, de leur commerce tour à tour pacifique et belliqueux, de la référence à l'emploi possible de la force en temps de paix, de la référence aux buts politiques en temps de guerre. Bien plus, cette solidarité, inévitable et rationnelle, de la stratégie et de la diplomatie n'a jamais été aussi indissociable qu'aujourd'hui où les appareils thermonucléaires sont presque continuellement en état d'alerte, dirigés l'un contre l'autre alors même que les chefs d'États ennemis délibèrent » (Aron : 1962a, 435).

---

#### 4.3.1 FINALITÉ POLITIQUE ET FINALITÉ MILITAIRE DANS LA STRATÉGIE

---

Pour Aron la stratégie se déploie en dédoublant, en quelque sorte, la notion de finalité : la finalité politique, c'est-à-dire la fin *de* la guerre, fonde la légitimité des fins poursuivies *dans* la guerre et est aussi la condition de l'efficacité de l'action militaire.<sup>51</sup> Le principe de finalité politique, autrement dit, structure l'action militaire et lui donne son sens. Toute la question concerne le comment du maintien de cette relation alors que le militaire tend à imposer sa logique propre.

Les décideurs politiques peuvent modeler les stratégies militaires puisqu'ils exercent une influence dominante sur le développement des doctrines stratégiques de même que sur la fabrique morale, l'*ethos*, des dirigeants militaires. On pourrait

---

<sup>51</sup> C'est pourquoi Aron n'a jamais pu concevoir l'idée d'une armée européenne. Il ne peut y avoir une armée européenne sans qu'il n'y ait une autorité politique européenne.

dire en ce sens qu'à l'origine des deux guerres mondiales qu'a connues le XX<sup>e</sup> siècle se trouvent des finalités politiques élaborées au XIX<sup>e</sup> siècle, par exemple l'émancipation nationale :

« La nation passait, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, pour le chef-d'œuvre de l'histoire, pour l'accomplissement d'un effort séculaire. Les hommes créaient ensemble une culture et, un plébiscite chaque jour renouvelé, décidaient de vivre ensemble. Chaque nation affirmait sa propre indépendance en même temps que le respect pour celle des autres » (Aron : 1962a, 297).

La réforme des unités politiques en fonction du mouvement des nationalités a certes été au fondement de la première guerre générale du XX<sup>e</sup> siècle (Aron : 1961, 183). Pour Aron, il ne fait aucun doute que « l'acte d'accusation contre les nations est indiscutable et convaincant » (Aron : 1962a, 297). Mais cela admis, on doit constater qu'une fois les passions nationales mises en jeu, la première guerre du siècle glisse « vers la forme absolue d'une guerre dont les belligérants sont incapables de préciser l'enjeu politique » (Aron : 1962a, 39). Que la logique militaire s'autonomise à l'égard de la logique politique ou que celle-ci démissionne et laisse se déployer la montée aux extrêmes, il reste qu'on assiste alors à un déséquilibre catastrophique entre les deux logiques. De même, au cours de la Deuxième guerre mondiale, la substitution de l'objectif militaire – la reddition inconditionnelle – à une finalité politique – la paix – est illustrée par « le général Giraud, soldat qui n'avait pas médité Clausewitz », qui défendait dès 1942 un seul but, la victoire. En « exigeant la capitulation inconditionnelle, un chef de guerre civil témoignait naïvement de son incompréhension des liens entre stratégie et

politique », ajoute Aron (Aron : 1962a, 39). Il faut constater, écrit Aron, que les Alliés, « à aucun moment », ne

« s’interrogèrent sérieusement sur les objectifs qu’ils avaient une chance d’atteindre sans victoire absolue : le désarmement de l’ennemi, la paix dictée et non négociée devinrent le but suprême de la guerre. Celle-ci se rapprocha de sa forme absolue, dans la mesure où les hommes d’État abdiquaient au profit des chefs d’armées et substituaient aux buts politiques, qu’ils étaient incapable de déterminer, un but strictement militaire, la destruction des armées ennemies » (Aron : 1962a, 38).<sup>52</sup>

Du côté de l’Allemagne, le manque de clarté dans les objectifs politiques de la campagne de Russie dès 1941 a résulté en une dissension entre l’état-major de la Wehrmacht et Hitler. Celui-ci n’avait pas d’objectif politique précis et s’est ainsi laissé emporté par des objectifs militaires (Aron : 1976, vol. II, 88-89). L’aventure dans la région du Caucase riche en pétrole, le siège de Leningrad et plus encore celui de Stalingrad ne devaient pas constituer des fins en soi, des fins *de la* guerre, mais bien seulement des objectifs militaires, des fins *dans la* guerre, permettant de réaliser la fin politique. Ce sont là pour Aron des contre-exemples qui doivent agir comme le motif d’une pensée stratégique qui, au contraire, conserve un rapport de subordination du militaire au politique.

C’est en effet au politique qu’il revient d’intégrer verticalement l’action militaire à la réalisation des fins ultimes. La tendance à l’autonomisation des efforts militaires est une constante et seul le recours à une « raison supérieure » permet

---

<sup>52</sup> Mais on pourrait aussi voir dans la Deuxième guerre mondiale une coïncidence entre la logique militaire et la logique politique, puisqu’on pouvait raisonnablement estimer qu’il n’y avait aucune négociation possible avec l’Allemagne national-socialiste.

l'émergence d'une direction générale, permettant de prioriser l'importance des actions militaires et de conduire l'arbitrage requis pour la répartition des ressources sur ce terrain. Pour cela, il faut avant tout que l'objectif politique ait été clairement défini.

Si les objectifs militaires successifs peuvent varier dans le temps selon la situation, selon la fortune ou l'infortune de la guerre, il reste que « les guerres ne prennent leur sens qu'à la lumière de la politique » (Aron : 1976, vol. II, 190). Si c'est souvent l'inverse qui prévaut, cela est souvent dû, selon B.H. Liddell Hart, à un désintérêt du politique pour le militaire, par exemple à une ignorance de la part des autorités politiques des moyens militaires à leurs dispositions (Aron : 1991, 338). Aussi, comme Machiavel et Clausewitz avant lui, Aron estime-t-il essentiel que les autorités politiques soient impliquées dans les affaires militaires tant en temps de paix qu'en temps de guerre. Il faut non seulement, en temps de guerre, mettre en place les conditions d'une paix à venir, mais aussi, en temps de paix, comprendre pleinement les conséquences et les implications de l'usage de la force légitime- au même titre qu'il est important de comprendre le potentiel et les limitations de la diplomatie, de l'économie, etc. :

« La rationalité commande [...] de songer à la paix, en dépit du vacarme des combats, de ne pas oublier la guerre, en dépit du silence des armes. Le commerce des nations est continu, la diplomatie et la guerre n'en sont que les modalités complémentaires, l'une ou l'autre dominant tour à tour, sans que jamais l'une s'efface entièrement au profit de l'autre, sinon dans les cas-limites soit d'inimitié absolue soit d'amitié ou de fédération totale » (Aron : 1962a, 52).

Aron soutient ainsi que la vision politique doit constamment être à la source des réflexions opérationnelles, que c'est à partir de l'intention politique que doit être conduite l'analyse des voies et des moyens militaires. L'emploi des forces armées constitue en ce sens bel et bien l'un des outils à la disposition du politique ; il s'intègre dans une stratégie globale qui combine les différents instruments de la puissance pour établir la combinaison des moyens susceptibles de mener à la concrétisation d'une vision politique.

Le nouvel équilibre après la cessation des hostilités, c'est l'état de paix. C'est ce nouvel état, cette nouvelle situation stratégique et politique finale dont les caractéristiques doivent être claires à l'esprit de celui qui décide du recours à la guerre, « puisqu'en dernière analyse la fin de la guerre est la paix ou une certaine paix » (Aron : 1976, vol. I, 158). Aussi le responsable politique doit-il déterminer les indicateurs de succès qui permettront aux militaires d'apprécier l'atteinte des objectifs assignés et graveront dans leur esprit les limites de leurs actions.

---

#### 4.3.2 DIFFICULTÉS INHÉRENTES AU CONTRÔLE POLITIQUE : DU POLITIQUE AU MILITAIRE

---

Le contrôle politique exercé sur le militaire ne peut se limiter selon Aron à la définition des finalités, mais doit se poursuivre dans la conduite même de cette dernière. Or, le contrôle politique est une affaire délicate, puisque les logiques politiques et militaires sont naturellement divergentes et que l'équilibre à atteindre est fragile et difficile à acquérir (Aron : 1976, vol. II, 195-197). La conduite de la guerre étant devenue de plus en plus complexe et technique, le politique a eu,

depuis les guerres napoléoniennes, tendance à se laisser intimider par ce nouvel état de fait. En outre, Aron constatera qu' « en une évolution progressive, depuis un siècle et demi, les traditions politiques et spirituelles, qui imposaient des limites aux moyens de combats et aux bénéfices de la victoire, se sont effacées » (Aron : 1944, 283).

La question de la subordination à une finalité politique – la fin *de la* guerre – de l'exécution militaire – la fin *dans la* guerre – met en scène deux logiques qui ne sont ni de même nature ni de même portée. Comme il n'y a pas d'autres possibilités que de subordonner le point de vue militaire au point de vue politique, cette situation est source de tensions. La définition des objectifs politique et militaire ne répond pas aux mêmes critères. Le décideur politique cherche à conserver une certaine liberté de manœuvre face à ses propres positions, choix et opinions, de même que face à l'adversaire. La définition d'objectifs politiques privilégie des approches manifestant souplesse et adaptation aux événements ; elle est donc prudente lorsqu'il s'agit d'établir des objectifs fixes, qui pourraient contraindre les actions. À l'inverse, la détermination d'objectifs militaires favorise la clarté et ce qui est concevable. Alors que les objectifs politiques peuvent être flous et imprécis, il ne peut en être de même pour les objectifs militaires. C'est pour ces raisons que le général MacArthur, par exemple, constatait devant le Sénat américain que « [a]ll my efforts since China has been involved [in the Korean conflict] have consisted in obtaining a definition, a military definition of what I had to do. »<sup>53</sup>

---

<sup>53</sup> US Senate, *Military Situation in the Far East*, 82<sup>nd</sup> Congress, 1<sup>st</sup> session, 1951.

Il ne fait aucun doute pour Aron que le politique ne peut se limiter aux seules fins *de* la guerre, ce qui supposerait laisser les choix des moyens aux chefs militaires (Aron : 1976, vol. I, 167-168). Il ne s'agit pas ici de légitimer une ingérence politique dans la conduite des opérations militaires elles-mêmes ; plutôt, il s'agit d'assurer la domination politique de la conduite générale de la guerre. L'équilibre à atteindre est ici particulièrement difficile et subtil. Si Aron, se référant à Clausewitz, est parfaitement clair quant à la nécessité d'une subordination du militaire à la volonté politique, il estime dangereuse l'ingérence politique dans la stratégie militaire proprement dite : « Tout comme celui qui ne parle pas bien une langue dit quelquefois autre chose que ce qu'il voudrait dire, la politique donne souvent des ordres qui ne correspondent pas à ses intentions » (Clausewitz : 1955, 707 ; Aron : 1976, vol. I, 177). Clausewitz estimait important que les responsables politiques sachent arrêter leurs interventions là où commence leur incapacité technique :

« [...] l'objectif politique n'est pas [...] un législateur despotique ; il doit s'adapter à la nature des moyens dont il dispose, ce qui l'amène souvent à se transformer complètement [...]. L'art de la guerre en général, et du commandement dans chaque cas d'espèce, peut exiger que les tendances et les intentions de la politique ne soient pas incompatibles avec ces moyens [...] » (Clausewitz : 1955, 67).

Cela est d'autant plus difficile qu'au delà de la définition des fins, une responsabilité des décideurs politiques consiste à définir l'allocation des ressources de toute nature que la nation entend consacrer à l'effort de guerre, ce qui a un impact certain sur la détermination de la stratégie militaire. Si l'objectif politique, mobile initial de la guerre, déterminera les efforts militaires à fournir, l'élaboration

de ceux-ci dépendra des ressources dévolues. La sagesse du prince, c'est en effet de ne pas concevoir de fins sans en même temps concevoir les moyens pour les atteindre :

« La stratégie consiste toujours à choisir les moyens adaptés aux fins que l'on vise [...]. Or c'est la politique qui spécifie globalement l'ensemble et qui, par conséquent, détermine la stratégie au sens large du terme, aussi bien le plan que la conduite de la guerre » (Aron : 1976 vol. 1, 181).

Aron dira ainsi que l'action politique se définit par sa fin mais que celle-ci ne peut être atteinte que si le politique fait usage des moyens opportuns avec efficacité et pleinement conscient des possibilités et des limitations qu'ils comportent. Parlant de la défaite des «vieilles monarchies » de la Première guerre mondiale, il dira que « la politique a causé les défaites parce qu'elle était erronée, elle avait porté sur la guerre réelle un jugement contraire à la nature de celle-ci » (Aron : 1976, vol. 1, 177). En somme, la méconnaissance des moyens par les autorités politiques peut se traduire par l'incapacité d'assurer un contrôle réel sur ceux-ci. À l'instar de Clausewitz, Aron dira d'ailleurs que « la guerre [...] a une grammaire propre » (1976 : vol. I, 177) ; les autorités politiques ne peuvent avoir recours à la guerre sans, au préalable, avoir pris connaissance de cette grammaire.

La corrélation des fins et des moyens dont il est question ici est une activité qui devrait être rationnelle mais qui, comme la guerre elle-même, est marquée d'une part d'intuition qui pèse lourd sur la qualité des analyses et du jugement. La juste appréciation des différents facteurs fait appel autant à l'intuition qu'aux capacités intellectuelles ; maîtriser cette complexité par un examen purement abstrait est

rarement possible. Puisqu'il n'y a pas de processus pleinement rationnel pour la définition des fins et des moyens et que la guerre a une « grammaire qui lui est propre », les différentes solutions de l'équation se découvrent forcément tout au long d'un processus itératif (Aron : 1976, vol II., 355).<sup>54</sup>

\*

\*      \*

L'expérience démontre que l'existence d'une finalité politique commune, qui relève d'un exercice délicat dans le cadre national, tient du défi lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre une coalition. La difficulté des rapports entre stratégie et politique s'accroît en fonction du nombre des participants ; plus celui-ci est élevé, plus il est difficile de vivre ensemble et de circonscrire le lieu politique de l'action commune. Cette difficulté est par contre un mal nécessaire ; Aron estime en effet que les changements dans les capacités militaires font que les États démocratiques de puissance moyenne, comme la France, ne peuvent combattre les tyrannies sans joindre dès le temps de paix une coalition militaire (Aron : 1944, 28 ; 1962 : 55, 145).

---

<sup>54</sup> Aron estime important de préciser que la capacité à déterminer la finalité politique de la guerre varie en fonction du type de régime politique. Un régime politique de type dictatorial tel celui de Hitler et Staline permet une plus grande liberté lorsqu'il s'agit de définir la fin politique et les moyens requis afin d'y parvenir. À l'inverse, dans un régime démocratique, le décideur politique ne peut s'émanciper complètement la volonté populaire, de sorte que sa liberté d'action est contrainte par les règles du jeu démocratique : « La vie d'une démocratie, celle des pouvoirs publics comme celle des citoyens, est à tel point bouleversée par une mobilisation qu'on se résout rarement à une telle mesure avant le premier coup de canon et qu'on l'annule plus rarement encore, une fois qu'on l'a prise » (Aron : 1947, 28). Aron illustre cette observation par l'influence que l'opinion américaine a eue sur les autorités politiques entre le début de la guerre et l'attaque de Pearl Harbour. Par ailleurs, après la guerre, les démocraties n'ont pu garder leurs armées mobilisées avec autant de liberté que les dictatures de type soviétique.

La première difficulté ici consiste à cerner la « raison d’agir ensemble », puisqu’une coalition est constituée d’une association de volontés politiques ainsi que d’une communauté d’intérêts. Si ces regroupements trouvent parfois leur fondement dans la conscience d’un intérêt partagé, la définition précise de l’intention politique commune reste un exercice difficile. La deuxième difficulté consiste à préserver dans le conflit la cohésion de la coalition (Aron : 1962a, 145-146). Les fortunes de guerre affectent de manière différente les parties contractantes ; l’alliance peut devenir fragile si le poids des divergences vient à dépasser celle du dénominateur commun. Si l’adversaire est habile stratège, l’une de ses premières visées sera l’éclatement de la coalition qu’il combat. La troisième difficulté consiste, à la fin de la guerre, à s’entendre sur les conditions de la paix. Si le sens de l’objectif partagé cimente l’action, les intérêts particuliers reprennent leurs droits dès que la cohésion n’est plus nécessaire. On peut donner comme exemple la communauté d’intérêt et d’action de la Grande Alliance, qui n’a pas résisté longtemps à la chute de Berlin.

---

#### 4.3.3 DIFFICULTÉS INHÉRENTES AU CONTRÔLE POLITIQUE : DU MILITAIRE AU POLITIQUE

---

Comme Don Ferdinand, premier roi de Castille, le rappelle à Don Sanche : « Votre raison n’est pas raison pour moi ; vous parlez en soldat. Je dois agir en roi ». <sup>55</sup> Le principe, toutefois, est aussi simple à exprimer que difficile à traduire

---

<sup>55</sup> Corneille, *Le Cid*, acte II, scène 6.

dans la réalité. Il implique en effet non seulement l'affirmation par le politique des finalités qu'il poursuit mais tout aussi bien par la subordination des stratégies militaires aux objectifs politiques.

La stratégie militaire se matérialise lorsque les intentions et les fins politiques sont traduites en objectifs militaires et mises en œuvres par des plans opérationnels ; mais inversement, on doit être averti que ces derniers façonnent les attitudes sociales et politiques de la nation et des décideurs politiques : « La fin politique [...] et l'objectif militaire qui en est le moyen [...] s'impliquent mutuellement » (Aron : 1976, vol. I, 145). Se référant à la campagne de Napoléon en Russie, Aron affirme ainsi que

« [l]'hétérogénéité des moyens tactiques et de la fin stratégique, de l'engagement militaire et de l'enjeu politique donne à la guerre, considérée globalement, une structure radicalement différente de la structure d'un jeu de stratégie. L'enjeu apparent ou initial d'un conflit ne subsiste pas tel quel à mesure que se déroulent les hostilités. Non pas seulement parce que le vainqueur sur le champ de bataille ne s'en tient pas à ses premières exigences, mais parce que le coût des combats devient une partie de l'enjeu. Le vaincu ne perd pas seulement une province mais des hommes, une armée, du prestige, sa position dans le système interétatique » (Aron : 1976, vol. II, 163).

Une des difficultés propres aux rapports entre les plans politique et militaire tient à ce qu'ils peuvent progressivement mener à la création d'un environnement rigide. Dans ce jeu interactif entre volonté et fins politiques et stratégie militaire on retrouve deux bureaucraties, l'une politique et l'autre militaire, chacune constituant un acteur propre, chacune ayant une culture qui lui est particulière, l'une et l'autre

partenaires et concurrentes à la fois. La rivalité du pouvoir civil et du pouvoir militaire est donc, en temps de guerre, un phénomène presque inévitable.<sup>56</sup>

Un autre facteur qui milite en faveur de l'autonomisation de la logique militaire est la technicité croissante du métier, qui pousse le décideur politique à s'effacer devant le professionnel de la mise en œuvre de la force. La plus grande partie de la réflexion sur son emploi a d'ailleurs à peu près toujours été l'affaire des professionnels de la guerre, ce qui a résulté en une tendance naturelle à faire perdre de vue l'objectif politique initial au profit du but militaire.

En somme, la vie propre de la guerre, c'est de porter dans son essence les germes de sa résurgence, c'est d'être sans cesse recommencée : la « guerre est [...] non pas seulement endémique en toutes civilisations, toutes les époques, mais constante en sa nature et ses formes. » (Aron : 1962a, 335). Une fois « libérée », en effet, la violence militaire tend à suivre ses propres voies. Loin d'être un élément inanimé, la guerre possède une vie porteuse de conséquences inattendues et complexes, souvent bien différentes des fins pour lesquelles elle avait été mise en œuvre. La guerre et ses conséquences, quels qu'en soient les horizons, ne sont jamais ni prévisibles, ni maîtrisable, ni définitives ; elle doit donc être maniée avec une extrême précaution. Sa tendance naturelle ou sa stricte logique, pour reprendre des expressions clausewitziennes, en font un outil capricieux, d'usage malaisé, aux résultats incertains : c'est pourquoi pour Raymond Aron sa mise en œuvre ne peut

---

<sup>56</sup> Pour Aron, chaque bureaucratie crée sa propre religion et chaque religion est coiffée de ses grands prêtres (Aron : 1944, 72-77, 337).

s'effectuer sans un encadrement politique, toujours hasardeux à réaliser, par ailleurs.

\*

\*       \*

Raymond Aron estime que la force est un cercle vicieux, ou plutôt une spirale, à moins que son application ne soit contrôlée par les décideurs politiques. Alors que l'instinct combatif est indispensable au succès sur le champ de bataille, il doit pourtant absolument être retenu par le politique. Le mirage de la victoire conduit souvent aux excès, et ce d'autant plus que l'effort initial a été important ; la justification des pertes et destructions déjà subies finit par motiver l'achèvement des fins, même si cela implique d'élever encore le niveau de violence. Selon Aron, la logique de l'action militaire, si elle n'est pas solidement encadrée par l'autorité politique, peut conduire à la substitution des fins *de la* guerre par les fins poursuivies *dans la* guerre. C'est ce qu'il faut éviter à tout prix, pour éviter le risque d'une disparition du politique, qui ne se sépare jamais de l'horizon, même constamment repoussé au loin, d'une réconciliation des êtres humains entre eux – au profit d'une logique fondée sur le réalisme pur, où l'état de guerre paraît impossible à surmonter, même si ce n'est que temporairement.

## CONCLUSION

---

« Je crois que je suis arrivé à dire l'essentiel »

Raymond Aron, paroles  
prononcées le 17 octobre 1983,  
quelques instants avant sa mort.

La guerre est-elle la poursuite de la politique par d'autres moyens ou constitue-elle une rupture du continuum politique ? Pour Clausewitz, qui ni ne condamne ni n'approuve la guerre, il s'agit d'une réalité politique, soumise à la raison et aux passions humaines. D'où la distinction fondamentale : la guerre possède sa propre « grammaire », non sa propre « logique », celle-ci étant plutôt celle du politique (Livre VIII, chap. 6B). La guerre n'est pas, en soi, une fin ; elle dépend du politique et donc de l'État qui a la charge de conduire les affaires publiques. C'est la raison pour laquelle, comme le constate Aron, il importe de ne pas confondre les fins *dans* la guerre et *de* la guerre : la fin *dans* la guerre, c'est la victoire militaire, alors que la fin *de* la guerre, qui est politique, c'est la paix, c'est-à-dire l'issue politique sur laquelle débouche tout conflit armé (Aron : 1976, 170). Par conséquent, la victoire n'est qu'un *moyen militaire* en vue d'une *fin politique* : la paix, négociée ou imposée. La guerre est un instrument du politique, employé en dernier recours et destiné à arbitrer des conflits que la diplomatie n'a pas été en mesure de régler.

À la dualité de la guerre chez Clausewitz répond une dualité du politique, qui n'est pas envisagée en tant que telle par le stratège prussien, mais sur laquelle Aron s'est arrêté. D'un côté, le politique est marqué par la dialectique de la lutte : la communauté politique (cité, nation ou empire) est traversée par des conflits, qui peuvent dégénérer en guerres civiles ; quant à la guerre, c'est une lutte sanglante entre États réglée par la force armée. De l'autre côté, le politique a justement vocation à régler les différends, non seulement à l'intérieur de la communauté politique (par le droit ou la force) mais également à l'extérieur (traité de paix, résolution et règlement des conflits). Le politique oscille ainsi entre la lutte et l'accord, entre la discorde et la concorde.

On peut dire que cette oscillation est l'une des clés de lecture de l'histoire de la pensée politique. Les uns, comme Kant, mettent l'accent sur la concorde vers laquelle tend la communauté politique et qui est assurée par la prudence du gouvernant ou par l'élaboration d'un droit ; les autres, comme Thucydide, Machiavel et Aron, mettent l'accent sur la discorde, sur l'importance de la lutte et la centralité du conflit dans l'action politique, la finalité de l'État étant de trancher les conflits.

La guerre est-elle la vérité du politique ou n'est-elle qu'un de ses aspects ? Pour Raymond Aron, la guerre n'est qu'un des aspects du politique. Jusqu'à un certain point, Aron croit que le politique est en mesure de domestiquer la violence. Il croit en l'action pacificatrice et civilisatrice du politique, tout en reconnaissant la part de drame présente dans l'histoire ; c'est ce qui l'empêche d'adhérer à une philosophie de l'histoire au sens d'une téléologie, à la manière de Hegel et Marx (Aron, 1961). Aron fait un "*pari sur la raison*" (1976 : vol. 2), et tient pour acquise la

légitimité de l'État comme instrument de régulation des conflits civils et militaires, internes et externes. Dans *Penser la guerre*, Raymond Aron plaide pour un Clausewitz « libéral », qui a compris au crépuscule de sa vie que la politique permettait d'éviter la barbarie. Pour le Clausewitz d'Aron, la guerre est politique parce qu'elle est humaine, elle est humaine parce qu'elle est politique. Le recours à la force est parfois inévitable, en dernier recours : mais si "*les États vivent à l'ombre de la guerre*" (Aron : 1962), ce n'est pas la possibilité de la guerre qui doit orienter l'action politique, mais bien plutôt la perspective de la concorde.

Ainsi, Raymond Aron, « spectateur engagé » et commentateur d'un siècle qui regorge d'événements – allant des guerres les plus meurtrières qu'ait connu l'humanité, à l'existence de régimes totalitaires et à l'usage potentiel d'armes thermonucléaires – cherche par ses écrits à donner un sens à ce qui se présente à première vue comme non-sens. Le monde qui existait avant 1914 sera bouleversé et fondamentalement transformé par la Première Guerre : le XX<sup>e</sup> siècle sera un siècle charnière entre une Europe colonisatrice d'une part, et une Europe faisant partie d'un monde principalement composé d'États indépendants d'autre part. Cette métamorphose fera du XX<sup>e</sup> siècle celui des idéologies totalitaires et des guerres totales. Pour comprendre de tels événements, Aron procède par une analyse de la nature du politique, dont il affirme la prédominance dans les affaires humaines, y compris quand la violence et la guerre se déploient dans les relations entre États. Sans nier l'importance de l'économique ou d'autres aspects de la vie en société ou entre celles-ci, Aron insiste sur la primauté du politique, en le disposant au cœur de la vie humaine.

Le politique selon Aron est tissé d'antinomies : il repose, d'abord, sur une tendance à la dissociation, à la séparation, au conflit. Le réalisme d'Aron est indéniable : la vie humaine en société écarte la notion d'une réconciliation des êtres humains entre eux. On dirait que tout n'est que bruit et fureur. En même temps, Aron ne renonce jamais à l'idée d'un horizon régulateur, que fournit la raison, qui, quoiqu'elle ne soit pas appelée à être entièrement mise en partage entre tous les êtres humains, tempère l'état de guerre par l'appartenance à une commune humanité. Il n'y a pas que bruit et fureur, sans qu'il n'y ait un « Sens » transcendant de l'Histoire, il y a du sens qui se prête à la compréhension. Cette antinomie, qui est aussi une complémentarité, trouve un écho dans une autre, fondée cette fois sur le couple républicanisme-libéralisme : l'humanité socialisée est indissociable autant du « commun » que du conflit nourri par la divergence des intérêts et des idées. C'est ainsi par le dialogue et le compromis que les êtres humains tendent à régler leurs affaires en société, ce qui représente pour eux la façon dont ils se soumettent à l'empire de la loi.

Concrètement, ce qu'on pourrait appeler la « politique de la compréhension » d'Aron, qui emprunte dans des doses modérées à la fois à l'idéalisme de la « politique de la Raison » et au pragmatisme de la « politique de l'entendement », le conduit à défendre une forme de libéralisme démocratique qui trouve ses assises dans le principe de respect mutuel et de la recherche du compromis. Cela ne garantit en rien le futur, l'avenir de la démocratie est par définition incertain, marqué de compromis et d'hésitation, qui requiert à tout moment la vigilance et l'action des citoyens. Comparé aux idéologies révolutionnaires, la démocratie

libérale dont Aron se fait le promoteur suppose une conception du politique modeste, qui l'écarte tant de la transcendance que d'un credo aveugle.

Dans *Paix et guerre entre les nations* Aron présente une autre antinomie constitutive de l'existence humaine, entre l'intérieur et l'extérieur, entre la scène nationale et la scène internationale dans le monde moderne. Si l'État, en tant qu'il incarne un monopole de la violence légitime, peut assurer le respect des règles et des normes qui régissent l'espace politique intérieur, il est plutôt, sur la scène internationale, un acteur qui tend à nourrir un état de méfiance voire de guerre. Comme il n'y a pas d'autorité suprême, chaque État a la possibilité de se faire justice et, ultimement, de recourir à l'usage de la violence afin de s'assurer du respect de ses intérêts. Cette conception est d'inspiration très nettement libérale. Mais cela dit, Aron constate que l'état de guerre n'est pas permanent ; que les États tendent à coopérer. Et que même quand ils se font la guerre, celle-ci, à certaines conditions, demeure limitée et n'efface pas complètement l'horizon de la réconciliation. Autrement dit, il y a, même à l'échelle internationale, quelque chose comme une communauté humaine universelle qui s'affirme (même si elle ne s'actualise pas complètement). Entre les réalités concurrentes que sont conflit et coopération, il y a, ici également, place pour le compromis. Cela, le concept de Hans Morgenthau de l'« intérêt national » compris comme tendance à exercer le pouvoir au détriment d'autrui, échoue à en rendre compte. Les antinomies, qui sont aussi, insistons-y, des complémentarités entre l'idéalisme et le réalisme, entre le commun et la différence, continuent donc de se manifester ici. La « montée aux extrêmes », c'est-à-dire la réalisation du concept de guerre comme duel visant l'extermination de l'adversaire,

n'est pas fatale. Le politique peut contenir les débordements, orienter la guerre en fonction d'objectifs politiques et non purement militaires et ainsi maintenir un horizon de négociations et de compromis possibles. En particulier à l'âge nucléaire, qui menace l'humanité de destruction totale, la « [...] subordination de l'âme militaire à l'entendement politique » apparaît non seulement « nécessaire et, pour tout dire, indispensable », mais également possible, même si elle n'est pas certaine (Aron : 1976, vol. II, 174).

Le primat du politique est donc réaffirmé par Aron même en situation de guerre. Mais plutôt qu'une véritable « continuation » de la politique par la guerre, faisant de celle-ci un instrument de celui-là, il faudrait envisager ici une autre manière d'affirmer ce primat, fondé sur une sorte de « lien de nécessité » : l'inévitable phénomène qu'est la guerre ne peut être laissé à lui-même, il doit nécessairement être encadré par le politique afin d'éviter tout débordement. Six mille ans de guerre nous dit le poète ... Ignorer la guerre, qui est une réalité et une caractéristique humaine, relèverait de la mauvaise poésie. La guerre est une réalité historique tragique, indéniable et incontournable. Penser la guerre dans ce cadre ne peut relever d'une réflexion morale ou éthique, qui mène à un dénouement insoluble et chimérique, qui étouffe la pensée et la raison stratégiques. Aron estime naïf de refuser de penser la guerre au nom d'un pacifisme moralisant ; c'est d'ailleurs en ce sens qu'il a intitulé l'épilogue de son ouvrage sur Clausewitz : « Adieu aux armes ou la grande illusion ». Au contraire, c'est froidement, c'est-à-dire par le recours au réalisme, qu'il faut fonder la raison et la chance sinon de la réconciliation, du moins du compromis. Pour Aron la paix n'est rien d'autre que « la

*suspension, plus ou moins durable, des modalités violentes de la rivalité entre unités politiques.* » (Aron : 1962a, 58). Ce pourrait bien être le paradoxe unique de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle : on doit constater qu'il y a une « possibilité de la violence illimitée qui, sans même que la menace en soit proférée, restreint la violence effective » (Aron : 1976, vol. II, 183).

Alors que la conception politique du XIX<sup>e</sup> siècle avait encore un pied dans la transcendance religieuse, la force de la conception du politique qu'on trouve chez d'Aron est de l'ancrer plutôt dans l'historicité et la contingence. Sa conception s'identifie à son temps et présente ainsi une vue du « politique-se-faisant ». Aron veut ainsi concilier, pourrait-on dire, l'ancien et le moderne : il n'abandonne pas le royaume des fins, mais l'ancre dans l'analyse des rapports effectifs entre les êtres humains et entre les États considérés comme des « personnifications de l'intelligence collective ». On l'a dit, Aron qualifiait de « progressiste » la posture politique qui découlait de ces considérations ; c'est qu'il considérait comme réactionnaire ou rétrograde le désir des révolutionnaires de miser sur le désir l'humain de s'induire en erreur et de s'intoxiquer par l'éloignement de l'expérience afin de miser sur des royaumes imaginaires. Aron s'éloigne sans équivoque de ceux qui croient avoir découvert un sens à l'histoire, se croyant ainsi capables de prédire les événements internationaux à venir ; il croit plus important de comprendre et d'interpréter le moment présent que de tenter d'établir une théorie d'un avenir incertain. Selon lui, les idéologies du salut – particulièrement le communisme et le nazisme – ne sont rien d'autre que des symptômes de la métamorphose qu'a connue le politique entre les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et elles constituent les plus mauvaises

réponses que l'on puisse imaginer puisqu'elles veulent réaliser de force l'irréalisable. L'idéalisme d'Aron est au contraire conscient de ses limites ; se référant à sa judaïté, il dit :

« Je n'ai pas abandonné l'idée d'un destin unique pour la race humaine, et je n'ai pas renoncé à la pluralité des cultures, dont chacune se croit - à juste titre pour ceux qui sont en elle - irremplaçable. Mon attachement à la langue française et de littérature française ne peut être justifiée, elle est, je le vis, parce qu'il est identifié avec mon être. Est-ce que ma solidarité avec Israël est intellectuelle ou organique ? Peut-être les deux. En tout état de cause, cette «solidarité» ne s'élève pas au niveau de l'histoire sacrée ou surnaturelle, dont la place est réservée pour les croyants et à laquelle je n'ai pas accès » (Aron : 1982, 434).

À la fin, Aron est pleinement conscient que, même ancré dans un cadre politique, il n'y a aucune garantie que la guerre ne fera pas l'objet de débordements. Cette absence de garantie toutefois, qui n'a cependant rien à voir avec un scepticisme désespéré, propose un pari sur une raison incertaine mais résiliente : «si nous ne parions pas sur la raison, sur quoi allons-nous parier ? »

## BIBLIOGRAPHIE

---

En tant que professeur à la Sorbonne et au Collège de France, Raymond Aron a écrit plus de quarante livres et six cents articles sur une grande variété de sujets : la philosophie, la sociologie, l'économie, la stratégie militaire, les relations internationales, le commentaire journalistique et éditorial. Comme journaliste, d'abord pour *La France Libre* et plus tard pour *Le Figaro* et *L'Express*, il a produit quatre mille colonnes de commentaires politiques consacrés à la politique française et mondiale (Davis : 2009, 1). Peut-être du fait de ce volume d'écrits, il y a peu d'ouvrages qui soient dédiés à la pensée de Raymond Aron. Il existe néanmoins quelques excellents ouvrages, tant en langue française qu'en langue anglaise. Sans aucun doute la meilleure biographie est celle de Nicolas Baverez, *Raymond Aron : un Moraliste au temps des idéologies*, qui fournit un survol exhaustif et documenté de la vie et de l'œuvre d'Aron. Il faut mentionner aussi les deux volumes de Robert Colquhoun, *Raymond Aron : The Philosopher in History*, ainsi que *Raymond Aron : The Sociologist in Society*, qui offrent une excellente biographie intellectuelle d'Aron. La philosophie de l'histoire d'Aron a fait l'objet d'au moins trois ouvrages importants. Celui de Sylvie Mesure, *Raymond Aron et la raison historique*, est un incontournable qui traite de la contribution d'Aron à la critique de la raison historique. Un deuxième ouvrage à mentionner est celui du père Gaston Fessard, *La philosophie historique de Raymond Aron* qui, en plus de rappeler la soutenance de thèse d'Aron, présente une critique de la pensée aronienne et cherche à aller au-delà en développant une conception théologique de la philosophie de l'histoire fondée

sur la distinction entre l'humain, le naturel et le surnaturel. Un troisième ouvrage, *Raymond Aron philosophe dans l'histoire*, collectif publié sous la direction de Serge Audier, Marc Olivier Baruch et Perrine Simon-Nauhum, met en contexte l'apport philosophique, politique et historique d'Aron.

Trois études importantes retracent la pensée politique d'Aron, dont deux en langue anglaises. Le premier est celui de Daniel J. Mahoney, *The Liberal Political Science of Raymond Aron: A Critical Introduction*, qui rattache les motifs fondamentaux de la philosophie de l'histoire d'Aron aux caractéristiques de son libéralisme politique et à la science politique aristotélicienne. Le deuxième est l'ouvrage de Brian Anderson, *Raymond Aron and the Recovery of the Political*, qui établit un lien entre la théorie de la connaissance d'Aron, sa critique des idéologies et un libéralisme qui met l'accent sur la « prudence antinomiques » de son défenseur. La troisième étude est celle de Stephen Launay, *La pensée politique de Raymond Aron*; elle met également en évidence les antinomies sur lesquels se fonde la pensée d'Aron. Il faut aussi noter les actes d'un colloque tenu en 2000 intitulé *Raymond Aron et la liberté politique*, où ont été débattus différents aspects de la pensée politique d'Aron. Serge Audier a publié un petit ouvrage intitulé *La démocratie conflictuelle*, qui met en évidence l'importance du conflit dans la conception aronienne du politique et de la démocratie. Finalement, un ouvrage publié en 2009 par Reed M. Davis, *A Politics of Understanding: The International Thought of Raymond Aron*, présente la pensée aronienne des relations internationales et dépeint Aron comme cherchant à construire une science de l'action de l'homme ayant pour but de tracer la voie du progrès humain à la lumière

de deux réalités fondamentales, l'industrialisation et l'existence des armes nucléaires.

Il ne faudrait surtout pas oublier, ne terminant, de mentionner les témoignages publiés dans l'édition posthume de la revue *Commentaire*, « Raymond Aron : Histoire et politique 1905 – 1983 ».

---

#### SOURCES PRIMAIRES - OUVRAGES DE RAYMOND ARON<sup>57</sup>

---

- 1937 Aron, Raymond, « Politique et économie dans la doctrine marxiste », dans *Études politiques*, Paris, Gallimard, 1972.
- 1938 Aron, Raymond, *Essai sur la théorie de l'histoire dans l'Allemagne contemporaine*, Paris, Vrin.
- 1944(a) Aron, Raymond, *L'homme contre les tyrans*, Paris, Éditions de la maison française.
- 1996 Aron, Raymond, « L'avenir des religions séculières », dans *Une histoire du XX<sup>e</sup> siècle, Anthologie*, Paris, Plon.
- 1946 Aron, Raymond, « La Philosophie de Léon Brunschvicg », *Revue de métaphysique et de morale*, n°1-2, janvier-avril.
- 1949 Aron Raymond, « Histoire et politique », dans *Polémiques*, Paris, Gallimard, 1972.
- 1951a Aron, Raymond, *Les guerres en chaîne*, Paris, Gallimard.
- 1951(b) Aron, Raymond, « De la paix sans victoire », dans *Études politiques*, Paris Gallimard, 1972.
- 1952(a) Aron, Raymond, *Introduction à la philosophie politique : Démocratie et révolution*, Paris, Éditions de Fallois.

---

<sup>57</sup> Les années indiquées dans cette bibliographie se réfèrent à l'année de parution des ouvrages consultés.

- 1952(b) Aron, Raymond, *La pensée politique d'Alain*, *Revue de Métaphysique et de Morale*, avril-juin.
- 1953 Aron, Raymond, « En quête d'une doctrine de la politique étrangère », dans *Études politiques*, Paris, Gallimard, 1972.
- 1957(a) Aron, Raymond, *Espoir et peur du siècle*, Paris, Calmann-Lévy.
- 1957(b) Aron, Raymond, « Les tensions et les guerres du point de vue de la sociologie historique », dans *Études politiques*, Paris, Gallimard, 1972.
- 1957(c) Aron, Raymond, « Nations et Empires », dans *Une histoire du XX<sup>e</sup> siècle, Anthologie*, Paris, Plon, 1996.
- 1959(a) Aron, Raymond, « Introduction », dans Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions.
- 1959(b) Aron, Raymond, *La société industrielle et la guerre*, Paris, Plon.
- 1959(c) Aron, Raymond, *Impérialisme et colonialisme*, dans *Études politiques*, Paris, Gallimard, 1972.
- 1960(a) Aron, Raymond, « Les sociologues et les institutions représentatives », dans *Études politiques*, Paris, Gallimard, 1972.
- 1960(b) Aron, Raymond, *La démocratie à l'épreuve du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Calmann-Lévy.
- 1961(a) Aron, Raymond, *Dimension de la conscience historique*, Paris, Plon.
- 1961(b) Aron, Raymond, « La définition libérale de la liberté », dans *Études politique*, Paris, Gallimard, 1972.
- 1962(a) Aron, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, Paris.
- 1962(b) Aron, Raymond, « À propos de la théorie politique », dans *Études politiques*, Paris, Gallimard, 1972.
- 1962(c) Aron, Raymond, *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard.
- 1963 Aron, Raymond, *Le grand débat, initiation à la stratégie atomique*, Paris, Calmann-Lévy.
- 1964(a) Aron, Raymond, *La lutte des classes : Nouvelles leçons sur les sociétés industrielles*, Paris, Gallimard.
- 1964(b) Aron, Raymond, « Macht, Power, Puissance – Prose démocratique ou poésie démoniaque », dans *Études politiques*, Paris, Gallimard, 1972.

- 1965 Aron, Raymond, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard.
- 1967(a) Aron, Raymond, « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales », dans *Études politiques*, Paris, Gallimard, 1972.
- 1967(b) Aron, Raymond, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard.
- 1968(a) Aron, Raymond, *La révolution introuvable : Réflexions sur les événements de mai*, Paris, Fayard.
- 1968(b) Aron, Raymond, « Remarque sur l'évolution de la pensée stratégique 1945-1968 — Ascension et déclin de l'analyse stratégique », dans *Études politiques*, Paris, Gallimard, 1972.
- 1969 Aron, Raymond, « Liberté, libérale ou libertaire ? », dans *Études politiques*, Paris, Gallimard, 1972.
- 1971 Aron, Raymond, *De la condition historique du sociologue*, Paris, Gallimard.
- 1972 Aron, Raymond, « Reason, Passion, and Power in the Thought of Clausewitz », dans *Social Research*, hiver, pp. 599-621.
- 1973 Aron, Raymond, *Histoire et dialectique de la violence*, Paris, Gallimard.
- 1976 Aron, Raymond, *Penser la guerre, Clausewitz*, volume 1 et 2, éd, Paris, Gallimard.
- 1977 Aron, Raymond, *Plaidoyer pour une Europe décadente*, Paris, Laffont.
- 1980 Aron, Raymond, *Pluralisme et démocratie, Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques*, Académie Royale de Belgique (1980-1981) 5<sup>e</sup> série, vol LXVI.
- 1980(b) Aron, Raymond, *Pluralisme et démocratie*, publié dans *The Tocqueville Review*, vol. II, no I-II, Spring-Summer.
- 1981(a) Aron, Raymond, *Le spectateur engagé*, Paris, Pocket.
- 1981(b) Aron, Raymond, *La Sociologie allemande contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France.
- 1983 Aron, Raymond, *Mémoires*, Paris, Julliard.
- 1985(a) Aron, Raymond, « Sur le machiavélisme. Dialogue avec Jacques Maritain », dans *Raymond Aron histoire et politique 1905-1983*, Paris, Commentaire/ Julliard.

- 1985(b) Aron, Raymond, « *L'avenir des religions séculières* », dans *Raymond Aron histoire et politique 1905-1983*, Paris, Commentaire/ Julliard.
- 1986(a) Aron, Raymond, *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard.
- 1986(b) Aron, Raymond, *Introduction à la philosophie de l'histoire : essai sur les limites de l'objectivité historique*, Paris, Gallimard.
- 1987(a) Aron, Raymond, *Les Étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard.
- 1987(b) Aron, Raymond, *Sur Clausewitz*, Bruxelles, Éditions Historiques.
- 1989 Aron, Raymond, « De L'historisme allemand à la philosophie analytique de l'histoire (1972-1973) », Cours au Collège de France, dans *Leçons sur l'histoire*, Paris, Éditions de Fallois.
- 1990 Aron, Raymond, *Les articles du Figaro. Tome I. « La Guerre froide »*, Paris, Éditions Fallois.
- 1991 Aron, Raymond, *Leçons sur l'histoire : cours du Collège de France*, Paris, Le Livre de poche.
- 1993(a) Aron, Raymond, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Éditions de Fallois.
- 1993(b) Aron, Raymond *Les articles de politique internationale dans le Figaro de 1955 à 1965*, Paris, Éditions de Fallois.
- 1995 Aron, Raymond, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, LGF.
- 1996 Aron, Raymond, *Les désillusions du progrès : essai sur la dialectique de la modernité*, Paris, Gallimard.
- 1997 Aron, Raymond, *Introduction à la philosophie politique : Démocratie et révolution*, Paris, Fallois.
- 1997(a) Aron, Raymond *Les articles de politique internationale dans le Figaro de 1947 à 1955*, Éditions de Fallois.
- 1997(c) Aron, Raymond *Les articles de politique internationale dans le Figaro de 1965 à 1977*, Paris, Éditions de Fallois.
- 1998(a) Aron, Raymond, *Marxismes imaginaires : d'une sainte famille à l'autre*, Gallimard.
- 1998(b) Aron, Raymond, *Essai sur les libertés*, Paris, Hachette.

- 2002(a) Aron, Raymond, *The Dawn of Universal History*, New York, Basic Books.
- 2002(b) Aron, Raymond, *Le marxisme de Marx*, Paris, Édition de Fallois.
- 2002(c) Aron, Raymond, *L'opium des intellectuels*, Paris, Hachette.

---

OUVRAGES SUR RAYMOND ARON

---

- 2004 Audier, Serge, *Raymond Aron : La démocratie conflictuelle*, Paris, Éditions Michalon.
- 2008 Audier, Serge, *Raymond Aron entre libéralisme, républicanisme et socialisme*, publié dans *Raymond Aron, philosophe dans l'histoire – Aimer la sagesse – Actes du colloque scientifique Raymond Aron, genèse et actualité d'une pensée politique*, École normale supérieure, Paris, 25-26 novembre 2005, Paris, Éditions Fallois.
- 1997 Anderson, Brian C., *Aron: The Recovery of the Political*, New York, Rowman & Littlefield Publishers, inc.,.
- 2005 Badie, Bertrand, Raymond Aron, un penseur des relations internationales. Un penseur « à la française » ? Études du CEFRES, n° 5, disponible en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude5.pdf>.
- 1993 Baverez, Nicolas, *Raymond Aron*, Paris, Champs Flammarion.
- 2001 Baverez, Nicolas *Raymond Aron : un moraliste au temps des idéologies*, Paris, Flammarion.
- 2002 Baverez, Nicolas, « Raymond Aron et la liberté au XX<sup>e</sup> siècle », publié dans *Raymond Aron et la liberté*, Actes du colloque international organisé par la fondation Joseph Karolyi et l'Université de Sciences économiques et d'Administration publique de Budapest, Paris, Éditions Fallois.
- 1999 Boyer, Alain, François Furet, Georges Canguilhem et Jean Gatty, *Raymond Aron, la philosophie de l'histoire et les sciences sociales*, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure.
- 1960 Bozeman, Adda, *Politics and Culture in International History*, Princeton, Princeton University Press,.

- 1986(a) Colquhoun, Robert, *Raymond Aron: The Philosopher in History: 1905 – 1955*, Beverly Hills, SAGE Publications.
- 1986(b) Colquhoun, Robert, *Raymond Aron: The Sociologist in Society*, Beverly Hills, SAGE Publications.
- 2009 Davis, Reed M., *A Politics of Understanding: The International Thought of Raymond Aron*, Baton Rouge, Louisiana State University Press.
- 1984 Draus, Franciszek, « Raymond Aron et la politique », *Revue française de science politique*, volume 34, numéro 6.
- 1989 Draus, Franciszek, « Le politique dans la pensée de Raymond Aron », *Cahiers de philosophie politique et juridique* n° 15.
- 2007 Dumouchel, Paul, « Guerre et Histoire dans l'œuvre de Raymond Aron », dans *La philosophie de l'histoire : Hommages offerts à Maurice Lagueux*, Québec, Presses de l'Université Laval,.
- 1962 Duroselle, Jean-Baptiste, « Paix et guerre entre les nations : théories des relations internationales selon Raymond Aron », *Revue française de science politique*, no. 4.
- 1995 Echvarria, Antulio J., « *Toward a Theory of Applied Strategy* », *Defense Analysis*, vol. 11, no. 3.
- 1980 Fessard, Gaston, *La philosophie historique de Raymond Aron*, Paris, Julliard.
- 1976 Freund, Julien, « Guerre et politique, de Karl Clausewitz à Raymond Aron », *Revue française de sociologie*, 17-4, pp 643-664.
- 2002 Freymond, Rémy, « Raymond Aron interlocuteur et commentateur », dans *Raymond Aron et la liberté*, Actes du colloque international organisé par la fondation Joseph Karolyi et l'Université de Sciences économiques et d'Administration publique de Budapest, Paris, Éditions Fallois.
- 2007 Frost, Bryan-Paul, *An Introduction to Raymond Aron: The Political Teaching of the Memoirs*, publié dans *Essays in Honor of Raymond Aron: Political Reason in the Age of Ideology*, édité par Bryan-Paul Frost et Daniel J. Mahoney, Transaction Publication, New Brunswick.
- 1998 Judt, Tony, "The Peripheral Insider: Raymond Aron and the Wage of Reason" dans *The Burden of Responsibility: Blum, Camus, Aron*, Chicago, The University of Chicago Press.

- 1989 Goyard-Fabre, Simone, « Le libéralisme de Raymond Aron », *Cahiers de philosophie politique et juridique*, n° 15.
- 1995 Launay, Stephen, *La pensée politique de Raymond Aron*, Paris, Presses universitaires de France.
- 2010 Lapparent, Olivier de, *Raymond Aron et l'Europe. Itinéraire d'un Européen dans le siècle*, Berne, Peter Lang.
- 1977 Lefort, Claude, « Lectures de la guerre : le Clausewitz de Raymond Aron », dans *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, no. 6.
- 2002 Lefort, Claude, « Raymond Aron et le phénomène totalitaire », dans *Raymond Aron et la liberté*, Actes du colloque international organisé par la fondation Joseph Karolyi et l'Université de Sciences économiques et d'Administration publique de Budapest, Paris, Éditions Fallois.
- 1992 Mahoney, Daniel, *The Liberal Political Science of Raymond Aron: A Critical Introduction*, New York, Rowman & Littlefield Publishers.
- 2007 Manent, Pierre, *Enquête sur la démocratie*, Paris, Tel Gallimard.
- 1985 Manent, Pierre, « Raymond Aron Éducateur », dans *Raymond Aron 1905-1983 histoire et politique*, Paris, Commentaire Juilliard.
- 1984 Mesure, Sylvie, *Raymond Aron et la raison historique*, Paris, Vrin.
- 1989 Mesure, Sylvie, *Objectivité théorique et objectivité pratique chez Raymond Aron*, *Cahiers de philosophie politique et juridique*, no 15.
- 1985 Rovan, Joseph, « Raymond Aron et l'Allemagne », dans *Raymond Aron 1905-1983 : Histoire et politique*, Paris, Commentaire/ Juilliard.
- 1984 Sirinelli, J.F., *Raymond Aron avant Raymond Aron—1923-1933, Vingtième siècle*, *Revue d'histoire*, 2 avril 1984.
- 1999 Sirinelli, Jean-François *Deux intellectuels dans le siècle : Sartre et Aron*, Paris, Hachette.
- 1989 Raynaud, Philippe, « Raymond Aron et le droit international », *Cahiers de philosophie politique et juridique* n° 15.
- 1985 Rovan, Joseph., « Raymond Aron et l'Allemagne », dans *Raymond Aron 1905 – 1983 : Histoire et politique*, Paris, Commentaire/Juilliard.
- 2009 Todorov, Tzvetan, *La signature humaine, essais 1983 – 2008*, Paris, Seuil.

---

## OUVRAGES GÉNÉRAUX

---

- 1995 Arendt, Hannah, *Qu'est-ce que la politique ?* Paris, Seuil.
- 2002 Arendt, Hannah, *Les origines du totalitarisme*, Paris, Quatro Gallimard.
- 1994 Augustin, *La Cité de Dieu*, Paris, Éditions du Seuil.
- 1999 Badie, Bertrand, *Un monde sans souveraineté : Les États entre ruse et responsabilité*, Paris, éditions Fayard.
- 1985 Banks, M., *The Inter-Paradigm Debate*, dans M. Light and A. J. R. Groom (éds), *International Relations: A Handbook of Current Theory*, Londres.
- 2003 Battistella, Dario, *Théorie des relations internationales*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- 2005 Baylis, J. and Smith, S. (éds) *The Globalisation of World Politics*, Oxford University Press Oxford.
- 1998 Benn, Stanley I., *A Theory of Freedom*, Cambridge: Cambridge University Press.
- 1987 Bentham, Jeremy, "A Plan for an Universal and Perpetual Peace", dans Kainz, Howard P. (ed), *Philosophical Perspectives on Peace*, London, Macmillan.
- 1915 Bergson, Henri, *La philosophie française*, publié dans La Revue de Paris, 15 mai 1915, pp. 236-256. Article reproduit et publié sur le site *Les classiques des sciences sociales* de L'université du Québec à Chicoutimi, <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.beh.phi>.
- 1969 Berlin, Isaiah, *Four Essays on Liberty*, Oxford, Oxford University Press.
- 1997 Booth, K., *A Reply to Wallace*, publié dans *Review of International Studies*, 22(3).
- 2001 Bosanquet, Bernard, *Philosophical Theory of the State* publié dans *Philosophical Theory of the State and Related Essays*, Gerald F. Gaus and William Sweet, Indianapolis: St. Augustine Press.
- 2002 Brown, C.J., *Understanding International Relations*, 2nd edition, Basingstoke.
- 1966 Bull, H., *International Theory: The Case for a Classical Approach*, publié dans *World Politics*, 18.

- 1973 Bull, H., *Foreign Policy of Australia*, publié dans *Proceedings of Australian Institute of Political Science*, Sydney.
- 1977(a) Bull, H., *The Anarchical Society : A Study of Order in World Politics*, Macmillan, London.
- 1977(b) Bull, Hedley, *Théorie des relations internationale, Plaidoyer pour l'approche classique*, publié dans l'ouvrage de Paul Braillard, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 31-48.
- 1966 Butterfield, H. and Wight, M. (eds), *Diplomatic Investigations*, Londres.
- 2001 Buzan, B. and Little, R., *Why International Relations has Failed as a Project and What to Do about it*, publié dans *Millennium*, 31(1).
- 1939 Carr, E. H., *The Twenty Years' Crisis: 1919–1939: An Introduction to the Study of International Relations*, Londres.
- 1945 Carr, E. H., (1945) *Nationalism and After* (New York).
- 1953 Carr, E. H., *The Marxist Attitude to War*, publié dans E. H. Carr, *A History of Soviet Russia, 3, The Bolshevik Revolution, 1917–23*, Londres.
- 1994 Chomsky, N., *World Orders, Old and New*, Londres.
- 2006 Clausewitz, Carl von, *Vom Kriege*, Berlin, Area-Verlag.
- 1937 Clausewitz, Carl von, *Strategie*, Hamburg, Hanseatische Derlagsanstalt.
- 1955 Clausewitz, Carl von, *De la guerre*, traduction de Denise Naville, Paris, Les Éditions de minuit.
- 1962 Clausewitz, Carl von, *War Politics and Power: Selection from On War and I Believe and Profess*, traduction de Edward M. Collins, Chicago, Gateway Edition,.
- 1976 Clausewitz, Carl von, *On War*, traduction de Micheal Howard et Peter Paret, Princeton, Princeton University Press.
- 1992 Clausewitz, Carl von, "Agitations", publié dans *Historical and Political Writings*, édité par Peter Paret, Princeton, Princeton University Press.
- 1999 Clausewitz, Carl von, *De la guerre*, traduction de Laurent Murawiec, Édition abrégée, Paris, Perrin.

- 2003 Clausewitz, Carl von, *Principles of War*, traduction de Hans W. Gatzke, New York, Dover Publications.
- 2006 Clausewitz, Carl von, *Principes fondamentaux de stratégie militaire*, traduction de Grégoire Chamayou, Paris, Éditions Mile et une nuit.
- 1957 Combaux, Edmond, *Au-delà de Clausewitz. Une nouvelle doctrine de guerre*, Revue de défense nationale, avril.
- 1998 Comte-Sponville, André, *Pensées sur la politique*, Paris, Albin Michel.
- 1981 Cox, R. W., *Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory*, publié dans *Millennium*, 10(2).
- 1992 Cox, R.W., *Multilateralism and World Order*, publié dans *Review of International Studies*, 18.
- 1967 Cranston, Maurice, *Liberalism* publié dans *The Encyclopedia of Philosophy*, Paul Edwards, New York: Macmillan and the Free Press.
- 1972 Crowe, Sir Eyre, *Balancer of Power : England's Foreign Policy*, publié dans *Politics and the International System*, éd. Robert L. Pfalzgraff, Lippincott, New York.
- 1997 Dagger, Richard, *Civic Virtue: Rights, Citizenship and Republican Liberalism*, Oxford, Oxford University Press.
- 1955 De Jouvenel, Bertrand, *Du pouvoir*, Paris, Hachette,.
- 1976 De Jouvenel, Bertrand, *La civilisation de puissance*, Paris, Fayard.
- 1957 Deutsch, Karl, et al., *Political Community and the North Atlantic Area*, Princeton, Princeton University Press.
- 1983 Doyle, M., *Kant, Liberal Legacies and Foreign Affairs*, publié dans *Philosophy and Public Affairs*, 12.
- 1964 Duverger, Maurice, *Introduction à la politique*, Paris, Gallimard.
- 1988 Dworkin, Gerald, *The Theory and Practice of Autonomy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1985 Ferry, Luc ; Renaut, Alain, *La philosophie française en question*, publié dans *L'âne*, janvier-février.
- 1976 Freund, Julien, « Guerre et politique, de Karl Clausewitz à Raymond Aron », publié dans *Revue française de sociologie*, 17-4, pp 643-664.

- 1992 Gat, Azar, *The Development of Military Thought: The Nineteenth Century*, Oxford, Clarendon Press.
- 2001 Gat, Azar, *A History of Military Thought: From the Enlightenment to the Cold War*, Oxford, Oxford University Press.
- 1996 Gaus, Gerald F., *Justificatory Liberalism: An Essay on Epistemology and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press.
- 1994 George, J., *Discourses of Global Politics: A Critical (Re)Introduction*, Boulder.
- 1958 Gerth, H.H. et Mills, C. Wright, *From Max Weber : Essay in Sociology*, Oxford University Press, New York.
- 1977 Gonidec, P.-F., *Relations internationales*, Paris, Montchrestien.
- 1986 Green, Thomas Hill, *Lectures on the Principles of Political Obligation and Other Essays*, Paul Harris and John Morrow, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1977 Guibert, Comte Jacques de, « De la force publique », publié dans *Écrits militaires*, Paris, Éditions Nation Armée.
- 2001 Gutting, Gary, *French Philosophy in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1995 Hassner, Pierre, *La Violence et la Paix*, Paris, Seuil.
- 1960 Hayek, F.A., *The Constitution of Liberty*, Chicago, University of Chicago Press.
- 1995 Held, David, *Democracy and the Global Order: From Modern State to Cosmopolitan Governance*, Stanford, Stanford University Press.
- 1915 Hobson, J.A., *Towards International Government*, George Allen & Unwin, London.
- 1948 Hobbes, Thomas, *Leviathan*, Michael Oakeshott, Oxford, Blackwell.
- 1960 Hoffmann, Stanley, *Contemporary Theory in International Relations*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
- 1987 Hoffman, M., *Critical Theory and the Inter-Paradigm Debate*, publié dans *Millennium*, 16(2).

- 1990 Hollis, M. and Smith S. (1990) *Explaining and Understanding International Relations*, Oxford university Press, Oxford.
- 1972 Holsti, K., *International Politics*, Englewood Cliffs.
- 1985 Holsti, K. (1985) *The Dividing Discipline: Hegemony and Diversity in International Theory*, Boston.
- 1995 Holsti, K.J., *International Politics: Framework for Analysis*, Prentice-Hall.
- 1996 Holsti, Kalevi J., *The State, War, and the State of War*, Cambridge Cambridge University Press.
- 2002 Howard, Micheal, *Clausewitz: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press.
- 1997 Huntington, Samuel P., *The Erosion of American National Interests*, Foreign Affairs, sept/oct 1997, vol. 76, no 5, p. 49.
- 2003 Joas, Hans, *War and Modernity*, Cambridge, Polity.
- 1965 Kant, Immanuel, *The Metaphysical Elements of Justice*, Indianapolis: Bobbs-Merrill.
- 1991 Kant, Emmanuel, *Vers la paix perpétuelle : Esquisse philosophique*, Paris, GF Flammarion.
- 1988 Keohane, R.O., *International Institutions: Two Approaches*, publié dans *International Studies Quarterly*, 32(4).
- 1992 Knutsen, Torbjörn, *A History of International Relations Theory : An Introduction*, Manchester University Press, Manchester.
- 2001 Larmore, Charles, *A Critique of Philip Pettit's Republicanism*, *Noûs* Supplement.
- 1995 Lebow, Richard Ned, *International Relations Theory and the End of the Cold War*, New York, Columbia University Press.
- 1978 Lefort, Claude, *Les formes de l'histoire*, Gallimard, Paris.
- 1989 Levy, J. S., *The Causes of War: A Review of Theories and Evidence*, publié dans P. E. Tetlock (éd.), *Behaviour, Society and Nuclear War*, New York, 1989.
- 1991 Liddle Hart, B.H., *Strategy*, New York, Meridian.

- 1960 Locke, John, *The Second Treatise of Government in Two Treatises of Government*, Cambridge: Cambridge University Press.
- 2009 Löwith, Karl, *Max Weber et Karl Marx*, Paris, Payot.
- 1993 Manent, Pierre, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, Gallimard.
- 2007 Manent, Pierre, *Enquête sur la démocratie*, Paris, Gallimard.
- 1977 Marx, Karl, *Le Capital*, Paris, Éditions sociales.
- 1963 Mill, John Stuart, *Collected Works of John Stuart Mill*, Toronto: University of Toronto Press.
- 1958 Morgenthau, Hans, *The Dilemmas of Politics*, Chicago, University of Chicago Press.
- 1993 Morgenthau, Hans, *Politics among Nations : The Struggle for Power and Peace*, Boston, McGraw-Hill.
- 1995 Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Paris, Gallimard.
- 1986 Nagel, T., *The View from Nowhere*, Oxford University Press, Oxford.
- 1969 Neal, F. et Hamlett, B., "The Never-Never Land of International Relations", publié dans *International Studies Quarterly*, 13 septembre.
- 1976 Paret, Peter, *The Genesis of On War*, publié dans Clausewitz, Carl von, *On War*, traduction de Micheal Howard et Peter Paret, Princeton, Princeton University Press.
- 1976 Paret, Peter, *Clausewitz and the State*, Oxford, Oxford University Press.
- 1986 Paret, Peter, "Clausewitz", publié dans *Makers of Modern Strategy : From Machiaveli to the Nuclear Age*, Princeton, Princeton University Press.
- 1992 Paret, Peter, *Understanding War : Essays on Clausewitz and the History of Military Power*, Princeton, Princeton University Press.
- 1975 Petterman, Ralph, *Human Behavior and World Politics*, New York, St Martin Press.
- 1996 Pettit, Philip, *Freedom as Antipower*, publié dans *Ethics*, 106: 576-604.

- 1997            Pettit, Philip, *Republicanism : A Theory of Freedom and Government*, Oxford, Oxford University Press,.
- 2003            Philonenko, Alexis, *Essai sur la philosophie de la guerre*, Librairie philosophie J. Paris, Vrin.
- 2004            Platon, *La République*, traduction de George Leroux, Paris, GF Flammarion.
- 1999            Rawls, John, *A Theory of Justice*, revised edition. Cambridge, Harvard University Press.
- 2001            Rawls, John, *Justice as Fairness: A Restatement*, New York, Columbia University Press.
- 1986            Raz, Joseph, *The Morality of Freedom*, Oxford, Clarendon Press.
- 1971            Rousseau, Jean-Jacques, *De l'inégalité parmi les hommes*, Éditions sociales, Paris.
2000.            Rousseau, Jean-Jacques, *L'État de la guerre*, Actes Sud, Arles.
- 2002            Rousseau, Jean-Jacques, « Discours sur l'économie politique » publié dans le tome V de l'Encyclopédie de 1755 et reproduit par Jean-Marie Tremblay, CEGEP de Chicoutimi, site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>.
- 1985            Rovin, Joseph., « Raymond Aron et l'Allemagne », publié dans *Raymond Aron 1905 – 1983 : Histoire et politique*, Paris, Commentaire Juillard.
- 1996            Russel, Bertrand, *History of Western Philosophy*, London, Routledge Classics.
- 2000            Scholte, J.-A., *Globalisation: A Critical Introduction*, Basingstoke.
- 1952            Shakespeare, William, “Macbeth”, publié dans *The Sonnets and Plays of William Shakespeare*, Great Books of the Western World, vol. 27, London Encyclopaedia Britannica.
- 1961            Singer, J. D., *The Level-of-Analysis Problem in International Relations*, publié dans *World Politics*, 14(1).
- 1990            Smith, Hugh, “The womb of War : Clausewitz and international Politics”, *Review of International Studies*, vol 16, number 1 January.

- 2004 Smith, Hugh, *On Clausewitz : A Study of Military and Political Idea*, New York, Palgrave MacMillan.
- 1996 Smith, S., Booth, K. and Zalewski, M. (éds), *International Theory: Positivism and Beyond*, Cambridge University press, Cambridge.
- 1995 Smith, S., *The Self-Image of a Discipline: A Genealogy of International Relations Theory*, publié dans K. Booth and S. Smith (éds), *International Relations Theory Today*, Cambridge University Press, Cambridge.
- 1996 Smith, S., *Positivism and Beyond*, publié dans S. Smith, K. Booth and M. Zalewski, *International Theory: Positivism and Beyond*, Cambridge University Press, Cambridge.
- 1997 Smith, S., *Power and Truth: A Reply to Wallace*, publié dans *Review of International Studies*, 22(4).
- 1994 Strauss, Leo et Cropsey, Joseph, *Histoire de la philosophie politique*, 1<sup>re</sup> éd, Paris, Presses universitaires de France.
- 1971 SunTzu, *The Art of War*, Oxford, Oxford University Press.
- 1931 Tawney, R. H., *Equality*, New York, Harcourt. Brace.
- 1979 Taylor, Charles, *What's Wrong with Negative Liberty*, publié dans *The Idea of Freedom*, Oxford, Oxford University Press, 175-93.
- 1995 Taylor, C.C.W., "Politics", publié dans *The Cambridge Companion to Aristotle*, édité par Jonathan Barnes, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1999 Terray, Emmanuel, *Clausewitz*, Paris, Fayard.
- 1986 Van Creveld, Martin, "The Eternal Clausewitz", publié dans *Clausewitz and Modern Strategy*, édité par Micheal Handel, London, Frank Cass.
- 1971 Veyne, Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Points / Histoire n° 226, Paris, Seuil.
- 1998 Viroli, Maurizio, *Machiavelli*, Oxford, Oxford University Press.
- 2002 Viroli, Maurizio, *Republicanism*, New York, Hill and Wang.

- 1993 von Humboldt, Wilhelm, *The Limits of State Action*, Indianapolis, Liberty Press.
- 1996 Wallace, W., *Truth and Power, Monks and Technocrats: Theory and Practice in International Relations*, publié dans *Review of International Studies*, 22(3).
- 1979 Waltz, Kenneth N., *Theory of International Politics*, Addison-Wesley Publishing Company, Reading (Ma).
- 1992 Watson, Adam, *The Evolution of International Society : A Comparative Historical Analysis*, Routledge, London.
- 1959 Weber, Max, *Le Savant et le Politique* (1919), Paris, Plon, (préface de Raymond Aron et traduction par Julien Freund).
- 1994 Weber, Max, *Political Writings*, édité par Peter Lassman et Ronald Speirs, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1995 Weber, Max, *Économie et société*, Paris, Plon.
- 1966 Wight, M., *Why is there no International Theory ?*, publié dans H. Butterfield and M. Wight, *Diplomatic Investigations, Essays in the Theory of International Relations*, Londres.
- 1991 Wight, M., *International Theory: The Three Traditions*, Leicester.
- 1942 Wright, Quincy, *A Study of War*, Chicago University Press, Chicago.
- 1972 Wright, Quincy, *The Meaning of International Relations*, in *Politics and the International System*, publié par Robert L. Pfalzgraff, J.B. Lippincott Company.
-